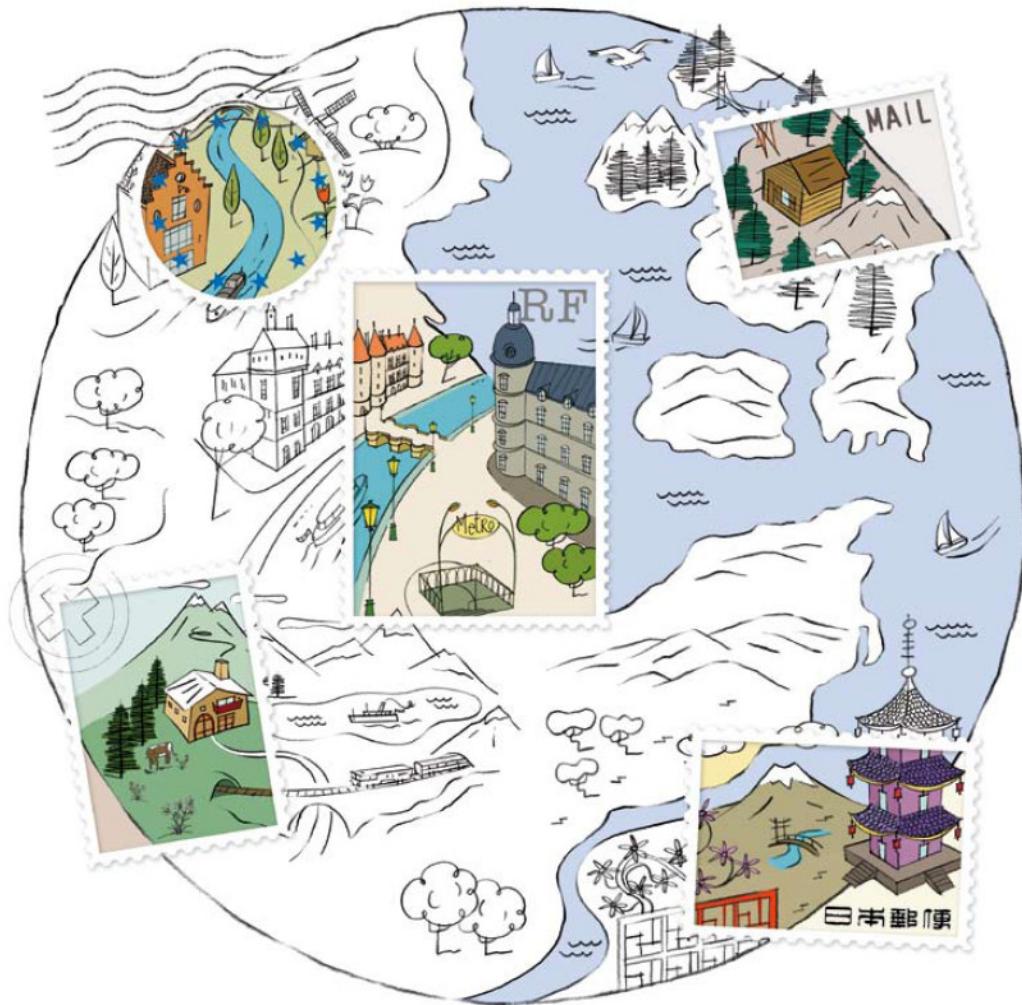




**COMPAGNIE DE  
FINANCEMENT  
FONCIER**  
**UNE FILIALE DU CRÉDIT FONCIER**



**Actualisation du document de référence 2008  
incluant un rapport financier semestriel  
1<sup>er</sup> SEMESTRE 2009**

# SOMMAIRE

A – RAPPORT D'ACTIVITE .....	2
1. Présentation.....	3
1.1 Profil de la Compagnie de Financement Foncier .....	3
1.2 Chiffres clés au 30 juin 2009 .....	4
B – RAPPORT FINANCIER.....	7
1. Rapport de gestion.....	8
1.1 Analyse de l'actif.....	8
1.2 Analyse du passif.....	10
1.3 Ratios de couverture.....	11
1.4 Analyse du résultat net .....	12
1.5 Analyse du risque de crédit.....	12
1.6 Analyse des risques financiers.....	16
1.7 Annexe au rapport de gestion au 30 juin 2009 .....	18
2. Comptes sociaux semestriels condensés .....	21
2.1 Bilan.....	21
2.2 Hors-bilan .....	22
2.3 Compte de résultat.....	23
2.4 Annexe aux comptes sociaux de la Compagnie de Financement Foncier .....	24
2.5 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009.....	53
2.6 Eléments de calcul du ratio de couverture au 30 juin 2009.....	54
3. Rapport sur la gestion des risques .....	56
4. Eléments juridiques.....	88
4.1 Organes d'administration .....	88
4.2 Renseignements concernant la société .....	89
4.3 Renseignements concernant le capital.....	89
4.4 Résolutions soumises à l'Assemblée Générale .....	90
4.5 Statuts.....	90
4.6 Annexe : focus sur le positionnement de la Compagnie de Financement Foncier au sein du groupe BPCE.....	90
5. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence contenant le rapport financier semestriel au 30 juin 2009 .....	91
6. Perspectives de la Compagnie de Financement Foncier .....	92
7. Table de concordance AMF .....	93

## **A – RAPPORT D'ACTIVITE**

## **1. Présentation**

### **1.1 Profil de la Compagnie de Financement Foncier**

La Compagnie de Financement Foncier (AAA/Aaa/AAA) <sup>(1)</sup> est un établissement de crédit agréé en qualité de société financière et de société de crédit foncier (décision du Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement du 23 juillet 1999). L'annexe VI de la directive européenne 2006/48/CE et sa transposition française adoptent des critères communs aux pays membres de l'Union européenne pour déterminer l'éligibilité des actifs qui servent de collatéral aux obligations garanties (*covered bonds*) bénéficiant du risque pondéré au taux préférentiel de 10 % et du taux de LGD de 12,25 % (ou 11,25 % sous certaines conditions) en système de notation standard.

En tant que société de crédit foncier, son activité respecte un cadre législatif et réglementaire très complet qui a été modernisé en 2007 et en 2008. La conformité à son statut et les engagements complémentaires pris par la Compagnie de Financement Foncier permettent de maintenir une forte qualité de ses actifs avec une stabilité de ses encours de prêts douteux, d'un montant déjà très réduit, et de la quasi intégralité de ses actifs notés bénéficiant du 1<sup>er</sup> échelon de qualité de crédit reconnu par la Commission bancaire, autorité de tutelle du système bancaire français.

Filiale à 100 % du Crédit Foncier (A/Aa3/A+) <sup>(1)</sup>, lui-même filiale de Caisses d'Epargne Participations <sup>(2)</sup>, la mission de la Compagnie de Financement Foncier consiste à financer l'activité de crédit immobilier et de crédit au secteur public, aussi bien pour sa maison mère et pour les Caisses d'Epargne que pour d'autres établissements de crédit européens.

Forte de son ancrage au sein du Crédit Foncier, émetteur d'obligations foncières depuis 1852, la Compagnie de Financement Foncier demeure depuis sa création un acteur majeur sur son marché.

Sur le premier semestre 2009, la Compagnie de Financement Foncier est restée active, dans un marché dont la liquidité peinait à revenir. Le 12 mai 2009, une semaine après l'annonce de la BCE de son programme de rachat de covered bonds de 60 Md€, la Compagnie de Financement Foncier a rouvert le segment long terme avec le lancement d'un nouveau benchmark d'un montant de 1,25 Md€ à 12 ans, souscrit par un grand nombre d'investisseurs « buy-and-hold ». Il s'agit du plus long benchmark émis depuis juin 2007 sur le segment des covered bonds. Au 30 juin 2009, les émissions de la Compagnie de Financement Foncier s'élèvent à 5,1 Md€ pour une maturité moyenne de 10 ans, ce qui atteste, une nouvelle fois, de la confiance des investisseurs sur sa signature.

Avec plus de 4,7 Md€ émis pour le seul mois de juillet, le redémarrage de l'activité de la Compagnie de Financement Foncier est confirmé ; le montant des ressources nettes levées sur l'année atteint ainsi plus de 11 Md€. La qualité de la signature de la Compagnie de Financement Foncier et sa base d'investisseurs permettent d'aborder le second semestre 2009 dans de bonnes conditions.

<sup>(1)</sup> Standard & Poor's/Moody's/Fitch Ratings - notations actualisées à la date de dépôt.

<sup>(2)</sup> nouvelle dénomination de la CNCE

## 1.2 Chiffres clés au 30 juin 2009

### Caractéristiques de l'émetteur

Emetteur :	Compagnie de Financement Foncier, affiliée à BPCE
Maison mère :	Crédit Foncier (100 %), filiale de 'Caisse d'Epargne Participations' (CE Participations – anciennement CNCE)
Type d'obligations émises :	Obligations foncières
Programmes d'émissions :	EMTN & AMTN
Taille des programmes :	EMTN : 125 Md€ AMTN : 5 Md\$ AUD (environ 3 Md€)

Notations (*)	Note long terme	Perspective
✓ Standard & Poor's	AAA	stable
✓ Moody's	Aaa	stable
✓ FitchRatings	AAA	stable

Prestataire unique : Crédit Foncier A/Aa3/A+ (\*)

(\*) Standard & Poor's/Moody's/Fitch Ratings - notations actualisées à la date de dépôt.

### Bilan économique simplifié au 30 juin 2009 et 31 décembre 2008

(issu de l'état réglementaire des éléments de calcul du ratio de couverture)

	Au 30 juin 2009		Au 31 déc. 2008			Au 30 juin 2009		Au 31 déc. 2008	
	Md€	% bilan	Md€	% bilan		Md€	% bilan	Md€	% bilan
<b>Prêts garantis articles L. 515-14 et 16</b>	<b>43,64</b>	<b>46,0%</b>	<b>43,57</b>	<b>45,4%</b>	Obligations foncières	<b>76,39</b>	<b>80,6%</b>	<b>83,40</b>	<b>86,9%</b>
Prêts hypothécaires du secteur aidé	1,08	1,1%	1,25	1,3%	Autres ressources privilégiées	73,96	78,0%	79,96	83,3%
Prêts hypothécaires garantis par le FGAS*	6,88	7,2%	6,71	7,0%		2,43	2,6%	3,44	3,6%
Autres prêts hypothécaires	11,09	11,7%	10,26	10,7%	Ressources non privilégiées	<b>18,45</b>	<b>19,4%</b>	<b>12,54</b>	<b>13,1%</b>
Parts senior de titrisation de créances immobilières	14,87	15,7%	15,67	16,3%	Dettes chirographaires	12,77	13,5%	6,91	7,2%
Autres prêts avec garantie immobilière	0,65	0,7%	0,58	0,6%	Dettes subordonnées et assimilées	4,22	4,4%	4,22	4,4%
Billets hypothécaires	9,07	9,6%	9,10	9,5%	- dont titres subordonnés remboursables	2,10	2,2%	2,10	2,2%
<b>Expositions sur des personnes publiques articles L. 515-15 et 16</b>	<b>40,05</b>	<b>42,2%</b>	<b>40,23</b>	<b>41,9%</b>	- dont emprunt participant	1,37	1,4%	1,35	1,4%
Prêts publics du secteur aidé	0,29	0,3%	0,29	0,3%	Capitaux propres, provisions et FRBG	1,46	1,5%	1,42	1,5%
Autres prêts publics	20,36	21,5%	21,22	22,1%	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>94,84</b>	<b>100,0%</b>	<b>95,94</b>	<b>100,0%</b>
Titres d'entités publiques	11,90	12,5%	11,14	11,6%	Fonds propres et assimilés	2,84	3,0%	2,77	2,9%
Parts senior de titrisation de créances publiques	7,50	7,9%	7,58	7,9%					
<b>Valeurs de remplacement article L. 515-17</b>	<b>8,77</b>	<b>9,2%</b>	<b>8,43</b>	<b>8,8%</b>					
<b>Autres actifs (intérêts sur IFAT**, comptes de régularisation, survaleur, autres)</b>	<b>2,38</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,72</b>	<b>3,9%</b>					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>94,84</b>	<b>100,0%</b>	<b>95,94</b>	<b>100,0%</b>					

\* Fonds de Garantie de l'Accession Sociale à la propriété

\*\* Instruments Financiers A Termé

## Indicateurs de performance

**49,6 M€**  
Résultat net

**110,7 %**  
Ratio de surdimensionnement

**54,8 %**  
Quotité moyenne des créances hypothécaires

## Passif privilégié au 30 juin 2009

Obligations foncières sur le premier semestre 2009 : 5,1 Md€

Passif privilégié : 76,4 Md€ dont 74 Md€ d'obligations foncières

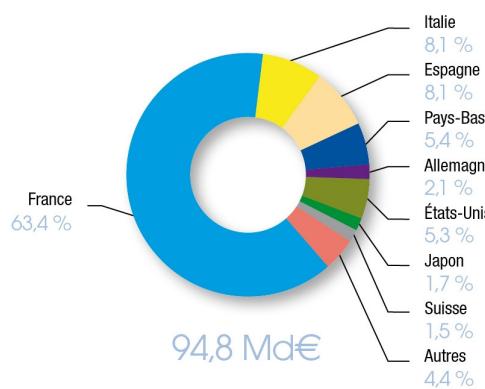
Positionnement : un des leaders sur le segment des *covered bonds* en Europe

## Composition de l'actif au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

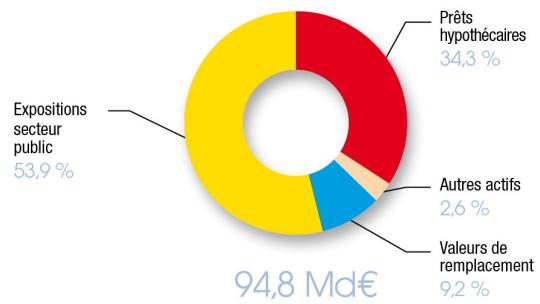
En considérant les garanties publiques, directes et indirectes, accordées à certains encours de prêts bénéficiant également de sûreté immobilière, notamment les prêts garantis par le FGAS, l'ensemble des actifs sécurisés par une garantie publique représente 51,18 Md€ au 30 juin 2009, soit 61,2 % de l'ensemble des expositions hors valeurs de remplacement et 53,9 % du total bilan.

	Au 30 juin 2009		Au 31 déc. 2008	
	Md€	%	Md€	%
<b>Prêts hypothécaires</b>	<b>32,51</b>	<b>34,3%</b>	<b>32,20</b>	<b>33,6%</b>
Prêts hypothécaires	17,64	18,6%	16,54	17,2%
Parts de titrisation de créances hypothécaires résidentielles européennes	14,87	15,7%	15,67	16,3%
<b>Expositions secteur public</b>	<b>51,18</b>	<b>53,9%</b>	<b>51,59</b>	<b>53,8%</b>
Prêts hypothécaires garantis par l'Etat français ou un établissement public européen	11,13	11,7%	11,37	11,9%
Prêts au secteur public en France	19,09	20,1%	19,89	20,7%
Prêts au secteur public à l'étranger	20,96	22,1%	20,33	21,2%
<b>Valeurs de remplacement et autres actifs</b>	<b>11,15</b>	<b>11,8%</b>	<b>12,15</b>	<b>12,7%</b>
Valeurs de remplacement	8,77	9,2%	8,43	8,8%
Autres actifs	2,38	2,6%	3,72	3,9%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>94,84</b>	<b>100,0%</b>	<b>95,94</b>	<b>100,0%</b>

## Répartition géographique de l'actif au 30 juin 2009



**Ventilation total bilan : 94,8 Md€ au 30 juin 2009**



**Ventilation total expositions : 83,7 Md€ au 30 juin 2009**



## **B – RAPPORT FINANCIER**

## **1. Rapport de gestion**

La détérioration de l'environnement économique et financier qui s'est poursuivi au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009, a conduit la Compagnie de Financement Foncier à limiter son activité avec pour objectif de :

- maintenir la liquidité assurant en permanence le service de la dette privilégiée,
- préserver la forte qualité des actifs et la maîtrise de l'ensemble des risques,
- financer la production de sa maison mère essentiellement orientée dans ce contexte de crise vers les crédits à l'habitat aux particuliers.

Ainsi, sur la période, la taille du bilan s'est maintenue à près de 95 Md€, le résultat net semestriel a atteint 50 M€ et la Compagnie de Financement Foncier a émis pour 5 Md€ d'obligations foncières avec confirmation des meilleures notations AAA / Aaa / AAA.

### **1.1 Analyse de l'actif**

#### **Opérations du 1<sup>er</sup> semestre 2009**

Les principales opérations à long terme ont porté sur des créances à l'habitat accordées par le Crédit Foncier aux personnes physiques ; ces achats s'élèvent à 1,8 Md€ sur le semestre, dont 0,1 d'engagements donnés. L'activité à l'international a été limitée à quelques acquisitions de titres d'entités publiques pour 0,7 Md€ en Europe et Etats-Unis ; aucune opération significative n'a été réalisée sur des parts de titrisation de créances hypothécaires résidentielles.

De fait, la composition du bilan de la Compagnie de Financement Foncier est restée inchangée au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2009.

Sur le segment du court terme, la gestion de la trésorerie a été notamment caractérisée par d'importantes opérations de mobilisation d'actifs auprès de la BCE.

## **Evolution de l'actif**

### Répartition de l'actif par catégorie de garantie

	30-juin-09		31-déc.-08	
	M€	% bilan	M€	% bilan
<b>PRETS GARANTIS</b> <b>articles L515-14 et 16</b>				
- prêts hypothécaires du secteur aidé	1 080	1,1%	1 251	1,3%
- prêts garantis par le FGAS	6 878	7,3%	6 713	7,0%
- autres prêts hypothécaires	11 092	11,7%	10 262	10,7%
- parts de titrisation de créances immobilières	14 872	15,7%	15 666	16,3%
- autres prêts avec garantie immobilière	655	0,7%	584	0,6%
- billets hypothécaires	9 066	9,6%	9 097	9,5%
<b>EXPOSITIONS SUR DES PERSONNES</b> <b>PUBLIQUES articles L515-15 et 16</b>	<b>40 051</b>	<b>42,2%</b>	<b>40 225</b>	<b>41,9%</b>
- prêts publics du secteur aidé	288	0,3%	285	0,3%
- autres prêts publics	20 356	21,5%	21 217	22,1%
- titres d'entités publiques	11 905	12,6%	11 139	11,6%
- parts de titrisation de créances publiques	7 503	7,9%	7 584	7,9%
Autres actifs (intérêts sur IFAT, comptes de régularisation, survaleur, autres)	2 377	2,5%	3 718	3,9%
<b>VALEURS DE REMplacement</b> <b>article L515-17</b>	<b>8 770</b>	<b>9,2%</b>	<b>8 425</b>	<b>8,8%</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>94 841</b>	<b>100,0%</b>	<b>95 943</b>	<b>100,0%</b>

En matière de prêts garantis, les encours ont été préservés ; les achats de créances au Crédit Foncier ont compensé la baisse naturelle par amortissement des encours du portefeuille de titrisation de créances immobilières ( 0,8 Md€) et du secteur aidé (0,2 Md€). Il en est de même des prêts relevant du secteur public avec toutefois des mouvements de montants moins élevés.

Une analyse plus fine des garanties reçues permet de reclasser une partie des prêts garantis en expositions sur des personnes publiques et d'affiner ainsi la part relative de chaque secteur :

- en tenant compte des prêts du secteur aidé et des prêts garantis par le FGAS, couverts par l'Etat français, l'encours du secteur public s'élève à 48 Md€ au 30 juin 2009, niveau déjà atteint à fin 2008,
- en considérant de plus la partie des prêts hypothécaires bénéficiant d'une garantie indirecte d'un établissement public européen, le total des expositions sur des personnes publiques est de 51,2 Md€, soit 54 % du bilan, pourcentage identique à celui observé 6 mois plus tôt.

Sur le plan de la diversification géographique des actifs, l'évolution est également peu sensible sur le semestre.

Au 30 juin 2009, 36,6 % des actifs, soit 34,7 Md€, sont situés hors de France, essentiellement dans les autres pays du continent européen ainsi qu'en Amérique du Nord et au Japon ; ce pourcentage était de 36,2 % au 31 décembre 2008. La répartition entre les différents pays est quasiment inchangée avec principalement l'Italie pour 7,7 Md€, l'Espagne pour 7,7 Md€, les Pays-Bas pour 5,1 Md€ et les Etats-Unis pour 5,0 Md€.

## 1.2 Analyse du passif

### Opérations du 1<sup>er</sup> semestre 2009

Dans des marchés financiers encore sinistrés, la Compagnie de Financement Foncier a émis pour 5,1 Md€ d'obligations foncières au cours du semestre.

Le principal fait marquant sur la période est le lancement en mai 2009 d'un nouvel emprunt de référence d'une durée longue de 12 ans et d'un volume de 1,25 Md€ ; du fait de son montant, l'émission a nécessité la validation du contrôleur spécifique quant à son impact sur les ratios.

Par ailleurs, les besoins de liquidité à court terme ont été assurés par des prêts garantis accordés par la BCE dans le cadre de ses opérations d' « open market » dont l'encours a progressé de 5 Md€ au cours du semestre passant de 2,5 Md€ à fin décembre 2008 à 7,5 Md€ à fin juin 2009 ; l'encours en fin de semestre comprenait pour 2 Md€ de titres mobilisés en anticipation de l'arrivée à échéance le 9 juillet 2009 d'une précédente mobilisation.

### Evolution du passif

Ces opérations ont sensiblement modifié la répartition du passif en ressources privilégiées et non privilégiées.

#### Répartition du passif par rang de garantie

	30-juin-09		31-déc.-08	
	M€	% bilan	M€	% bilan
<b>Ressources privilégiées</b>				
Obligations foncières	73 956	78,0%	79 960	83,3%
Autres ressources privilégiées	2 435	2,6%	3 439	3,6%
<b>Ressources non privilégiées</b>				
Dettes chirographaires	12 771	13,5%	6 905	7,2%
Dettes subordonnées et assimilées	4 215	4,4%	4 224	4,4%
- dont titres subordonnés remboursables	2 100	2,2%	2 100	2,2%
- dont emprunt participant (1)	1 374	1,4%	1 350	1,4%
Capitaux propres, provisions et FRBG	1 464	1,5%	1 415	1,5%
(Fonds propres et assimilés) (1) + (2)	2 839	3,0%	2 765	2,9%
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>94 841</b>	<b>100,0%</b>	<b>95 943</b>	<b>100,0%</b>

La part des ressources non privilégiées a fortement progressé sur le semestre, passant de 13 % à près de 20 % du bilan principalement sous l'effet cumulé :

- d'une baisse des encours privilégiés ; en effet les remboursements contractuels de la dette ont été particulièrement importants sur le semestre alors que les émissions étaient réduites du fait de la conjoncture
- d'une hausse significative de la dette chirographaire du fait des mises en pension de titres permettant d'apporter les liquidités nécessaires.

### 1.3 Ratios de couverture

Les différents ratios de couverture propres aux sociétés de crédit foncier ont peu varié au cours du semestre. Les niveaux de sécurité apportés aux porteurs d'obligations foncières de la Compagnie de Financement Foncier restent donc importants.

Le ratio de couverture des ressources privilégiées s'établit à 110,7 % au 30 juin 2009 contre 110,8 % un semestre plus tôt. Il mesure le surdimensionnement des actifs pondérés sur les dettes privilégiées et doit être réglementairement supérieur à 100 % en permanence.

La pondération des actifs a pour effet de limiter la prise en compte de certains d'entre eux ne présentant pas le meilleur niveau de sécurité. Il en est ainsi des parts de titrisation et des prêts cautionnés dont la notation est en dessous du 1<sup>er</sup> échelon de qualité de crédit.

Pour la Compagnie de Financement Foncier, l'intégralité des actifs bénéficie d'une pondération de 100 % à l'exception d'une seule opération d'un encours de 413 M€ non retenue dans ce résultat ; il s'agit de parts d'un fonds de créances sur le secteur de la santé garanties par une région de l'Italie notées BBB+ / A3 et donc pondérées à 0 %.

Cet indicateur est calculé en retranchant du bilan les actifs déjà apportés en garantie notamment dans le cadre des opérations de financement de l'Eurosystème.

De même, les montants non éligibles au refinancement par des ressources privilégiées demeurent très largement inférieurs au montant du passif ne bénéficiant pas du privilège.

Les encours pour lesquels un dépassement de quotité est observé, s'élèvent à 76 M€ au 30 juin 2009 avec un total de dettes non privilégiées de 18 450 M€ ; ils sont établis sur l'ensemble des actifs, prêts hypothécaires en détention directe, prêts garantissant les billets à ordre et parts de fonds commun de créances.

Au 31 décembre 2008, ces dépassements portaient sur 225 M€ pour un passif non privilégié de 12 544 M€, l'évolution à la baisse des encours ainsi identifiés résultant essentiellement de l'amortissement naturel des actifs enregistré au cours des six derniers mois.

Concernant les prêts hypothécaires détenus en direct, la quotité de financement moyenne, égale au rapport entre la valeur actualisée du bien apporté en garantie et le capital restant dû de la créance, a peu évolué et s'établit à fin juin 2009 à 54,8 % sur un encours de près de 20 Md€ contre 53,4 % pour un montant proche de 19 Md€ en début d'année. Les récentes acquisitions de créances hypothécaires réalisées en 2009 ont en effet une quotité plus élevée que celles du stock qui ont enregistré à la fois des amortissements de capital et la hausse du marché immobilier des années antérieures.

Par ailleurs, la Compagnie de Financement Foncier continue de présenter durant l'année 2009 des coefficients de liquidité largement supérieurs aux minima fixés par la réglementation bancaire du fait notamment de ses

engagements de trésorerie disponible à horizon d'un an. Les autres ratios prudentiels applicables aux établissements de crédit sont suivis, quant à eux, par le groupe Crédit Foncier au niveau consolidé.

## 1.4 Analyse du résultat net

Le produit net bancaire du semestre s'établit à 121 M€, il était de 187 M€ pour l'exercice 2008 et de 90 M€ sur le seul 1<sup>er</sup> semestre 2008.

L'augmentation du produit net bancaire semestriel correspond principalement à la hausse de la marge d'intérêt sur le secteur concurrentiel, les variations des autres postes se compensant globalement. Les indemnités perçues en cas de remboursement anticipé ou de renégociation, d'une part, et la dotation aux provisions pour dépréciation des titres de placement, d'autre part, sont en forte réduction sur la période.

Les charges générales d'exploitation sont conformes aux prévisions de début de période et cohérentes avec l'évolution des encours. Le résultat brut d'exploitation ressort à 73 M€ au 30 juin 2009 contre 81 M€ pour l'année précédente (et 35 M€ au 30 juin 2008).

Le coût du risque reste limité à 2 M€ sur le semestre. Il est toutefois plus élevé que celui de la période précédente qui correspondait à un produit de 4 M€ sur l'année 2008. En effet, les récupérations sur créances amorties sont peu significatives sur le semestre contrairement à l'année passée et l'exercice 2008 était en reprise nette de provisions et dépréciations alors que le 1<sup>er</sup> semestre 2009 est en dotation.

La charge du risque globale, qui comprend la part en capital inscrite en coût du risque et la part en intérêts enregistrée en produit net bancaire, s'élève sur le semestre à 3,2 M€ ; elle était à fin 2008 de sens contraire, soit un gain net de 4,3 M€.

Après déduction de l'impôt sur les sociétés, le résultat net de la Compagnie de Financement Foncier pour le 1<sup>er</sup> semestre 2009 est de 50 M€ contre 62 M€ pour l'exercice précédent (et 32 M€ au 30 juin 2008).

## 1.5 Analyse du risque de crédit

En termes de risque de crédit, trois grandes catégories d'actifs peuvent être identifiées et répondent à des approches différencierées quant à la mesure et au suivi de la qualité de ces investissements :

- les prêts du secteur aidé ou du secteur concurrentiel, accordés à des personnes physiques ou des professionnels relevant majoritairement du secteur public. Y sont assimilés les billets hypothécaires du fait de leur sous jacent constitué de prêts au logement,
- les titres du secteur public et les parts de titrisation, qui font l'objet d'une notation externe par des organismes agréés ; les actifs des fonds sont alors constitués, de par la loi, à hauteur de 90 % au moins, de prêts ou expositions répondant aux critères d'éligibilité de détention par une société de crédit foncier,
- les valeurs de remplacement constituées de placements auprès d'établissements de crédit bénéficiant du meilleur échelon de notation externe.

Dans ces 3 catégories, la grande qualité des actifs détenus par la Compagnie de Financement Foncier a été maintenue au cours du semestre.

## **Analyse globale**

Les résultats portent sur l'ensemble des prêts garantis et des expositions sur des personnes publiques hors ceux du secteur aidé ; en effet, ce dernier qui représente au 30 juin 2009 un encours de 1,4 Md€ est garanti par l'Etat français ; par ailleurs, il est extinctif par nature et sans production nouvelle depuis son transfert dans le bilan de la Compagnie de Financement Foncier en 1999.

### Analyse de l'ensemble du secteur concurrentiel

	juin 2009				2008			
	encours en M€	encours douteux en M€	taux de douteux	risque en bp	encours en M€	encours douteux en M€	taux de douteux	risque en bp
prêts aux particuliers et assimilés	41.241	296	0,7%	0,6	41.035	248	0,6%	-0,3
<i>dont parts de titrisation et billets hypothécaires</i>	<i>23.938</i>				<i>24.763</i>			
expositions sur des personnes publiques	38.137	5	0,0%	0,0	37.007	5	0,0%	0,0
<i>dont titres et parts de titrisation</i>	<i>19.408</i>				<i>18.723</i>			
prêts à l'immobilier social	2.871	24	0,8%	1,2	2.924	16	0,6%	-3,7
prêts à l'immobilier commercial	92	10	10,9%	25,2	93	12	12,5%	-3,5
<b>TOTAL</b>	<b>82.340</b>	<b>335</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4</b>	<b>81.058</b>	<b>281</b>	<b>0,3%</b>	<b>-0,3</b>

*NB.* : par convention, la charge du risque est de signe positif quand elle représente un coût, de signe négatif quand elle constitue un produit.

En synthèse sur l'activité concurrentielle de la Compagnie de Financement Foncier, l'ensemble des actifs qui bénéficient de garanties hypothécaires ou publiques conformément au statut de société de crédit foncier, continue de présenter un niveau de risque très limité même si, sur la période observée, les indicateurs sont moins favorablement orientés qu'au cours des années précédentes.

Le pourcentage d'encours douteux parmi les prêts aux particuliers, qui peut être le plus sensible aujourd'hui, reste faible à 0,7 % (contre 0,6 % à fin 2008) et la charge globale du risque s'élève à 3 M€ sur le semestre, soit 0,4 point de base des encours représentatifs du « core business » de la Compagnie de Financement Foncier.

Cette appréciation peut être précisée par l'analyse plus détaillée de chaque grande catégorie d'actif.

## Prêts et assimilés

### Analyse des encours de prêts

juin 2009	encours	répartition des encours	dont encours douteux	% douteux	dont douteux compromis	% douteux compromis	provisions
<b>SECTEUR AIDE (extinctif)</b>	<b>1.367,7</b>	<b>2,8%</b>	<b>69,7</b>	<b>5,1%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,1</b>
<b>SECTEUR CONCURRENTIEL</b>	<b>48.060,3</b>	<b>97,2%</b>	<b>335,0</b>	<b>0,7%</b>	<b>22,7</b>	<b>0,0%</b>	<b>19,5</b>
- Prêts aux particuliers et billets hypothécaires	26.369,1	53,3%	296,0	1,1%	16,4	0,1%	14,3
<i>dont billets hypothécaires</i>	<i>9.066,2</i>	<i>18,3%</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0</i>
<i>dont prêts avec garantie FGAS</i>	<i>6.877,6</i>	<i>13,9%</i>	<i>103,5</i>	<i>1,5%</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0</i>
- Prêts aux personnes publiques	18.728,8	37,9%	4,5	0,0%	0,0	0,0%	0,1
- Prêts à l'immobilier social	2.870,6	5,8%	24,4	0,8%	0,1	0,0%	0,6
- Prêts à l'immobilier commercial (extinctif)	91,8	0,2%	10,0	10,9%	6,2	6,7%	4,4
<b>TOTAL</b>	<b>49.428,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>404,7</b>	<b>0,8%</b>	<b>22,7</b>	<b>0,0%</b>	<b>19,6</b>

2008	encours	répartition des encours	dont encours douteux	% douteux	dont douteux compromis	% douteux compromis	provisions
<b>SECTEUR AIDE (extinctif)</b>	<b>1.539,3</b>	<b>3,2%</b>	<b>78,0</b>	<b>5,1%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,1</b>
<b>SECTEUR CONCURRENTIEL</b>	<b>46.669,0</b>	<b>96,8%</b>	<b>280,8</b>	<b>0,6%</b>	<b>22,6</b>	<b>0,0%</b>	<b>19,5</b>
- Prêts aux particuliers et billets hypothécaires	25.368,1	52,6%	247,6	1,0%	13,0	0,1%	12,3
<i>dont billets hypothécaires</i>	<i>9.096,9</i>	<i>18,9%</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0</i>
<i>dont prêts avec garantie FGAS</i>	<i>6.713,0</i>	<i>14,9%</i>	<i>105,6</i>	<i>1,6%</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0</i>
- Prêts aux personnes publiques	18.284,4	40,5%	5,2	0,0%	0,0	0,0%	0,1
- Prêts à l'immobilier social	2.923,5	6,5%	16,3	0,6%	0,9	0,0%	0,5
- Prêts à l'immobilier commercial (extinctif)	93,1	0,2%	11,6	12,5%	8,7	9,4%	6,7
<b>TOTAL</b>	<b>48.208,3</b>	<b>100,0%</b>	<b>358,7</b>	<b>0,7%</b>	<b>22,6</b>	<b>0,0%</b>	<b>19,7</b>

Les pourcentages d'encours douteux les plus élevés portent sur des catégories de prêts qui de fait ne présentent qu'un risque de perte finale très marginale : le secteur aidé par nature extinctif est garanti par l'Etat français et les prêts à l'immobilier commercial, que la Compagnie de Financement Foncier s'est engagée depuis plusieurs années à ne plus acquérir, ont un encours résiduel inférieur à 100 M€ et déjà provisionné à hauteur de 5 %.

Le principal suivi de risque concerne en fait les concours aux particuliers du secteur concurrentiel pour lesquels le pourcentage de prêts douteux reste à un niveau bas : 1,1 % d'un encours de 26 Md€ qui comprend de plus, d'une part, 7 Md€ garantis par l'Etat français au travers du FGAS, et, d'autre part, 3 Md€ contre garantis indirectement par un établissement public européen.

## Analyse de la charge du risque

	1er semestre 2009			2008		
	encours en M€	charge du risque en M€	charge du risque en points de base	encours en M€	charge du risque en M€	charge du risque en points de base
<b>SECTEUR AIDE (extinctif)</b>	<b>1.367,7</b>	<b>0,04</b>	<b>0,3</b>	<b>1.539,3</b>	<b>-6,82</b>	<b>-44,3</b>
<b>SECTEUR CONCURRENTIEL</b>	<b>48.060,3</b>	<b>3,14</b>	<b>0,7</b>	<b>46.669,0</b>	<b>-2,46</b>	<b>-0,5</b>
- Prêts aux particuliers et billets hypothécaires	26.369,1	2,63	1,0	25.368,1	-1,23	-0,5
- Prêts aux personnes publiques	18.728,8	-0,05	0,0	18.284,4	-0,11	-0,1
- Prêts à l'immobilier social	2.870,6	0,33	1,2	2.923,5	-1,09	-3,7
- Prêts à l'immobilier commercial (extinctif)	91,8	0,23	25,2	93,1	-0,03	-3,5
<b>TOTAL</b>	<b>49.428,0</b>	<b>3,18</b>	<b>0,6</b>	<b>48.208,3</b>	<b>-9,28</b>	<b>-1,9</b>

NB. : par convention, la charge du risque est de signe positif quand elle représente un coût, de signe négatif quand elle constitue un produit.

La charge globale du risque reste limitée sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009 et s'élève à 3,2 M€ pour l'ensemble des prêts d'un montant proche de 50 Md€ ; elle correspond pour l'essentiel à des dotations nettes aux provisions et dépréciations sur le secteur concurrentiel.

Par ailleurs, la charge du risque liée aux provisions collectives est non significative sur la période.

Pour l'exercice 2008, un gain de 9,3 M€ avait été enregistré dont 5,5 M€ résultait d'une reprise de provision due au retour en encours sain d'une opération du secteur aidé.

### **Titres et parts de titrisation**

Cette catégorie, qui n'enregistre ni encours douteux ni provision, est composée de :

- parts prioritaires de titrisation de 2 natures différentes : fonds de créances hypothécaires (RMBS) pour un encours qui s'est réduit de 15,7 Md€ à 14,9 Md€ sur six mois par amortissement des parts, ou fonds de créances publiques pour un montant stable sur la période de 7,5 Md€,
- titres émis ou garantis par des entités publiques essentiellement étrangères dont l'encours a progressé de 11,1 Md€ à 11,9 Md€ au cours du 1er semestre 2009.

Sur le portefeuille de RMBS, la haute qualité des parts a été maintenue malgré certaines dégradations de notation intervenues après revue par les agences, notamment sur des fonds en Allemagne et en Espagne :

- aucune exposition au risque « subprime »,
- aucune exposition directe ou indirecte sur l'immobilier situé aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni,
- toutes les parts bénéficient du meilleur échelon de notation et de la meilleure évaluation de crédit par au moins une agence ; 5,5 Md€, soit 37 % du portefeuille de RMBS, sont notés AAA/Aaa/AAA et 6,0 Md€, soit 40 % de l'ensemble, ont obtenu la meilleure note par 2 agences ; ces pourcentages étaient respectivement de 37 % et 63 % au 31 décembre 2008.

Par ailleurs, le Crédit Foncier s'est engagé à compenser les conséquences pour sa société de crédit foncier d'une baisse de notes en dessous du 2<sup>ème</sup> échelon de qualité de crédit (A-/A3/A-) sur une partie du portefeuille de titrisation hypothécaire, de type RMBS sélectionnée après analyse de différents scénarios de stress appliqués à chacune des lignes. Au 30 juin 2009, un encours de 1,9 Md€ a été retenu pour bénéficier de cette protection supplémentaire.

S'agissant des actifs bénéficiant de garanties publiques, leur qualité de crédit reste également assez stable sur le semestre.

En ajoutant aux titres émis ou garantis par des entités publiques, les prêts accordés à des collectivités territoriales étrangères, essentiellement suisses, l'ensemble du secteur public noté représente 21,5 Md€ au 30 juin 2009 (11,9 Md€ de titres, 7,5 Md€ de FCC et 2,1 Md€ de prêts) soit 23 % du bilan. Une très grande majorité de cet encours, précisément 84,5 %, bénéficie du meilleur échelon de qualité de crédit et 18,7 % de la plus forte évaluation par les 3 agences AAA / Aaa / AAA ; ces pourcentages étaient respectivement de 86 % et 20 % au 31 décembre 2008.

Une partie de ce portefeuille soit un encours de 5,1 Md€ est contre garantie par des monolines. La très forte dégradation de ces sociétés rend leur garantie aujourd'hui très souvent inopérante du fait d'une notation intrinsèque de l'opération meilleure que celle du garant ; seul FSA apporte effectivement un rehaussement de note sur un encours de 1,7 Md€.

L'analyse du risque de crédit est également développée dans le rapport sur la gestion des risques, section 4.2 de ce document, avec une segmentation de la clientèle et une répartition par notation de type bâlois.

## 1.6 Analyse des risques financiers

### Risque de taux et de change

Conformément à ses règles de gestion, la Compagnie de Financement Foncier a accompagné ses activités d'acquisition et d'émission du semestre par les opérations de couverture en taux et en change nécessaires. De même, la position de taux est restée sur cette période dans les étroites limites qu'elle s'est engagée à respecter.

En conséquence, les encours d'instruments financiers de micro et macro couverture en taux et en devises sont restés conséquents, 113 Md€ de swap de taux à fin juin 2009 (contre 115 Md€ à fin 2008) et 39 Md€ de swaps de devises (contre 46 Md€ à fin 2008).

### Risque de liquidité

La politique de gestion très prudente de la liquidité s'est poursuivie au cours du semestre, en mettant en œuvre différents type d'instruments.

Les valeurs de remplacement, constituées très majoritairement de prêts à court terme à des établissements de crédit présentant la meilleure notation, sont restées importantes en volume et représentent 9,2 % du bilan à fin juin contre 8,8 % un semestre plus tôt.

La Compagnie de Financement Foncier a également eu recours aux opérations de financement de la BCE pour des volumes importants, au 30 juin ces mobilisations totalisent 7,5 Md€.

Les réserves d'actifs éligibles à ces opérations de financement restent par ailleurs au même niveau qu'au 31/12/2008 : un tiers du bilan peut ainsi être mis en garantie de prêts de l'Eurosystème, les actifs mobilisables se décomposant en 23 Md€ de titres et 9 Md€ de prêts.

Le bon adossement en liquidité se traduit par un écart limité de duration entre actif et passif. Sur le semestre, cet écart s'est réduit et ne représente plus que 0,4 an au 30 juin 2009.

## 1.7 Annexe au rapport de gestion au 30 juin 2009

### Tableau des fonds communs de créances au 30 juin 2009

*Parts de titrisation de créances hypothécaires résidentielles : 14 865 millions d'euros (en capital restant dû)*

Pays	Titre	Standard & Poors/Moody's/ Fitch Ratings
<b>Allemagne</b>		
	E-MAC 2005-5	AAA/Baa1/AAA
	EMAC DE 2006-II	AAA/Baa1/AAA
<b>Espagne</b>		
	AYT GENOVA HIPOTECARIO 4	AAA/Aaa/AAA
	AYT GENOVA HIPOTECARIO 7	AAA/Aaa/AAA
	BANCAJA 10	AAA/Aa1/
	BANCAJA 11	AAA/Aa2/
	BANCAJA 4	/Aaa/AAA
	BANCAJA 5	AAA/Aaa/AAA
	BANCAJA 6	AAA/Aaa/AAA
	BANCAJA 7	AAA/Aaa/AAA
	BANCAJA 8	/Aaa/AAA
	BANCAJA 9 A2	/Aaa/AAA
	BANKINTER 10	AAA/Aaa/
	BANKINTER 4	AAA/Aaa/
	BANKINTER 5	AAA/Aaa/
	BBVA 1	/Aaa/AAA
	BBVA 2	AAA/Aaa/AAA
	BBVA RMBS 3	/Aa1/AAA
	GC SABADELL 1	AAA/Aaa/
	HIPOTEBANSA VIII SERIE A	/Aaa/AAA
	HIPOTEBANSA XI	AAA/Aaa/
	IM CAJAMAR 3 Parts A	/Aaa/AAA
	IM PASTOR 2	AAA/Aaa/
	IM PASTOR 3	AAA/Aaa/
	MADRID RMBS III	AA/Aa2/A+
	Santander Hipotecario 3	AAA/Aa1/A+
	TDA 27	AAA//AAA
	TDA 29	/Aaa/AAA
	TDA CAJAMAR A2	AAA//AAA
	TDA CAJAMAR A3	AAA//AAA
	TDA CAM 5	/Aaa/AAA
	TDA CAM 6 Parts A2	/Aaa/AAA
	TDA CAM 6 Parts A3	/Aaa/AAA
	TDA CAM 9	AAA/Aa1/AA
	TDA IBERCAJA 2	AAA/Aaa/
	TDA PASTOR 1 - A2	/Aaa/AAA
	UCI 14 CLASSE A 2043	AAA//AA
	UCI 5 class 5	/Aaa/

<b>Pays</b>	<b>Titre</b>	<b>Standard &amp; Poors/Moody's/ Fitch Ratings</b>
<b>France</b>		
	Antilope 1	AAA/Aaa/
	Antilope 2	AAA/Aaa/
<b>Grèce</b>		
	THEMELION 2	AAA/Aaa/AAA
<b>Italie</b>		
	APULIA 3	AAA/Aaa/AAA
	APULIA FINANCE 2	AAA/ /AAA
	ARGO MORTGAGES 2	/Aaa/AAA
	BERICA 3 PARTS A2	AAA/ /AAA
	BERICA 6 A2	AAA/Aaa/AAA
	BERICA PARTS A2	AAA/Aaa/AAA
	BIPIELLE RESIDENTIAL	/Aaa/AAA
	Capital Mortgage 2007-1	AAA/Aaa/AAA
	CORDUSIO	AAA/Aaa/AAA
	CORDUSIO 4	AAA/Aaa/AAA
	CR FIRENZE MUTUI	AAA/Aaa/AAA
	CREDICO FINANCE 5 A 2033	AAA/Aaa/
	CREDICO FINANCE SPA	AAA/Aaa/AAA
	F-E MORTGAGES	AAA/Aaa/AAA
	GIOTTO FINANCE 2 SPA	AAA/Aaa/
	HELICONUS	AAA/Aaa/AAA
	INTESABCI Sec 2	AAA/Aaa/AAA
	INTRA MORTGAGE FINANCE SRL	AAA/Aaa/AAA
	MANTEGNA FINANCE SRL	/Aaa/AAA
	MARCHE MUTUI	AAA/Aaa/
	SESTANTE 3 A 2045	AAA/Aaa/AAA
	SESTANTE 4	AAA/Aaa/AAA
	Sestante Finance	AAA/Aaa/AAA
	sestante finance 2	AAA/Aaa/AAA
	SIENA MORTGAGE 02-3	AAA/Aaa/AAA
	VELA ABS	AAA/Aaa
	VELA HOME	AAA/Aaa
	VELA HOME 3 A 2040	AAA/Aaa
	VELA HOME 4	AAA/Aaa
<b>Pays-Bas</b>		
	Beluga 2006-I A2	AAA/Aaa/AAA
	BELUGA 2006-I A3	AAA/Aaa/AAA
	EMAC NL 2005 III BV	AAA/Aaa/AAA
	E-MAC NL 2007 III	AAA/Aaa/AAA
	HOLLAND HOMES 3 PARTS A 208	/Aaa/AAA
<b>Portugal</b>		
	DOURO MORTGAGE1 A	AAA/Aaa/AAA
	DOURO MORTGAGES 3	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO 2	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO 4	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO 5	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO 6	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO MORTGAGE PLC 3	AAA/Aaa/AAA
	MAGELLAN 3	AAA/Aaa/

*Parts de titrisation de créances publiques : 7 494 millions d'euros (en capital restant dû)*

Pays	Titre	Standard & Poors/Moody's/ Fitch Ratings
<b>Italie</b>		
	ADRIATICA	AAA/Aa3/AA+
	ASTREA	A+/Aa2/AA-
	POSILLIPO FINANCE SRL	BBB+/A3/-
<b>Pays-Bas</b>		
	DARTS FINANCE PARTS A 2064	/Aaa/AAA
	E-MAC NL 2006-NHG 1	/Aaa/
	E-MAC NL 2007-NHG II	/Aaa/
	HOLLAND HOMES ORANJE	//AAA
	PEARL 1 MBS	/Aaa/AAA
	PEARL 2	/Aaa/AAA
	SGML 1	//AAA
<b>Etats-Unis</b>		
	NELNET 2006-1 A6	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2003-5	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2004-5X	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2004-8-A5	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2004-8-A6	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2005 9 SENIOR A6A	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2005-9 SENIOR A7A	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2006-4 A6	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2006-6 A4	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE série 8 102004	AAA/Aaa/AAA

## 2. Comptes sociaux semestriels condensés

### 2.1 Bilan

Cf. notes	ACTIF	30/06/2009	30/06/2008	(en milliers d'euros) 31/12/2008
	Caisse, banques centrales, CCP	3 586	32 177	20 024
	Effets publics et valeurs assimilées			
1	Créances sur les établissements de crédit	11 030 015	10 271 281	9 806 259
	<i>A vue</i>	2 362 343	859 894	1 207 772
	<i>A terme</i>	8 667 672	9 411 387	8 598 487
2	Opérations avec la clientèle	35 249 808	34 796 914	36 311 095
	<i>Autres concours à la clientèle</i>	35 249 808	34 796 914	36 311 095
	Obligations et autres titres à revenu fixe	46 183 748	44 946 415	46 107 121
	Immobilisations incorporelles et corporelles		5 147	2 480
	Autres actifs	136 227	163 365	204 660
	Comptes de régularisation	2 237 406	3 474 071	3 490 979
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>94 840 790</b>	<b>93 689 370</b>	<b>95 942 618</b>

Cf. notes	PASSIF	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
3	Dettes envers les établissements de crédit	11 426 561	3 252 902	5 857 992
	<i>A vue</i>	142 965	9 989	25 817
	<i>A terme</i>	11 283 596	3 242 913	5 832 175
4	Opérations avec la clientèle	2 512	4 026	33 479
	<i>A vue</i>	2 512	4 026	33 479
5	Dettes représentées par un titre	74 228 300	80 535 759	80 148 265
	<i>Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables</i>	272 364	192 498	188 204
	<i>Emprunts obligataires (obligations foncières)</i>	73 955 936	80 343 261	79 960 061
	Autres passifs	1 068 045	315 869	739 357
	Comptes de régularisation	3 176 562	4 701 645	4 298 250
	Provisions	9 937	9 502	9 628
6	Dettes subordonnées	3 474 338	3 494 997	3 450 589
7	Fonds pour risques bancaires généraux	20 000	20 000	20 000
7	Capitaux propres hors FRBG :	1 434 535	1 354 670	1 385 058
	<i>- Capital souscrit</i>	1 008 000	924 000	924 000
	<i>- Primes d'émission</i>	302 462	271 067	271 067
	<i>- Réserves</i>	74 029	70 917	70 917
	<i>- Provisions réglementées et subventions d'investissement</i>			
	<i>- Report à nouveau (+/-)</i>	462	56 843	56 843
	<i>- Résultat de l'exercice (+/-)</i>	49 582	31 843	62 231
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>94 840 790</b>	<b>93 689 370</b>	<b>95 942 618</b>

## 2.2 Hors-bilan

(en milliers d'euros)

Cf. notes		30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
8	Engagements de financement			
	- Engagements en faveur d'établissements de crédit			
	- Engagements en faveur de la clientèle	4 209 539	5 929 933	2 950 005
	- Autres valeurs affectées en garantie	8 680 186		10 449 002
	Engagements de garantie			
	- Engagements d'ordre de la clientèle			
	Engagements sur titres			
	- Autres engagements donnés		381 423	
9	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
	Engagements de financement			
	- Engagements reçus d'établissements de crédit	903 217	567 872	7 912 874
	Engagements de garantie			
	- Engagements reçus d'établissements de crédit	13 108 498	16 925 413	14 800 048
	- Engagements reçus de la clientèle	28 438 449	31 678 290	30 051 552
	Engagements sur titres			
	- Autres titres à recevoir	5 000	559 319	542 418
	<b>ENGAGEMENTS RECIPROQUES</b>			
10	- Achats et ventes de devises	39 334 034	44 087 996	46 122 439
11	- Instruments financiers à terme non dénoués	115 025 888	112 809 382	116 562 549

## 2.3 Compte de résultat

Cf. notes		30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
12	Intérêts et produits assimilés	2 071 150	2 112 137	4 384 956
13	Intérêts et charges assimilées	-1 949 057	-2 023 731	-4 210 716
14	Commissions (produits)	19 840	14 019	38 443
14	Commissions (charges)	- 15 408	- 4 581	- 7 895
15	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	160	- 832	889
16	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	- 1 052	- 1 755	- 7 534
17	Autres produits d'exploitation bancaire	2 244	1 975	2 350
18	Autres charges d'exploitation bancaire	- 7 078	- 6 997	- 13 906
	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>120 799</b>	<b>90 235</b>	<b>186 587</b>
19	Charges générales d'exploitation	- 45 497	- 52 665	- 100 692
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 2 480	- 2 668	- 5 336
	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>72 822</b>	<b>34 902</b>	<b>80 559</b>
20	Coût du risque	- 2 030	8 340	3 990
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>70 792</b>	<b>43 242</b>	<b>84 549</b>
	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-35	- 39	- 71
	<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>	<b>70 757</b>	<b>43 203</b>	<b>84 478</b>
	Résultat exceptionnel			
	Impôt sur les bénéfices	-21175	- 11 360	- 22 247
	Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées			
	<b>RESULTAT NET</b>	<b>49 582</b>	<b>31 843</b>	<b>62 231</b>
	Résultat par action (1) (en €)	0,79	0,55	1,08
	Résultat dilué par action (en €)	0,79	0,55	1,08

(1) Le résultat par action s'obtient en divisant le résultat net par le nombre d'actions existantes à la clôture de l'exercice.  
Le résultat par action au 30 juin 2009 tient compte de l'augmentation de capital intervenue en juin 2009.

L'annexe qui figure aux pages suivantes fait partie intégrante des comptes individuels semestriels.

## **2.4 Annexe aux comptes sociaux de la Compagnie de Financement Foncier**

### ***I - Cadre juridique et financier – Faits significatifs du semestre***

**I-1** La Compagnie de Financement Foncier a été agréée en qualité de société de crédit foncier dans le cadre de la loi du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière. A ce titre, elle est soumise aux articles L 515-13 à L 515-33 du Code Monétaire et Financier.

Les sociétés de crédit foncier sont par ailleurs des établissements de crédit, agréés en qualité de sociétés financières par le Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'investissement. A ce titre, elles appliquent les règlements :

- 2000-03 modifié du Comité de la Réglementation Comptable (CRC), relatifs à l'établissement et à la présentation des comptes individuels annuels des établissements de crédit,
- 99-10 du CRBF, propre aux sociétés de crédit foncier et qui porte sur :
  - l'évaluation des immeubles financés par des prêts éligibles à l'actif des sociétés de crédit foncier,
  - l'évaluation des éléments d'actif et de passif de ces sociétés,
  - leurs normes de gestion spécifiques.

**I-2** Au cours du premier semestre 2009, la Compagnie de Financement Foncier a acquis du Crédit Foncier des créances pour un montant de 1 701,5 M€, correspondant à un montant de capitaux restant dus de 1 695,9 M€, auxquels s'ajoutent 111 M€ de prêts non encore débloqués enregistrés en « Engagements de financement donnés ». Elle a aussi acheté une créance sur un établissement public français pour 167,3 M€. Ses acquisitions de parts de titrisation de créances hypothécaires résidentielles ont été limitées à 60,0 M€.

Son activité sur le secteur public international s'est élevée à 1 277,7 M€ se décomposant en 641,4 M€ de titres auxquels s'ajoutent 538 M€ de titres acquis en janvier 2009 et dont l'engagement avait été pris en décembre 2008, 66,5 M€ de prêts et 31,8 M€ de parts de titrisation.

Les valeurs de remplacement de la Compagnie de Financement Foncier, définies selon le Décret n°2007-745 du 9 mai 2007, relatif à la solvabilité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et aux sociétés de crédit foncier, s'élèvent à 8 770 M€.

**I-3** La Compagnie de Financement Foncier a émis pour 5 101,7 M€ d'obligations foncières au cours du premier semestre 2009, dans la limite du programme annuel d'émission.

**I-4** A la suite des mesures de réaménagement des prêts à taux révisable, proposées par le Crédit Foncier à ses clients pour sécuriser leurs mensualités, la Compagnie de Financement Foncier a reçu une indemnisation de 11 M€ du Crédit Foncier, selon la garantie mise en place en 2008.

**I-5** La Compagnie de Financement Foncier a procédé à une augmentation de capital en juin 2009, intégralement souscrite par le Crédit Foncier par réemploi du dividende versé.

## ***II – Informations sur les règles et principes comptables***

### **II-1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées**

Les comptes semestriels condensés de la Compagnie de Financement Foncier sont établis et présentés conformément aux règles définies par la CNCE dans le respect des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) et du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF). Par application du règlement n°91-01 du CRBF modifié par le Règlement n° 2001-02 du CRC et de la Recommandation n°2001-R.02, les états de synthèse sont présentés selon le format prévu pour les établissements de crédit.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes semestriels.

Les principes et méthodes comptables appliquées sont identiques à ceux utilisés pour les arrêtés de comptes annuels. En particulier, les produits et charges rattachés à la période semestrielle ont été déterminés en respectant le principe de séparation des exercices.

### **II-2 Changements de méthodes comptables**

Aucun changement de méthodes comptables n'est applicable aux comptes du 30 juin 2009.

## NOTE 1 : CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en milliers d'euros)

	Créances saines			Créances douteuses			Dépréciations			Montants nets		
	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
<b>CREANCES HORS GROUPE</b>												
A vue	2 885	13 616	12 874							2 885	13 616	12 874
Comptes ordinaires débiteurs	2 341 000	700 000	1 123 000							2 341 000	700 000	1 123 000
Comptes et prêts										16	81	62
Créances rattachées	16	81	62									
Valeurs non imputées	7 241	358	165							7 241	358	165
<b>Sous-total</b>	<b>2 351 142</b>	<b>714 055</b>	<b>1 136 101</b>							<b>2 351 142</b>	<b>714 055</b>	<b>1 136 101</b>
A terme												
Comptes et prêts	2 990 989	2 833 000	1 625 360							2 990 989	2 833 000	1 625 360
Créances rattachées	9 919	35 127	38 060							9 919	35 127	38 060
<b>Sous-total</b>	<b>3 000 908</b>	<b>2 868 127</b>	<b>1 663 420</b>							<b>3 000 908</b>	<b>2 868 127</b>	<b>1 663 420</b>
<b>Total créances hors groupe</b>	<b>5 352 050</b>	<b>3 582 182</b>	<b>2 799 521</b>							<b>5 352 050</b>	<b>3 582 182</b>	<b>2 799 521</b>
<b>CREANCES GROUPE</b>												
A vue	11 201	145 839	71 671							11 201	145 839	71 671
A terme	5 666 764	6 543 260	6 935 067							5 666 764	6 543 260	6 935 067
<b>Sous-total</b>	<b>5 677 965</b>	<b>6 689 099</b>	<b>7 006 738</b>							<b>5 677 965</b>	<b>6 689 099</b>	<b>7 006 738</b>
<b>Total créances groupe</b>	<b>5 677 965</b>	<b>6 689 099</b>	<b>7 006 738</b>							<b>5 677 965</b>	<b>6 689 099</b>	<b>7 006 738</b>
<b>TOTAL GENERAL (1)</b>	<b>11 030 015</b>	<b>10 271 281</b>	<b>9 806 259</b>							<b>11 030 015</b>	<b>10 271 281</b>	<b>9 806 259</b>

(1) dont secteur aidé

969      1 183      1 069

969      1 183      1 069

**NOTE 1 BIS : REPARTITION DES ENCOURS DE CREANCES A TERME SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

(en milliers d'euros)

	BRUT	DEPRECiations	NET	30/06/2008	31/12/2008
<b>CREANCES A TERME</b>					
Refinancement habitat aidé	1 006		1 006	1 183	1 069
Refinancement habitat concurrentiel	2 612		2 612	3 592	3 108
Personnes publiques	1 587 103		1 587 103	1 832 438	1 659 243
Financements structurés					
Autres prêts aux établissements de crédit	7 076 951		7 076 951	7 574 174	6 935 067
Créances à terme douteuses					
<b>TOTAL</b>	<b>8 667 672</b>		<b>8 667 672</b>	<b>9 411 387</b>	<b>8 598 487</b>

## NOTE 2 : CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en milliers d'euros)

	Créances saines			Créances douteuses			Dépréciations			Montants nets		
	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008 (3)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
<b>CONCOURS A LA CLIENTELE</b>												
Créances commerciales												
Crédits à l'exportation												
Crédits de trésorerie (2)	2 816 404	3 416 040	4 608 593							2 816 404	3 416 040	4 608 593
Crédits à l'équipement	9 666 069	9 255 806	9 702 324	11 810	3 983	3 599	493	426	563	9 677 386	9 259 363	9 705 360
Crédits à l'habitat	21 982 370	21 188 477	21 258 344	389 615	617 506	351 775	12 086	11 701	12 408	22 359 899	21 794 282	21 597 711
Autres crédits à la clientèle	68 146	26 917	108 543	1 692	1 283	1 682	942	855	903	68 896	27 345	109 322
Prêts à la clientèle financière												
Valeurs non imputées	15 280		170							15 280		170
Prêts subordonnés												
Créances rattachées	310 401	297 528	288 288	1 542	2 356	1 651				311 943	299 884	289 939
Valeurs non imputées												
<b>Sous-total</b>	<b>34 858 670</b>	<b>34 184 768</b>	<b>35 966 262</b>	<b>404 659</b>	<b>625 128</b>	<b>358 707</b>	<b>13 521</b>	<b>12 982</b>	<b>13 874</b>	<b>35 249 808</b>	<b>34 796 914</b>	<b>36 311 095</b>
<b>COMPTE ORDINAIRES DEBITEURS</b>												
Comptes ordinaires débiteurs												
Créances rattachées												
<b>Sous-total</b>												
<b>Total créances</b>	<b>34 858 670</b>	<b>34 184 768</b>	<b>35 966 262</b>	<b>404 659</b>	<b>625 128</b>	<b>358 707</b>	<b>13 521</b>	<b>12 982</b>	<b>13 874</b>	<b>35 249 808</b>	<b>34 796 914</b>	<b>36 311 095</b>
<b>TOTAL GENERAL (1)</b>	<b>34 858 670</b>	<b>34 184 768</b>	<b>35 966 262</b>	<b>404 659</b>	<b>625 128</b>	<b>358 707</b>	<b>13 521</b>	<b>12 982</b>	<b>13 874</b>	<b>35 249 808</b>	<b>34 796 914</b>	<b>36 311 095</b>
dont secteur aidé (1)	1 297 004	1 535 727	1 460 230	69 706	214 648	77 946	142	77	122	1 366 568	1 750 298	1 538 054
dont secteur concurrentiel	33 561 666	32 649 041	34 506 032	334 953	410 480	280 761	13 379	12 905	13 752	33 883 240	33 046 616	34 773 041

NB : La Compagnie de Financement Foncier ne recense aucune créance intra-groupe sur les concours à la clientèle

(2) La Société a acquis en 2006 la créance du Crédit Foncier sur le Trésor, relative au découvert sur primes d'épargne-logement. Ce découvert s'élève à 963 M€ au 31 décembre 2008 et à 466 M€ au 30 juin 2009.

En 2007, elle a acheté les créances d'Ixis CIB, qui comprennent des ouvertures de crédit permanent qui s'élèvent à 3 581 M€ fin décembre 2008 et à 2 291 M€ à fin juin 2009

(3) Les créances douteuses avaient fortement diminué en 2008, en raison du délai de déclassement en encours douteux, porté de 3 mois à 6 mois fin septembre 2008. Au cours du 1er semestre 2009, les créances douteuses ont progressé.

## **NOTE 2 BIS A : DEPRECIATIONS ET PROVISIONS CONSTITUEES EN COUVERTURE DE RISQUES DE CREDITS**

	(en milliers d'euros)							
	<b>31/12/2007</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>Mvts divers</b>	<b>30/06/2009</b>
<b>DEPRECiations INSCRITES EN DEDUCTION DES ELEMENTS D'ACTIF</b>								
Crédits à la clientèle et sur établissements de crédit (1)	20 576	12 775	- 19 477	13 874	8 857	- 9 210		13 521
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>								
Crédits à la clientèle, sur établissements de crédit et sur titres	8 592	513	- 3 268	5 837	535	- 226		6 146
<b>TOTAL</b>	<b>29 168</b>	<b>13 288</b>	<b>- 22 745</b>	<b>19 711</b>	<b>9 392</b>	<b>- 9 436</b>		<b>19 667</b>

(1) Les dépréciations des créances sont évaluées en valeur actualisée, conformément au CRC 2002-03.

**NOTE 2 BIS B : SURCOTES/DECOTES SUR CREANCES ACQUISES**

								(en milliers d'euros)
	<b>31/12/2007</b>	<b>Nouvelles entrées</b>	<b>Etalement</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>Nouvelles entrées</b>	<b>Etalement</b>	<b>30/06/2009</b>	
<b>CREANCES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>								
Surcotes	134 566		- 15 113	119 453		- 4 862	114 591	
Décotes								
<b>Net</b>	<b>134 566</b>		<b>- 15 113</b>	<b>119 453</b>		<b>- 4 862</b>	<b>114 591</b>	
<b>CREDITS A LA CLIENTELE</b>								
Surcotes	391 242	5 074	- 62 889	333 427	21 808	- 23 074	332 161	
Décotes	- 302 835	- 108 020	27 858	- 382 997	- 20 531	19 006	- 384 522	
<b>Net</b>	<b>88 407</b>	<b>- 102 946</b>	<b>- 35 031</b>	<b>- 49 570</b>	<b>1 277</b>	<b>- 4 068</b>	<b>- 52 361</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>222 973</b>	<b>- 102 946</b>	<b>- 50 144</b>	<b>69 883</b>	<b>1 277</b>	<b>- 8 930</b>	<b>62 230</b>	

## NOTE 2 TER : REPARTITION DES EN COURS DE CREDIT CLIENTELE

(en milliers d'euros)

	BRUT	30/06/2009 DEPRECiations	NET	30/06/2008	31/12/2008
<b>PRETS AUX MENAGES</b>	<b>17 807 949</b>		<b>17 807 949</b>	<b>16 849 782</b>	<b>16 965 201</b>
- Particuliers	<b>16 862 957</b>		<b>16 862 957</b>	<b>15 976 148</b>	<b>16 052 999</b>
. Habitat aidé	753 230		753 230	1 028 188	886 164
. Habitat concurrentiel	16 093 959		16 093 959	14 947 415	15 166 105
. Autres	15 768		15 768	545	730
- Entrepreneurs individuels	<b>944 992</b>		<b>944 992</b>	<b>873 634</b>	<b>912 202</b>
. Habitat aidé	47 885		47 885	63 623	55 506
. Habitat concurrentiel	897 073		897 073	809 935	856 650
. Autres	34		34	76	46
<b>PRETS AUX ENTREPRISES</b>	<b>17 050 721</b>		<b>17 050 721</b>	<b>17 334 986</b>	<b>19 001 061</b>
- Secteur public territorial (collectivités locales)	<b>13 298 685</b>		<b>13 298 685</b>	<b>13 477 924</b>	<b>15 161 221</b>
- Opérateurs sociaux	<b>3 472 587</b>		<b>3 472 587</b>	<b>3 697 016</b>	<b>3 578 172</b>
. Habitat aidé	253 428		253 428	282 463	268 646
. Habitat concurrentiel	3 167 747		3 167 747	3 335 283	3 231 735
. Autres	51 412		51 412	79 270	77 791
- Professionnels de l'immobilier					
. Habitat concurrentiel					
. Autres					
- Investisseurs immobiliers	<b>199 728</b>		<b>199 728</b>	<b>106 943</b>	<b>200 892</b>
. Habitat aidé	118 001		118 001	25 073	119 439
. Habitat concurrentiel	80 501		80 501	80 035	79 989
. Autres	1 226		1 226	1 835	1 464
- Financements structurés	<b>44 632</b>		<b>44 632</b>	<b>11 659</b>	<b>11 958</b>
. Transports	182		182	5 668	4 804
. Grands projets	44 450		44 450	5 991	7 154
- Autres	<b>35 089</b>		<b>35 089</b>	<b>41 444</b>	<b>48 818</b>
<b>Sous-total créances clientèle</b>	<b>34 858 670</b>		<b>34 858 670</b>	<b>34 184 768</b>	<b>35 966 262</b>
<b>CREANCES DOUTEUSES</b>	<b>404 659</b>	<b>13 521</b>	<b>391 138</b>	<b>612 146</b>	<b>344 833</b>
dont secteur aidé	69 706	142	69 564	214 571	77 824
dont secteur concurrentiel	334 953	13 379	321 574	397 575	267 009
<b>TOTAL CREANCES CLIENTELE (1)</b>	<b>35 263 329</b>	<b>13 521</b>	<b>35 249 808</b>	<b>34 796 914</b>	<b>36 311 095</b>
(1) dont secteur aidé	1 366 710	142	1 366 568	1 750 298	1 538 054
dont secteur concurrentiel	33 896 619	13 379	33 883 240	33 046 616	34 773 041

## NOTE 2 QUATER - TABLEAU DE REPARTITION DES ENCOURS DOUTEUX DE CREDIT

(en milliers d'euros)

30 juin 2009	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	BRUT	DEPRECiations	NET	BRUT	DEPRECiations	NET
<b>PRÊTS AUX MÉNAGES</b>						
<b>Particuliers</b>	<b>355 448</b>	<b>8 938</b>	<b>346 510</b>	<b>16 406</b>	<b>6 128</b>	<b>10 278</b>
- Habitat aidé	329 343	6 402	322 941	12 343	4 164	8 179
- Habitat concurrentiel	52 488	65	52 423			
- Autres	276 755	6 274	270 481	12 243	4 101	8 142
<b>Entrepreneurs individuels</b>	<b>100</b>	<b>63</b>	<b>37</b>	<b>100</b>	<b>63</b>	<b>37</b>
- Habitat aidé	26 105	2 536	23 569	4 063	1 964	2 099
- Habitat concurrentiel	6 949	6 949				
- Autres	19 121	2 503	16 618	4 028	1 931	2 097
	35	33	2	35	33	2
<b>PRÊTS AUX ENTREPRISES</b>	<b>49 211</b>	<b>4 583</b>	<b>44 628</b>	<b>6 313</b>	<b>3 761</b>	<b>2 552</b>
<b>Secteur public territorial (collectivités locales) (3)</b>	<b>5 185</b>	<b>93</b>	<b>5 092</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	
<b>Opérateurs sociaux</b>	<b>16 297</b>	<b>656</b>	<b>15 641</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>1</b>
- Habitat aidé	1 292	36	1 256			
- Habitat concurrentiel	14 953	572	14 381			
- Autres	52	48	4	28	27	1
<b>Professionnels de l'immobilier</b>						
- Habitat concurrentiel						
- Autres						
<b>Investisseurs immobiliers</b>	<b>18 201</b>	<b>3 834</b>	<b>14 367</b>	<b>6 169</b>	<b>3 732</b>	<b>2 437</b>
- Habitat aidé	8 157	41	8 116			
- Habitat concurrentiel	8 253	2 564	5 689	4 417	2 504	1 913
- Autres	1 791	1 229	562	1 752	1 228	524
<b>Financements structurés</b>	<b>8 223</b>		<b>8 223</b>			
- Transports						
- Grands projets						
<b>Autres</b>	<b>1 305</b>		<b>1 305</b>	<b>114</b>		<b>114</b>
<b>TOTAL (1)</b>	<b>404 659</b>	<b>13 521</b>	<b>391 138</b>	<b>22 719</b>	<b>9 889</b>	<b>12 830</b>
(1) dont secteur aidé	69 706	142	69 564			
dont secteur concurrentiel (2)	334 953	13 379	321 574	22 719	9 889	12 830

(2) L'encours des créances douteuses du secteur concurrentiel comprend 103,53 MC de prêts garantis par la SGFGAS.

(3) Crées brutes et nettes du secteur aidé incluses dans le secteur public territorial: 820 KC

Conformément au Règlement CRC 2005-03, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques.

Il s'agit notamment des prêts du secteur aidé et des prêts PAS garantis par l'Etat.

(en milliers d'euros)

30 juin 2008	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	BRUT	DEPRECiations	NET	BRUT	DEPRECiations	NET
<b>PRÊTS AUX MÉNAGES</b>						
<b>Particuliers</b>	<b>466 159</b>	<b>6 970</b>	<b>459 189</b>	<b>12 667</b>	<b>931</b>	<b>11 736</b>
<b>Habitat aidé</b>	<b>428 589</b>	<b>5 050</b>	<b>423 539</b>	<b>11 331</b>	<b>531</b>	<b>10 800</b>
- Habitat aidé	79 743	41	79 702			
- Habitat concurrentiel	348 738	4 940	343 798	11 331	531	10 800
- Autres	108	69	39			
<b>Entrepreneurs individuels</b>	<b>37 570</b>	<b>1 920</b>	<b>35 650</b>	<b>1 336</b>	<b>400</b>	<b>936</b>
- Habitat aidé	10 447		10 447			
- Habitat concurrentiel	27 082	1 880	25 202	1 336	400	936
- Autres	41	40	1			
<b>PRÊTS AUX ENTREPRISES</b>	<b>158 969</b>	<b>6 012</b>	<b>152 957</b>	<b>893</b>	<b>484</b>	<b>409</b>
<b>Secteur public territorial (collectivités locales) (3)</b>	<b>5 991</b>	<b>130</b>	<b>5 861</b>			
<b>Opérateurs sociaux</b>	<b>18 300</b>	<b>102</b>	<b>18 198</b>			
- Habitat aidé	3 204					
- Habitat concurrentiel	15 070	76	14 994			
- Autres	26	26				
<b>Professionnels de l'immobilier</b>						
- Habitat concurrentiel						
- Autres						
<b>Investisseurs immobiliers</b>	<b>133 121</b>	<b>5 735</b>	<b>127 386</b>	<b>893</b>	<b>484</b>	<b>409</b>
- Habitat aidé	120 299	36	120 263			
- Habitat concurrentiel	11 232	4 572	6 660	866	465	401
- Autres	1 590	1 127	463	27	19	8
<b>Financements structurés</b>						
- Transports						
- Grands projets						
<b>Autres</b>	<b>1 557</b>	<b>45</b>	<b>1 512</b>			
<b>TOTAL (1)</b>	<b>625 128</b>	<b>12 982</b>	<b>612 146</b>	<b>13 560</b>	<b>1 415</b>	<b>12 145</b>
(1) dont secteur aidé	214 648	77	214 571			
dont secteur concurrentiel (2)	410 480	12 905	397 575	13 560	1 415	12 145

(2) L'encours des créances douteuses du secteur concurrentiel comprend 182 MC de prêts garantis par la SGFGAS.

(3) Crées brutes et nettes du secteur aidé incluses dans le secteur public territorial: 955 KC

Conformément au Règlement CRC 2005-03, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques. Il s'agit notamment des prêts du secteur aidé et des prêts PAS garantis par l'Etat.

(en milliers d'euros)

31 décembre 2008	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	BRUT	DEPRECiations	NET	BRUT	DEPRECiations	NET
<b>PRÊTS AUX MÉNAGES</b>	<b>315 673</b>	<b>7 392</b>	<b>308 281</b>	<b>12 948</b>	<b>4 850</b>	<b>8 098</b>
<b>Particuliers</b>	<b>289 819</b>	<b>5 474</b>	<b>284 345</b>	<b>9 576</b>	<b>3 215</b>	<b>6 361</b>
- Habitat aidé	59 734	75	59 659			
- Habitat concurrentiel	229 974	5 326	224 648	9 465	3 143	6 322
- Autres	111	73	38	111	72	39
<b>Entrepreneurs individuels</b>	<b>25 854</b>	<b>1 918</b>	<b>23 936</b>	<b>3 372</b>	<b>1 635</b>	<b>1 737</b>
- Habitat aidé	8 301		8 301			
- Habitat concurrentiel	17 523	1 890	15 633	3 344	1 607	1 737
- Autres	30	28	2	28		
<b>PRÊTS AUX ENTREPRISES</b>	<b>43 034</b>	<b>6 482</b>	<b>36 552</b>	<b>9 603</b>	<b>5 879</b>	<b>3 724</b>
<b>Secteur public territorial (collectivités locales)</b>	<b>5 866</b>	<b>144</b>	<b>5 722</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	
<b>Opérateurs sociaux</b>	<b>16 674</b>	<b>420</b>	<b>16 254</b>	<b>802</b>	<b>64</b>	<b>738</b>
- Habitat aidé	1 245	14				
- Habitat concurrentiel	15 354	337	15 017	775	37	738
- Autres	75	69	6	27		
<b>Professionnels de l'immobilier</b>						
- Habitat concurrentiel						
- Autres						
<b>Investisseurs immobiliers</b>	<b>19 435</b>	<b>5 881</b>	<b>13 554</b>	<b>8 712</b>	<b>5 792</b>	<b>2 920</b>
- Habitat aidé	7 816	33	7 783			
- Habitat concurrentiel	9 813	4 678	5 135	6 967	4 622	2 345
- Autres	1 806	1 170	636	1 745	1 170	575
<b>Financements structurés</b>						
- Transports						
- Grands projets						
<b>Autres</b>	<b>1 059</b>	<b>37</b>	<b>1 022</b>	<b>87</b>	<b>21</b>	<b>66</b>
<b>TOTAL (1)</b>	<b>358 707</b>	<b>13 874</b>	<b>344 833</b>	<b>22 551</b>	<b>10 729</b>	<b>11 822</b>
(1) dont secteur aidé	77 946	122	77 824			
dont secteur concurrentiel (2)	280 761	13 752	267 009	22 551	10 729	11 822

(2) L'encours des créances douteuses du secteur concurrentiel comprend 105,56 M€ de prêts garantis par la SGFGAS.

Conformément au règlement CRC 2005-03, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques.

Il s'agit notamment des prêts du secteur aidé et des prêts PAS garantis par l'Etat.

### **NOTE 3 : DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>DETTES HORS GROUPE</b>			
A vue			
Comptes ordinaires créditeurs			9 730
Autres sommes dues	558		8
Dettes rattachées			
<b>Sous-total</b>	<b>558</b>		<b>9 738</b>
A terme			
Emprunts à terme BDF POO3G	7 500 000	146 139	2 500 000
Autres emprunts à terme (1)	151 266		130 278
Titres donnés en pension livrée			
Dettes rattachées	36 119	4 137	38 228
<b>Sous-total</b>	<b>7 687 385</b>	<b>150 276</b>	<b>2 668 506</b>
<b>TOTAL DETTES HORS GROUPE</b>	<b>7 687 943</b>	<b>150 276</b>	<b>2 678 244</b>
<b>DETTES GROUPE</b>			
A vue			
	142 407	9 989	16 079
A terme			
Emprunts à terme	3 596 211	3 092 637	3 163 669
Titres donnés en pension livrée	2 995 914	2 002 637	2 565 840
	600 297	1 090 000	597 829
<b>TOTAL DETTES GROUPE</b>	<b>3 738 618</b>	<b>3 102 626</b>	<b>3 179 748</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 426 561</b>	<b>3 252 902</b>	<b>5 857 992</b>

#### **NOTE 4 : COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE**

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>AUTRES DETTES</b>			
<b>Hors groupe</b>			
A vue			
Autres sommes dues à la clientèle	2 512	4 026	33 479
<b>TOTAL</b>	<b>2 512</b>	<b>4 026</b>	<b>33 479</b>

**NOTE 5 : DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE**

	(en milliers d'euros )		
	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Titres de créance négociables (1)	269 252	188 112	181 252
Dettes rattachées	3 112	4 386	6 952
<b>TCN et dettes rattachées</b>	<b>272 364</b>	<b>192 498</b>	<b>188 204</b>
Emprunts obligataires (2)	72 611 844	78 803 995	78 002 661
Dettes rattachées	1 344 092	1 539 266	1 957 400
<b>Emprunts obligataires et dettes rattachées</b>	<b>73 955 936</b>	<b>80 343 261</b>	<b>79 960 061</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>74 228 300</b>	<b>80 535 759</b>	<b>80 148 265</b>
(1) dont secteur aidé	31 252	38 112	31 252
(2) dont secteur aidé*	817 357	1 104 861	804 987

La totalité de ces dettes est constituée de ressources privilégiées.

\* Les emprunts du secteur aidé comprennent un montant de 100 millions de livres sterling bénéficiant de la garantie explicite de l'Etat Français.

## NOTE 6 : DETTES SUBORDONNEES

### I - DONNEES COMPTABLES

Libellés	(en milliers d'euros)		
	Montant au 30/06/2009	Montant au 30/06/2008	Montant au 31/12/2008
Titres subordonnés remboursables "TSR"	2 100 000	2 100 000	2 100 000
Emprunt participant subordonné	1 350 000	1 350 000	1 350 000
Dettes rattachées	24 338	44 997	589
<b>TOTAL DES DETTES SUBORDONNEES</b>	<b>3 474 338</b>	<b>3 494 997</b>	<b>3 450 589</b>

### II - DETAIL DES DETTES SUBORDONNEES

#### a) Caractéristiques financières

Libellés	(en milliers d'euros)				
	Date d'émission	Date d'échéance	Taux	Modalités de remboursement	Montant au 30/06/2009
Titres subordonnés remboursables "TSR" (1)	20/12/2003	30/12/2043	Euribor 3 mois+0,5%	IN FINE	2 100 000
Emprunt participant subordonné auprès du Crédit Foncier de France réaménagé le 28/06/2002	22/10/1999	21/10/2040	TAM + 2,5%	IN FINE	1 350 000

(1) dont 2 Mrd€ émis le 28.12.2007, assimilables à l'émission du 30.12.2003.  
En 2008, la société a racheté 800 MC de titres Subordonnés Remboursables, en contrepartie d'une augmentation de capital de 770 MC, souscrite par le Crédit Foncier.

#### b) Possibilités et conditions d'un éventuel remboursement anticipé

- Sur l'emprunt participant subordonné

La Compagnie de Financement Foncier a la faculté de rembourser par anticipation tout ou partie de l'emprunt participant, sans indemnité.

- Sur les titres subordonnés remboursables "TSR"

Les TSR ont fait l'objet d'un placement privé auprès du Crédit Foncier et ne sont donc pas, d'un point de vue prudentiel, représentatifs de fonds propres du Groupe Crédit Foncier. La Compagnie de Financement Foncier s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des TSR par remboursement. Toutefois, elle se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé de ces titres par des rachats, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation. Les TSR rachetés sont annulés. Néanmoins, et au cas où le Crédit Foncier aurait cédé ces titres à l'extérieur de son Groupe, ceux-ci deviendraient représentatifs de fonds propres et leur rachat nécessiterait l'accord préalable de la Commission bancaire.

#### c) Conditions relatives au taux d'intérêt servi

- Sur l'emprunt participant subordonné

Afin d'assurer l'équilibre du résultat de la société, l'intérêt ne sera dû que pour autant que le résultat net de l'exercice au titre duquel est dû l'intérêt, après paiement de cet intérêt, atteigne au minimum 10 millions d'euros. En conséquence, dans l'hypothèse où le résultat avant paiement de l'intérêt serait inférieur à 10 millions d'euros, l'intérêt ne sera pas dû et ne sera pas reporté sur les exercices suivants. Dans l'hypothèse où le résultat, avant paiement de l'intérêt, serait supérieur à 10 millions d'euros mais deviendrait inférieur à cette somme après paiement de l'intérêt, cet intérêt dû sera réduit à due concurrence, et le montant de l'intérêt supérieur à l'intérêt ainsi réduit ne sera pas supporté sur les exercices suivants.

- Sur les titres subordonnés remboursables "TSR"

Les éventuels intérêts non payés sont reportés en tant que dettes chirographaires.

## NOTE 7 : EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	<b>A nouveau 01/01/2008</b>	<b>Affectations</b>	<b>Variations de capital et de réserves</b>		<b>Montant au 31/12/2008</b>	<b>Affectations</b>	<b>Variations de capital et de réserves</b>		<b>Montant au 30/06/2009</b>
Capital social (1)	154 000		Dividendes payés en actions	Autres variations	770 000	924 000	84 000		1 008 000
Primes d'apport (1)	271 067				271 067		31 395		302 462
Réserves									
Réserve légale	15 400				15 400	3 112			18 512
Réserve générale	55 517				55 517				55 517
Réserves réglementées									
dans									
Réserves réglementées de réévaluation									
Réserves spéciales des plus-values long terme									
Report à nouveau	3 691	53 151		1	56 843	- 56 381			462
Situation nette avant résultat de l'exercice	499 675	53 151		770 001	1 322 827	- 53 269	115 395		1 384 953
Résultat de l'exercice avant répartition	53 151	- 53 151		62 231	62 231	- 62 231			49 582
Situation nette après résultat de l'exercice	552 826			832 232	1 385 058	- 115 500			1 434 535
Dividendes distribués								105	
	<b>A nouveau 01/01/2008</b>	<b>Affectations</b>	<b>Variations de provisions</b>		<b>Montant au 31/12/2008</b>	<b>Affectations</b>	<b>Variations de provisions</b>		<b>Montant au 30/06/2009</b>
Provision spéciale de réévaluation			Dotations	Reprises					
Autres provisions réglementées									
Provisions réglementées									
<b>Montant des capitaux propres avant répartition</b>	<b>552 826</b>			<b>832 232</b>	<b>1 385 058</b>				<b>1 434 535</b>
	<b>A nouveau 01/01/2008</b>	<b>Affectations</b>	<b>Variations de FRBG</b>		<b>Montant au 31/12/2008</b>	<b>Affectations</b>	<b>Variations de FRBG</b>		<b>Montant au 30/06/2009</b>
Fonds pour risques bancaires généraux	20 000		Dotations	Reprises	20 000				20 000
<b>TOTAL</b>	<b>572 826</b>			<b>832 232</b>	<b>1 405 058</b>				<b>1 454 535</b>

(1) Le capital est composé de 57 750 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 16 €, qui confèrent toutes à leurs détenteurs les mêmes droits en décembre 2008.

Aucune réévaluation libre n'a été pratiquée à ce jour.

Au cours du 1er semestre 2009, 5 250 000 actions nouvelles ont été émises, d'une valeur nominale unitaire de 16 €.

## NOTE 8 : ENGAGEMENTS DONNES

(en milliers d'euros)

	30/06/2009		30/06/2008		31/12/2008	
	Autorisations nettes	Montants non débloqués	Autorisations nettes	Montants non débloqués	Autorisations nettes	Montants non débloqués
<b>SECTEUR AIDE</b>						
Engagements hors groupe						
Etablissements de crédit						
Clientèle						
<b>Sous-total aidé</b>						
<b>SECTEUR CONCURRENTIEL</b>						
Engagements hors groupe	8 680 186				10 449 002	
Autres valeurs affectées en garantie (1)						
Etablissements de crédit	103 285	4 106 254	125 162	5 804 771	127 012	2 822 993
Clientèle						
<b>Sous-total concurrentiel</b>	<b>8 783 471</b>	<b>4 106 254</b>	<b>125 162</b>	<b>5 804 771</b>	<b>10 576 014</b>	<b>2 822 993</b>
<b>TOTAL (2)</b>	<b>12 889 725</b>		<b>5 929 933</b>		<b>13 399 007</b>	

Les **montants non débloqués** représentent les fractions non encore débloquées sur des prêts déjà partiellement mis en place.

Les **autorisations nettes** représentent les montants des prêts autorisés n'ayant pas encore donné lieu à mise en place.

(1) Ce poste représente les actifs et titres donnés en garantie à la Banque de France, dans le cadre du pool de Gestion Globale des Garanties, dont 3 740 M€ de créances et 4 940 M€ de titres.

(2) Au 30 juin 2009, les engagements douteux s'élevaient à 1 244 K€.

Concernant les engagements de financement donnés à la clientèle, les principales variations sont les suivantes:

	<u>30/06/2009</u>	<u>31/12/2008</u>
- Lignes de trésorerie interactives	107 M€	305 M€
- Secteur public territorial	-	-
- Ouvertures de crédit permanent (encours repris d'Ixis CIB)	2 986 M€	2 012 M€
- Trésor (primes d'épargne logement)	534 M€	37 M€

## NOTE 9 : ENGAGEMENTS REÇUS

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>			
ENGAGEMENTS HORS GROUPE			
Etablissements de crédit (1)	344 186		7 349 674
<b>Sous-total</b>	<b>344 186</b>		<b>7 349 674</b>
ENGAGEMENTS GROUPE (2)	559 031	567 872	563 200
<b>Total</b>	<b>903 217</b>	<b>567 872</b>	<b>7 912 874</b>
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>			
ENGAGEMENTS HORS GROUPE			
Etablissements de crédit et assimilés (3)	3 349 022	3 427 387	3 384 497
Clientèle (4)	28 437 851	31 678 290	30 051 552
<b>Sous-total</b>	<b>31 786 873</b>	<b>35 105 677</b>	<b>33 436 049</b>
ENGAGEMENTS GROUPE (5)	9 760 074	13 498 026	11 415 551
<b>Total</b>	<b>41 546 947</b>	<b>48 603 703</b>	<b>44 851 600</b>
<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>			
Autres titres à recevoir	5 000	559 319	542 418
<b>TOTAL</b>	<b>41 551 947</b>	<b>49 163 022</b>	<b>45 394 018</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>42 455 164</b>	<b>49 730 894</b>	<b>53 306 892</b>

(1) Les engagements de financement hors groupe représentent l'engagement reçu de la Banque de France au titre du pool de Gestion Globale des Garanties dont le montant au 30/06/2009 se monte à 344,1 M€ contre 7 349,6 M€ au 31/12/2008.

(2) Les engagements groupe comprennent une ligne de crédit accordée par le Crédit Foncier pour 500 000 K€ et des engagements de rachat des parts de FCC pour 59 031 K€.

(3) Dont	notés AA/AA-	543 300 K€
	Garanties reçues de Créserfi	28 069 K€
	Garanties de rehaussement de titres reçues de sociétés d'assurance	2 777 653 K€

(4) La Compagnie de Financement Foncier procède à la comptabilisation des garanties qui sont explicitement ou implicitement attachées à certains types de concours à la clientèle inscrit au bilan, compte tenu de leur caractère significatif.

Au 30 juin 2009, ces garanties se ventilent comme suit :

Garanties de l'Etat sur les prêts du secteur aidé :	1 338 152 K€
Garanties de la SFGAS sur les prêts éligibles au FGAS et repris par l'Etat:	6 960 869 K€
Garanties hypothécaires pour les prêts hypothécaires ne bénéficiant que de cette garantie:	7 491 513 K€
Garanties accordées par des collectivités locales et divers :	1 728 813 K€
Garanties de rehaussement de titres accordés par des Etats. Les garanties sont recensées depuis le 31/12/2007	10 919 103 K€

(5) Les engagements de garantie reçus du groupe comprennent des opérations de transfert de risque de crédit, directement ou indirectement, avec un établissement public européen noté AAA pour 3 087 M€, ainsi que des engagements reçus d'une société de réassurance CIFG pour 2 394 M€. Ils incluent également une garantie reçue de la CNCE au titre des prêts SPT repris d'Ixis CIB pour 4 254 M€.

## NOTE 10 : OPERATIONS EN DEVISE

	(en milliers d'euros)					
	30/06/2009		30/06/2008		31/12/2008	
	Devises à recevoir	Devises à livrer	Devises à recevoir	Devises à livrer	Devises à recevoir	Devises à livrer
<b>OPERATIONS A TERME</b>						
Marchés de gré à gré (1)						
Opérations de couverture						
Swaps financiers						
Opérations de micro-couverture						
Secteur aidé	117 357	161 891	126 223	161 891	104 987	161 891
Secteur concurrentiel	19 076 179	19 978 607	20 903 736	22 769 500	21 922 494	23 330 649
Opérations de macro-couverture						
Secteur aidé						
Secteur concurrentiel						
Total des opérations de couverture	19 193 536	20 140 498	21 029 959	22 931 391	22 027 481	23 492 540
<b>OPERATIONS A TERME (montants nominaux)</b>	<b>19 193 536</b>	<b>20 140 498</b>	<b>21 029 959</b>	<b>22 931 391</b>	<b>22 027 481</b>	<b>23 492 540</b>
<b>OPERATIONS A TERME (juste valeur) (2)</b>	<b>- 870 491</b>		<b>- 2 119 583</b>		<b>- 1 473 701</b>	
<b>OPERATIONS AU COMPTANT</b>			<b>63 435</b>	<b>63 211</b>	<b>287 418</b>	<b>315 000</b>
<b>TOTAUX DES OPERATIONS EN DEVISES</b>	<b>19 193 536</b>	<b>20 140 498</b>	<b>21 093 394</b>	<b>22 994 602</b>	<b>22 314 899</b>	<b>23 807 540</b>
<b>TOTAL</b>	<b>39 334 034</b>		<b>44 087 996</b>		<b>46 122 439</b>	

(1) La Compagnie de Financement Foncier ne traite aucune opération à terme en devises sur les marchés organisés.

(2) Données communiquées en application du règlement CRC 2004-16 du 23/11/2004 relatif aux informations à fournir résultant de la transposition des directives européennes "Juste valeur" et "Modernisation".

## NOTE 11 : MARCHES A TERME D'INSTRUMENTS FINANCIERS

	(en milliers d'euros)					
	30/06/2009		30/06/2008		31/12/2008	
	Euros (1)	Devises (2)	Euros (1)	Devises (2)	Euros (1)	Devises (2)
<b>MARCHES DE GRE A GRE (3)</b>						
<b>OPERATIONS CONDITIONNELLES</b>						
<b>Opérations de microcouverture</b>						
Achats						
Ventes	9 909		12 958		9 909	
<b>Opérations de macrocouverture</b>						
Achats						
Ventes		731 130		882 708		797 393
<b>Autres opérations conditionnelles</b>						
Achats						
Ventes						
<b>OPERATIONS CONDITIONNELLES (montants nominaux)</b>	<b>741 039</b>		<b>895 666</b>		<b>807 302</b>	
<b>OPERATIONS CONDITIONNELLES (juste valeur)</b>	<b>7 901</b>		<b>16 767</b>		<b>7 667</b>	
<b>OPERATIONS FERMES</b>						
<b>Opérations de micro-couverture</b>						
Instruments de taux d'intérêt	<b>78 149 540</b>		<b>300 223</b>		<b>79 939 739</b>	
Instruments de cours de change	78 149 540	300 223	79 939 739	314 727	78 768 347	277 314
Autres instruments						
<b>Opérations de macro-couverture</b>						
Instruments de taux d'intérêt	<b>33 901 280</b>		<b>31 659 250</b>		<b>34 764 781</b>	
Instruments de cours de change	33 901 280		31 659 250		34 764 781	
Autres instruments						
<b>Autres opérations</b>						
Instruments de taux d'intérêt	<b>1 933 806</b>				<b>1 944 805</b>	
Instruments de cours de change	1 933 806				1 944 805	
Autres instruments (4)						
<b>OPERATIONS FERMES (montants nominaux)</b>	<b>113 984 626</b>		<b>300 223</b>		<b>111 598 989</b>	
<b>OPERATIONS FERMES (juste valeur) (5)</b>	<b>-1 417 143</b>		<b>-2 275</b>		<b>-1 436 789</b>	
<b>OPERATIONS FERMES ET CONDITIONNELLES</b>	<b>114 725 665</b>		<b>300 223</b>		<b>112 494 655</b>	
<b>TOTAUX (6) (montants nominaux)</b>	<b>115 025 888</b>				<b>112 809 382</b>	
<b>TOTAUX (juste valeur)</b>			<b>-1 411 517</b>		<b>-1 411 385</b>	
						<b>1 098 380</b>

(1) Contre-valeur Euro des devises IN.

(2) Contre-valeur Euro des devises OUT.

(3) La Compagnie de Financement Foncier ne traite aucune opération à terme sur instruments financiers sur les marchés organisés.

(4) Le montant de 1 933 806 KC représente une garantie reçue du Crédit Foncier sur le portefeuille de parts de RMBS inscrit à l'actif de la Compagnie de Financement Foncier. Ce portefeuille était protégé contre le risque de crédit à la suite de la mise en place par le Crédit Foncier d'une opération miroir d'un "Crédit Défault Swap". Cette garantie ayant pris fin au cours du 1er semestre 2008, le Crédit Foncier a consenti le 15 juin 2008 une protection équivalente sur une partie du portefeuille, en s'engageant à compenser la baisse de pondération des titres en cas de dégradation de la notation par les agences en deça des seuils A-/A3/A-.

(5) Données communiquées en application du règlement CRC 2004-16 du 23/11/2004 relatif aux informations à fournir résultant de la transposition des directives européennes "Juste valeur" et "Modernisation".

(6) Au 30/06/2009, il n'y a pas d'encours douteux sur les opérations sur instruments financiers.

## **NOTE 12 - INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES (1) (2)**

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	99 856	246 301	500 523
Sur opérations avec la clientèle	739 464	789 329	1 621 353
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 231 830	1 043 723	2 184 572
Autres intérêts et produits assimilés		32 784	78 508
<b>TOTAL</b>	<b>2 071 150</b>	<b>2 112 137</b>	<b>4 384 956</b>

(1) dont produits du secteur aidé 63 139 89 962 168 723

(2) dont 3 K€ au titre des reprises de décotes sur créances restructurées à des conditions hors marché.

## **NOTE 13 - INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES (1)**

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	- 142 797	- 107 705	- 235 375
Sur opérations avec la clientèle	- 22 927	- 1 396	- 1
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-1 548 937	-1 791 323	-3 739 597
Relatives aux dettes subordonnées	- 53 013	- 120 091	- 222 611
Autres intérêts et charges assimilées	- 181 383	- 3 216	- 13 132
<b>TOTAL</b>	<b>-1 949 057</b>	<b>-2 023 731</b>	<b>-4 210 716</b>

(1) Dont charges du secteur aidé - 52 026 - 62 150 - 138 386

## NOTE 14 - COMMISSIONS NETTES

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>19 840</b>	<b>14 019</b>	<b>38 443</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	8 083	11 962	34 420
Sur opérations avec la clientèle	11 622	2 026	3 899
Transfert de charges/frais d'émission d'emprunts			
Relatifs aux opérations sur titres	135	31	124
Autres commissions			
<b>CHARGES</b>	<b>- 15 408</b>	<b>- 4 581</b>	<b>- 7 895</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	- 562	- 627	- 1 110
Sur opérations avec la clientèle		- 7	- 10
Relatives aux opérations sur titres (1)	- 12 101	- 2 172	- 4 208
Relatives aux opérations sur moyens de paiement			
Autres commissions	- 2 745	- 1 775	- 2 567
<b>SOLDE NET</b>	<b>4 432</b>	<b>9 438</b>	<b>30 548</b>
(1) dont frais d'émission des emprunts	- 12 101	- 2 172	4 208

**NOTE 15 - GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION**

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>OPÉRATIONS DE CHANGE ET D'ARBITRAGE</b>	<b>160</b>	<b>- 832</b>	<b>889</b>
Gains sur opérations de change et d'arbitrage (1)	1 715	188	70 302
Pertes sur opérations de change et d'arbitrage (1)	- 1 555	- 1 020	- 69 413
<b>OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME</b>			
Produits sur instruments financiers à terme			
Charges sur instruments financiers à terme			
Reprises provisions pertes latentes sur instruments de taux			
Dotations provisions pertes latentes sur instruments de taux			
<b>SOLDE NET</b>	<b>160</b>	<b>- 832</b>	<b>889</b>

(1) En 2008, le bénéfice de change comprend une soule de change de 67 198 K€, liée à la résiliation des swaps de devises de Lehman Brothers. Elle est compensée par une perte de change du même montant.

**NOTE 16 - GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT**

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Reprises de provisions pour dépréciation	2 191	142	737
Dotations aux provisions pour dépréciation (1)	- 3 243	- 1 897	- 8 271
<b>SOLDE NET</b>	<b>- 1 052</b>	<b>- 1 755</b>	<b>- 7 534</b>

(1) En 2008, la dotation aux provisions pour dépréciation concerne les obligations AYT CEDULA 4% et CRH 5%. Les variations du 1er semestre 2009 portent essentiellement sur les mêmes titres. Au 30 juin 2009, le stock de dépréciation des titres s'élève à 9 502 K€ dont 8 721 K€ pour les obligations AYT CEDULA 4%.

## NOTE 17 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>REPRISES DE PROVISIONS LIÉES AUX OPÉRATIONS BANCAIRES</b>			
Excéd. reprises/dot.provision pour amortiss. des emprunts			
Provision pour litiges d'exploitation bancaire			
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>			
Transferts de charges d'exploitation			
* Commissions flat sur les prêts PAS			
Autres produits divers d'exploitation bancaire (1)	2 244	1 975	2 350
<b>TOTAL</b>	<b>2 244</b>	<b>1 975</b>	<b>2 350</b>

(1) dont boni sur commissions PAS reçus du FGAS 2 027 1 943 1 943

A la suite de l'arrêt du système de garantie du FGAS, la société a reçu du FGAS, en 2009 et en 2008 des bonis sur commissions flat des PAS pour les générations 1993 à 2002.

## NOTE 18 - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS LIÉES AUX OPERATIONS BANCAIRES</b>			
Provision pour litiges d'exploitation bancaire			
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>			
Commissions sur prêts PAS et PTZ payés au FGAS			
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	- 5 754	- 5 930	- 11 854
Amortissement des commissions flat / prêts PAS			
Amortissement / compte correcteur PC PAS	- 411	- 1 009	- 1 680
Autres charges diverses d'exploitation bancaire	- 913	- 58	- 372
<b>TOTAL</b>	<b>- 7 078</b>	<b>- 6 997</b>	<b>- 13 906</b>

## NOTE 19 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Charges de personnel	- 162	- 111	- 200
Impôts et taxes	- 5 354	- 4 016	- 8 657
Services extérieurs	- 1 985	- 2 698	- 3 989
Charges refacturées par le Crédit Foncier de France	- 37 996	- 45 840	- 87 846
<b>TOTAL</b>	<b>- 45 497</b>	<b>- 52 665</b>	<b>- 100 692</b>

N.B. : le montant global des rémunérations perçues par les organes de direction au titre du 1er semestre 2009 s'élève à 115 K€ .

## NOTE 20 - COÛT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>DEPRECiations, PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES</b>	<b>- 2 248</b>	<b>8 048</b>	<b>1 972</b>
Dotations aux dépréciations et provisions	- 3 808	- 2 072	- 4 774
Reprises de dépréciations et de provisions non utilisées	2 357	10 999	13 060
Pertes non couvertes par des dépréciations et des provisions (1) dont décotes sur créances restructurées	- 797 - 16	- 879	- 6 314
<b>PERTES PROVISIONNEES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES</b>			
Pertes couvertes par des dépréciations et des provisions	- 1 142	- 565	- 681
Reprises de dépréciations et de provisions utilisées	1 142	565	681
<b>RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES (2)</b>	<b>218</b>	<b>292</b>	<b>2 018</b>
<b>SOLDE NET</b>	<b>- 2 030</b>	<b>8 340</b>	<b>3 990</b>

(2) dont récupérations au titre du compte correcteur

10

91

1 364

(1) En 2008, les pertes non couvertes comprennent une perte nette de -4 959 K€, liée à la cession au Crédit Foncier de la créance sur Lehman Brothers, au titre des souties de swaps.

**NOTE 20 BIS - DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS SUR CREANCES**

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>DEPRECIATIONS SUR CREANCES DOUTEUSES</b>			
Dépréciations sur opérations avec la clientèle	- 3 272	- 2 057	- 4 261
<b>PROVISIONS - COUT DU RISQUE</b>			
Provision pertes et charges sur engagements	- 536	- 15	- 513
Provisions liées à un risque de contrepartie (1)			
<b>TOTAL</b>	<b>- 3 808</b>	<b>- 2 072</b>	<b>- 4 774</b>

(1) En 2008, dotation de 83 K€ à la provision collective clientèle et de 430 K€ à la provision Neiertz.

En 2009, dotation de 112 K€ à la provision collective clientèle et de 424 K€ à la provision Neiertz.

**NOTE 20 TER - REPRISES DE DEPRECIATIONS ET DE PROVISIONS SUR CREANCES**

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>DEPRECIATIONS SUR CREANCES DOUTEUSES</b>			
Dépréciations sur opérations établissements de crédit			
Dépréciations sur opérations avec la clientèle	3 273	8 667	10 472
<b>PROVISIONS - COUT DU RISQUE</b>			
Provision pertes et charges sur engagements			
Provisions liées à un risque de contrepartie (1)	226	2 897	3 268
<b>TOTAL</b>	<b>3 499</b>	<b>11 564</b>	<b>13 740</b>

(1) En 2008, reprise de 1 854 K€ de la provision collective clientèle, reprise de 459 K€ de la provision Neiertz et reprise de 955 K€ de la provision sectorielle.

En 2009, reprises de 218 K€ de la provision collective clientèle et de 9 K€ de la provision sectorielle.

**NOTE 21 : OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES PARTICIPATIONS**

(en milliers d'euros)

	<b>Entreprises liées</b>	<b>Autres participations</b>	<b>TOTAL</b>
	<b>Groupe (1)</b>	<b>Hors Groupe</b>	
<b>CREANCES SUR LES OPERATIONS DE CREDIT</b>			
A vue	11 201		<b>11 201</b>
A terme	5 666 764		<b>5 666 764</b>
<b>DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>			
A vue	142 407		<b>142 407</b>
A terme	2 995 914		<b>2 995 914</b>
Titres donnés en pension livrée	600 297		<b>600 297</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
De financement			
De garantie			
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
De financement	559 031		<b>559 031</b>
De garantie	9 760 074		<b>9 760 074</b>
<b>OPERATIONS SUR TITRES</b>			
Obligations et autres titres à revenu fixe	12 880 830		<b>12 880 830</b>
Dettes représentées par un titre			
Dettes subordonnées	3 474 338		<b>3 474 338</b>

(1) La notion de Groupe retenue fait référence au périmètre de consolidation auquel appartient la Compagnie de Financement Foncier. La Société est intégrée globalement dans les comptes consolidés du Crédit Foncier, lui-même consolidé par le Groupe Caisse d'Epargne. En conséquence, le groupe ainsi appréhendé représente l'ensemble des entités intégrées globalement et proportionnellement par le Groupe Caisse d'Epargne.

## NOTE 22 : ETAT DES POSITIONS DE CHANGE

### Recommandation C.O.B. 89.01

													(en milliers d'euros)
RUBRIQUES	\$ Australien	\$ Canadien	\$ US	\$ Hong Kong	Livres sterling	Francs suisses	Yen	Forint Hongrois	\$ Néo-zélandais	Peso Mexicain	Couronne Danoise	TOTAL	
<b>BILAN</b>													
Actifs financiers	14 334	22 846	3 045 770	352	71 746	1 492 315	1 905 415	9 490	634	1 876	7	6 564 785	
Passifs financiers	774 627	434 478	5 644 521	29 473	1 742 928	3 212 906	1 468 245	75	9 845	62		13 317 160	
<b>Déf différentiel bilan (I)</b>	<b>- 760 293</b>	<b>- 411 632</b>	<b>-2 598 751</b>	<b>- 29 121</b>	<b>-1 671 182</b>	<b>-1 720 591</b>	<b>437 170</b>	<b>9 415</b>	<b>- 9 211</b>	<b>1 814</b>	<b>7</b>	<b>-6 752 375</b>	
<b>HORS - BILAN</b>													
Engagements reçus	760 413	448 541	6 899 494	29 121	1 948 919	4 452 001	2 205 136	9 427	9 236	1 914		16 752 861	
Engagements donnés		36 866	4 300 129		277 753	2 730 588	2 642 263					9 998 940	
<b>Déf différentiel hors-bilan (II)</b>	<b>760 413</b>	<b>411 675</b>	<b>2 599 365</b>	<b>29 121</b>	<b>1 671 166</b>	<b>1 721 413</b>	<b>- 437 127</b>	<b>- 9 427</b>	<b>9 236</b>	<b>- 1 914</b>		<b>6 753 921</b>	
<b>Déf différentiel global (I)+(II)</b>	<b>120</b>	<b>43</b>	<b>614</b>		<b>- 16</b>	<b>822</b>	<b>43</b>	<b>- 12</b>	<b>25</b>	<b>- 100</b>	<b>7</b>	<b>1 546</b>	

Les actifs financiers sont constitués des créances sur les établissements de crédit, des créances sur la clientèle.

Les passifs financiers comprennent des dettes envers les établissements de crédit, les comptes créditeurs de la clientèle, les dettes représentées par un titre.

Position de change : seules ont été retenues dans le tableau ci-dessus les opérations effectuées par la Compagnie de Financement Foncier pour son propre compte, à l'exclusion des opérations réalisées pour le compte de l'Etat, au titre du secteur aidé.

## **NOTE 23 : TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

### **1. Principes :**

Le Tableau des Flux de Trésorerie analyse l'évolution de la trésorerie, provenant des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement, entre 2 exercices.

Le Tableau des Flux de Trésorerie de la Compagnie de Financement Foncier est présenté selon la recommandation 2004-R-03 du Conseil National de la Comptabilité, relative au format des documents de synthèse des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

Il est établi selon la méthode indirecte, le résultat de l'exercice est retraité des éléments non monétaires : dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, dotations nettes aux dépréciations, provisions, autres mouvements sans décaissement de trésorerie, comme les charges à payer et les produits à recevoir. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation, d'investissement et de financement sont déterminés par différence entre les postes des comptes annuels de l'exercice précédent et de l'exercice en cours. Les opérations sur le capital sans flux de trésorerie ou sans incidence sur le résultat sont neutres : paiement du dividende en actions, dotation d'une provision par imputation sur le report à nouveau.

La répartition des activités de la Compagnie de Financement Foncier entre les catégories d'exploitation, d'investissement et de financement tient compte de son statut de société de crédit foncier.

Les activités d'exploitation comprennent :

- \* l'acquisition de prêts éligibles
- \* l'acquisition de parts de titrisation, de titres d'entités publiques
- \* l'émission d'obligations foncières et d'autres ressources à long terme, non subordonnées.

Les activités de financement incluent :

- \* les dividendes versés en numéraire
- \* l'émission et le remboursement d'emprunts subordonnés.

La trésorerie est définie selon les normes du Conseil National de la Comptabilité. Elle comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue à la Banque de France, aux CCP et chez les établissements de crédit.

## 2. Tableau des flux de trésorerie

	(en milliers d'euros)		
	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
<b>ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>			
Résultat de l'exercice	49 582	31 843	62 231
Retraitements du résultat, liés aux opérations d'exploitation			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 480	2 668	5 336
Dotations nettes aux dépréciations / clientèle et établissements de crédit	- 353	- 7 594	- 6 703
Dotations nettes aux dépréciations / titres de placement	1 052	1 756	7 534
Dotations nettes aux provisions / crédits	309	- 2 882	- 2 755
Gains nets sur la cession d'immobilisations			
Autres mouvements sans décaissement de trésorerie	- 126 720	686 379	- 345 608
Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	918 017	727 616	45 239
Flux de trésorerie sur titres de placement	- 225 392	149 649	- 1 199 443
Flux de trésorerie sur titres d'investissement	- 563 434	- 1 142 980	- 268 051
Flux sur autres actifs	523 216	497 810	746 716
Flux sur dettes / établissements de crédit et clientèle	5 402 679	- 1 964 842	639 399
Emissions nettes d'emprunts	- 5 302 818	1 470 212	662 019
Flux sur autres passifs	319 667	- 429 837	9 640
<b>Trésorerie nette utilisée par les activités d'exploitation</b>	<b>998 285</b>	<b>19 798</b>	<b>355 554</b>
<b>ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>			
Flux liés à la cession de :			
Actifs financiers			
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Décaissements pour l'acquisition de :			
Actifs financiers			
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Flux net provenant d'autres activités d'investissement			
<b>Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement</b>			
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>			
Flux de trésorerie due à l'émission d'actions	115 395	770 000	770 000
Dividendes versés	- 115 500		
Emissions nettes de dettes subordonnées		- 800 000	- 800 000
Autres			
<b>Trésorerie nette due aux activités de financement</b>	<b>- 105</b>	<b>- 30 000</b>	<b>- 30 000</b>
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>998 180</b>	<b>- 10 202</b>	<b>325 554</b>
Trésorerie à l'ouverture	1 227 734	902 180	902 180
Trésorerie à la clôture	2 225 914	891 978	1 227 734
Net	998 180	- 10 202	325 554
Caisse	3 586	32 177	20 024
Effets publics			
Créances à vue établissements de crédit	2 222 328	859 801	1 207 710
<b>TOTAL</b>	<b>2 225 914</b>	<b>891 978</b>	<b>1 227 734</b>

## NOTE 24 : PASSIF PRIVILÉGIÉ/NON PRIVILÉGIÉ

(en milliers d'euros)

	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>RESSOURCES PRIVILEGIEES</b>	<b>76 390 648</b>	<b>84 212 925</b>	<b>83 398 704</b>
Dettes envers les établissements de crédit	155 512	180 313	165 469
Dettes représentées par un titre	74 228 300	80 535 759	80 148 265
Sommes dues au titre des instruments financiers à terme	2 005 072	3 461 202	3 026 085
Sommes dues au titre du contrat prévu par l'article L515-22 du Code monétaire et financier	1 764	35 651	58 885
Dettes résultant de frais annexes mentionnés au denier alinéa de l'article L515-19 du Code monétaire et financier			
<b>RESSOURCES NON PRIVILEGIEES</b>	<b>18 450 142</b>	<b>9 476 445</b>	<b>12 543 914</b>
Dettes chirographaires	12 770 891	3 748 087	6 905 369
Dettes subordonnées et assimilées dont :	4 214 779	4 344 186	4 223 859
<i>Titres Subordonnés Remboursables</i>	2 100 095	2 100 318	2 100 407
<i>Emprunt participant</i>	1 374 243	1 394 678	1 350 181
Capitaux propres et provisions	1 464 472	1 384 172	1 414 686
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>94 840 790</b>	<b>93 689 370</b>	<b>95 942 618</b>

## **2.5 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009**

### **KPMG Audit**

1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex

### **PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

#### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009**

Aux actionnaires

*Compagnie de Financement Foncier*  
19, rue des Capucines  
75001 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la Compagnie de Financement Foncier, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière, caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **• Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine de la société et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

#### **• Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Paris la Défense et Neuilly-sur-Seine, le 27 août 2009

Les Commissaires aux comptes

### **KPMG Audit**

*Département de KPMG S.A.*

### **PricewaterhouseCoopers Audit**

Rémy Tabuteau

Jean-Baptiste Deschryver

## 2.6 Eléments de calcul du ratio de couverture au 30 juin 2009

ELEMENTS DE CALCUL DU RATIO DE COUVERTURE EN MILLIERS D'EUROS				
NOM : COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER	Date d'arrêté : 30/06/2009 CIB : 30051			
Eléments d'actif venant en couverture des ressources privilégiées	code poste	Valeurs nettes comptables	pondération en %	Montants pondérés
<b>I. Eléments particuliers d'actif</b>				
- Prêts cautionnés pour lesquels l'émetteur de la caution bénéficie d'une notation inférieure au 2ième meilleur échelon de qualité de crédit	201	0	0%	0
- Parts de fonds commun de créances bénéficiant d'une notation inférieure au 2ième meilleur échelon de qualité de crédit	202	413 375	0%	0
Dont :				
. parts de FCC répondant aux conditions du II de art R515-4 du CMF	2021			
. parts de FCC répondant aux conditions du III de art R515-4 du CMF	2022			
- Prêts cautionnés pour lesquels l'émetteur de la caution bénéficie du 2ième meilleur échelon de qualité de crédit	203	0	50%	0
- Parts de fonds commun de créances bénéficiant du 2ième meilleur échelon de qualité de crédit	204	0	50%	0
Dont :				
. parts de FCC répondant aux conditions du II de art R515-4 du CMF	2041			
. parts de FCC répondant aux conditions du III de art R515-4 du CMF	2042			
- Immobilisations résultant de l'acquisition des immeubles au titre de la mise en jeu d'une garantie	205	0	50%	0
- Titres et valeurs sûrs et liquides	206	8 769 538	100%	8 769 538
. Créances sur des établissements de crédit bénéficiant du meilleur échelon de qualité de crédit	2061	8 221 328		
. Créances sur des établissements de crédit de l'Espace économique Européen bénéficiant du 2ième meilleur échelon de qualité de crédit et de durée résiduelle ne dépassant pas 100 jours répondant au 3ième paragraphe de l'article R515-7	2062			
. Titres	2063	532 667		
. Créances rattachées à ces éléments	2064	15 543		
Dont :				
. Créances liées aux titres, sommes et valeurs reçus en garantie au titre du 2ième paragraphe de l'article R515-7	2065	769 150		
<b>II. Autres éléments d'actif</b>				
- Autres éléments d'actif de la classe 1	211	3 586	100%	3 586
- Eléments d'actif de la classe 2 :	212	40 348 231	100%	40 348 231
Dont :				
. Prêts hypothécaires	2121	19 049 397		
. Dont prêts hypothécaires également garantis par le FGAS	2121a	6 877 552		
. Dont prêts hypothécaires également garantis par une caution délivrée par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance	2121b	5 193		
. Dont prêts hypothécaires également garantis par une personne publique	2121c	1 200 133		
. Prêts cautionnés pour lesquels l'émetteur de la caution bénéficie du meilleur échelon de qualité de crédit	2122	540 272		
. Expositions sur des personnes publiques :	2123	20 643 726		
. Dont expositions visées au 5° de l'article L515-15 du CMF	2123a	0		
. Autres éléments de la classe 2	2124	114 836		
- Eléments d'actif de la classe 3 :	213	45 306 060	100%	45 306 060
Dont :				
. Parts de fonds commun de créances bénéficiant du meilleur échelon de qualité de crédit	2131	21 961 092		
. parts de FCC répondant aux conditions du II et IV de l'article R515-4 du CMF	2131a	14 435 805		
. parts de FCC répondant aux conditions du III et IV de l'article R515-4 du CMF	2131b	435 987		
. parts de FCC répondant aux conditions du II de l'article R515-4 du CMF et ne répondant pas au IV de l'article R515-4 du CMF	2131c			
. parts de FCC répondant aux conditions du III de l'article R515-4 du CMF et ne répondant pas au IV de l'article R515-4 du CMF	2131d			
. parts de FCC composées à hauteur de 90% au moins telles que définies dans l'article L515-15	2131e	7 089 301		
. Expositions sur des personnes publiques	2132	11 905 096		
. Dont expositions visées au 5° de l'article L515-15 du CMF	2132a	0		
. Billets à ordre régis par les articles L313-42 et suivants du CMF	2133	9 066 239		
. Autres éléments de la classe 3	2134	2 373 633		
- Eléments d'actif de la classe 4	214	0	100%	0
Dont :				
. Expositions sur des personnes publiques	2141			
. Autres éléments de la classe 4	2142			
- Opérations venant en déduction des actifs :				
. Sommes reçues de la clientèle en attente d'imputation, portées au passif	215	0	100%	0
. Opérations de pensions livrées : titres donnés en pension	216	-552 272	100%	-552 272
. Opération collatérale : POOL 3G	217	-9 346 215	100%	-9 346 215
- Pour information :				
Actifs venant en déduction des fonds propres		0		
TOTAL DES MONTANTS PONDÉRÉS DES ELEMENTS D'ACTIF (230 = 201+202+203+204+205+206+211+212+213+214+215+216+217)	R	230		84 528 928

Ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L515-19 du Code Monétaire et Financier : éléments du passif	code poste		Montants
<b>I - Ressources privilégiées provenant d'établissements de crédit</b>	101		155 510
Dont montant nominal	101a		151 263
<b>II - Ressources privilégiées provenant de la clientèle</b>			
Clientèle financière	102		0
Clientèle non financière	103		0
Sous-total	104		0
Dont montant nominal	104a		
Dont nominal des OF et autres ressources privilégiées échues en instance de règlement	104b		
<b>III - Titres bénéficiant du privilège</b>			
Obligations foncières	115		72 611 844
Titres de créances négociables	116		269 252
Autres titres bénéficiant du privilège	117		0
Dettes rattachées à ces titres	118		1 347 204
Sous-total	119		74 228 300
Dont montant nominal	119a		72 881 096
<b>IV - Sommes dues au titre du contrat prévu à l'article L515-22 du Code Monétaire et Financier</b>	125		1 764
<b>V - Sommes dues au titre des instruments financiers à terme bénéficiant du privilège défini à l'article L515-19 du CMF</b>	126		2 005 072
Dont impact des variations de change sur le nominal des ressources privilégiées	126a		710 155
<b>VI - Dettes résultant des frais annexes mentionnés au dernier alinéa de l'article L515-19 du Code Monétaire et Financier</b>	127		0
<b>RESSOURCES PRIVILEGIEES (140 = 101+104+119+125+126+127)</b>	T	140	76 390 646
<b>MONTANT NOMINAL RESSOURCES PRIVILEGIEES (141 =101A+104A+104B+119A+126A)</b>		141	73 742 514

RATIO DE COUVERTURE (avec 2 décimales) (R/T*100)	240			110,65%
--	-----	--	--	---------

### **3. Rapport sur la gestion des risques**

<b>PREAMBULE</b>	<b>57</b>
<b>ORGANISATION GENERALE - GESTION DES RISQUES</b>	<b>57</b>
<b>ADEQUATION DU CAPITAL INTERNE ET FONDS PROPRES</b>	<b>59</b>
<b>LA GESTION DES RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE</b>	<b>60</b>
<b>TECHNIQUES DE REDUCTION DES RISQUES</b>	<b>77</b>
<b>TITRISATIONS</b>	<b>80</b>
<b>REPORTING G7</b>	<b>84</b>
<b>LES RISQUES DE MARCHE ET DE GESTION DE BILAN</b>	<b>85</b>
<b>LES RISQUES OPERATIONNELS</b>	<b>86</b>
<b>AUTRES RISQUES</b>	<b>86</b>

## **1 – PREAMBULE**

Par volonté de transparence de ses informations financières et au-delà de ses obligations réglementaires, la Compagnie de Financement Foncier a publié, dans son document de référence 2008 un rapport détaillé sur la gestion des Risques, en s'inspirant des règles IFRS et Bâle II (données non auditées).

Dans le cadre de l'actualisation au 30 juin 2009 de ce document de référence, les éléments relatifs au premier semestre 2009 sont présentés dans ce rapport. Il conviendra de se reporter au document de référence 2008 pour tout complément éventuel.

## **2 - ORGANISATION GENERALE : INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES**

### **2.1 à 2.5 – Organisation générale ; risques généraux; missions dévolues ; système d'information**

Pour plus de détails relatifs à ces sections, se reporter au document de référence 2008.

### **2.6 – Faits marquants du 1er semestre 2009**

#### **2.6.1 - Conjoncture**

Le premier semestre 2009 a été marqué par :

- le retournement amorcé en 2008 dans le secteur immobilier qui s'est accentué sur le 1er semestre 2009 et a plus particulièrement concerné certains marchés européens (l'Espagne, notamment Madrid et certaines régions côtières, l'Irlande, la Grande-Bretagne et dans une moindre mesure, la France). Cette détérioration du marché immobilier, dans un contexte de conjoncture économique générale dégradée, a commencé à affecter la solvabilité de certaines catégories d'emprunteurs voire à accélérer certaines tendances négatives observées en 2008 (dans la promotion immobilière ou l'hôtellerie par exemple).
- l'impact de la crise financière qui reste présent au premier semestre 2009. Cependant, sous l'influence des mesures prises par les autorités et banques centrales, les conditions du marché du refinancement et du crédit se sont améliorées en fin de semestre, dans un contexte de stabilisation des taux à un bas niveau. Sur le premier semestre 2009, certains établissements financiers ont été confrontés à des problèmes de liquidité voire de solvabilité particulièrement aigus ; ces difficultés ont amené la majorité des états souverains européens et américains à prendre des mesures de recapitalisation et de soutien au marché interbancaire. Sur les marchés de crédit (notamment sur les segments Secteur Public International et Titrisations), le premier trimestre 2009 a été caractérisé par un véritable effondrement des volumes avec un niveau de transactions historiquement bas et des niveaux de spreads particulièrement élevés ; la situation s'est sensiblement améliorée sur le second trimestre 2009 avec un net resserrement des prix, notamment sur le secteur SPI et quelques opérations secondaires de taille limitée sur le marché des titrisations.
- le plan de rachat de Covered Bonds par la BCE, d'un volume de 60 milliards d'euros jusqu'en juin 2010, qui a permis d'accélérer la reprise de ce marché.

#### Les perspectives pour le deuxième semestre 2009 :

La reprise des émissions sur le marché primaire des « Covered Bonds » s'est confirmée au début du second semestre ; la Compagnie de Financement Foncier a d'ailleurs émis plus de 7 milliards (brut) d'euros sur juillet et août 2009.

Les plans de relance des pouvoirs publics et les perspectives de reprise qui se dessinent au niveau mondial devraient offrir au Crédit Foncier et, par suite, à la Compagnie de Financement Foncier des opportunités sur le second semestre 2009.

#### **2.6.2 - Faits marquants du premier semestre 2009 pour le risque de crédit**

La qualité générale des encours de crédit ainsi que le profil de risque (très faible) de la Compagnie de Financement Foncier n'ont pas été remis en cause dans le contexte morose et détérioré du premier semestre 2009.

Le pilotage, au niveau du groupe Crédit Foncier, des ressources et des risques a conduit à un ralentissement volontaire d'activité sur certains segments de marché (secteur public et activités internationales) afin de privilégier la distribution des crédits au réseau des Particuliers. Le ralentissement des volumes a toutefois été compensé par l'accroissement notable des marges.

#### ***Créances hypothécaires***

Il convient de rappeler que la Compagnie de Financement Foncier n'a jamais détenu et ne détient aucune exposition (directe ou indirecte) sur le marché hypothécaire américain.

Son portefeuille d'actifs a particulièrement bien résisté à la conjoncture (crise financière, immobilière et bancaire).

Les modélisations de stress test, réalisées au 1er semestre 2009 sous des hypothèses encore plus pénalisantes que celles retenues en 2008, ont permis de confirmer la très bonne résistance du portefeuille de créances hypothécaires de la Compagnie de Financement Foncier à des scénarios « catastrophe » combinant explosion des taux de défaut (jusqu'à 20 % en cumulé de portefeuilles comprenant plusieurs milliers de prêts), chute brutale et prononcée de l'immobilier (jusqu'à -60 %) et baisse des remboursements anticipés.

#### ***Autre fait marquant : début du fonctionnement en environnement Bâle II***

Le projet Bâle II du groupe Crédit Foncier est entré, depuis novembre 2008, dans sa phase de certification avec une première étape de pré-homologation effectuée sur le dispositif des positions de titrisation (audit de l'Inspection Générale de l'actionnaire dont les conclusions sont positives) et se poursuit avec l'audit sur le portefeuille des Particuliers.

La fin de ce processus devrait permettre au Groupe BPCE de confirmer pour le groupe Crédit Foncier la demande d'autorisation d'homologation pour le premier semestre 2010 sur ces portefeuilles, avec une perspective de visite de la Commission Bancaire d'ici à fin 2009/début 2010.

Au Crédit Foncier, le premier semestre 2009 a également été mis à profit pour poursuivre l'adaptation des procédures et de l'ensemble du dispositif à l'environnement Bâle II. La Compagnie de Financement Foncier est pleinement intégrée à la mise en place de ce nouvel environnement.

### **3 – ADEQUATION DU CAPITAL INTERNE ET EXIGENCE DE FONDS PROPRES**

#### **3.1 à 3.2 – Gestion du capital ; Composition des fonds propres**

Pour plus de détails relatifs à ces sections, se reporter au document de référence 2008.

#### **3.3 – Exigence de fonds propres**

Les exigences en fonds propres, calculées au titre de la simulation technique du ratio de solvabilité au 30 juin 2009 en méthode standard, s'élèvent à 1 502 millions d'euros. Elles ont évolué de 118 Millions d'euros par rapport au calcul du 31 décembre 2008, suite au reclassement d'une garantie intragroupe en garantie hors-groupe et à la prise en compte du défaut bâlois au lieu du défaut comptable.

Dans le cadre de cette simulation technique, la Compagnie est considérée à son périmètre social. Par conséquent, toutes ses expositions avec le groupe BPCE, sont pondérées à 20%.

#### **3.4 - Gestion des ratios règlementaires**

La simulation technique du ratio de solvabilité de la Compagnie de Financement Foncier au 30/06/09 amène aux résultats suivants :

	<b>30/06/09</b>	<b>31/12/08</b>
Tier 1 + Tier 2	11,62 %	12,16 %
Tier 1	7,74 %	8,11 %

L'évolution de ces ratios s'explique par une exigence en fonds propres supérieure au 30 juin 2009 par suite du changement méthodologique expliqué *supra*.

#### **3.5 - Gestion des ratios spécifiques**

##### ***Ratio de surdimensionnement***

Le ratio de surdimensionnement de la Compagnie de Financement Foncier reste stable entre décembre 2008 et juin 2009 et s'établit à 110,7 %. Ce ratio a toujours été supérieur à 108 % depuis la création de la Compagnie de Financement Foncier (1999) et donc toujours au-dessus de la limite réglementaire de 100 %.

**Ratios de composition des actifs**

COMPOSITION DES ACTIFS	30/06/09	31/12/08	Limite
Valeurs de remplacement (R.515-7)	10,85 %	10,08 %	15 %
Billets à ordre (L. 515-16-1)	9,56 %	9,48 %	10 %
Prêts cautionnés (R.515-6)	1,48 %	1,29 %	35 %

**Ratio de dépassement de quotité**

Au 30 juin 2009, le montant des dépassements de quotité sur les prêts achetés et mobilisés s'établit à 59,4 millions d'euros auxquels s'ajoutent 16,3 millions d'euros de dépassements sur les parts et titres de créances émis par des fonds communs de créances (FCC). Au total, ce montant de 75,7 millions d'euros reste très inférieur au seuil des ressources non privilégiées qui s'élève à 18 450 millions d'euros à la même date.

Dans l'hypothèse où l'état de la conjoncture immobilière conduirait à une baisse de la valeur de tous les biens immobiliers apportés en garantie de 10 %, les tests de réestimation en valeur stressée des montants de dépassements de quotités sur les prêts achetés et mobilisés (59,4 millions d'euros) s'élèvent à près d'un milliard d'euros, niveau toujours très inférieur au seuil des ressources non privilégiées. Ces tests valident ainsi la bonne qualité et la robustesse du portefeuille.

## 4 – LA GESTION DES RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

### 4.1 – Procédure de sélection et de mesure des risques

Pour plus de détails relatifs à cette section, se reporter au document de référence 2008.

### 4.2 – Répartition des engagements au 30 juin 2009

#### 4.2.1 Expositions au risque de crédit

Les tableaux qui suivent ventilent l'assiette brute des opérations avec la clientèle (sain + douteux) hors engagements par signature et garanties financières données, soit un total bilan de 94,841 milliards d'euros à fin juin 2009.

**Couverture des risques de la Compagnie de Financement Foncier - synthèse à fin juin 2009**

Tableaux de couverture des risques

En millions d'euros	30/06/09			31/12/08		
	Bilan	Taux de douteux	Taux de douteux hors aidé	Bilan	Taux de douteux	Taux de douteux hors aidé
<b>Expositions risques</b>						
<b>PARTICULIERS</b>	<b>42 263</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>42 340</b>	<b>0,7 %</b>	<b>0,6 %</b>
Créances hypothécaires France	18 306	2,1 %	1,9 %	17 441	1,8 %	1,5 %
Billets Hypothécaires France	9 044	n/a	n/a	9 043	n/a	n/a
<b>Total Hypothécaire</b>	<b>27 349</b>	<b>1,4 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>26 484</b>	<b>1,2 %</b>	<b>1,0 %</b>
Créances hypothécaires titrisées France (titrisations internes)	1 519	n/a	n/a	1 798	n/a	n/a
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles en Europe (RMBS)	13 395	0,0 %	0,0 %	14 058	0,0 %	0,0 %
<b>Total créances hypothécaires titrisées</b>	<b>14 914</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>15 856</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>
<b>SECTEUR PUBLIC</b>	<b>34 946</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>36 739</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>
Habitat Social	3 485	0,4 %	0,4 %	3 495	0,3 %	0,3 %
Secteur Public Territorial (SPT)	11 210	0,0 %	0,0 %	12 365	0,0 %	0,0 %
SPT via L 431-7 devenu L211-38	932	n/a	n/a	1 198	n/a	n/a
Souverain France	1 312	0,0 %	0,0 %	1 086	0,0 %	0,0 %
<b>Secteur public France</b>	<b>16 939</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>18 144</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>
Secteur Public International	15 555	ns	ns	14 873	ns	ns
Souverain International (**)	2 452	ns	ns	3 721	ns	ns
<b>Opérateurs Internationaux</b>	<b>18 007</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>18 594</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>
<b>Corporate Privé hypothécaire</b>	<b>410</b>	<b>5,8 %</b>	<b>6,5 %</b>	<b>451</b>	<b>5,1 %</b>	<b>5,8 %</b>
<b>Expositions secteur bancaire</b>	<b>14 841</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>12 715</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>
Dont Banque de France et CDC (**)	2 986	0,0 %	0,0 %	1 123	0,0 %	0,0 %
Dont BCTG (expositions Crédit Foncier garanties par nantissement d'actifs)	2 291	0,0 %	0,0 %	2 287	0,0 %	0,0 %
<b>Total exposition risque</b>	<b>92 461</b>	<b>0,5 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>92 245</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,4 %</b>
<b>Divers régul et autres actifs</b>	<b>2 380</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>3 698</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>
<b>Total</b>	<b>94 841</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,3 %</b>	<b>95 943</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,4 %</b>

(\*) Engagements "bilanciers" (hors engagements par signature et garanties financières données) de l'exposition globale au risque de crédit, contribution sur base sociale en brut (sains + douteux) aux normes comptables françaises à partir de données de gestion

(\*\*) Les encours sur la Caisse des Dépôts et Consignations étaient en catégorie Souverains pour 683 millions d'euros en 2008 ; au 30 juin 2009 ils figurent en catégorie Banque à hauteur de 645 millions d'euros.

L'analyse par segments d'activité est la suivante :

- sur le segment des prêts aux particuliers rachetés en France (hors secteur aidé), le ratio « créances douteuses/encours » est en hausse à 1,9 % contre 1,5 % à fin décembre 2008. Ceci fait suite à une légère augmentation des impayés au cours des mois précédents, la qualité intrinsèque des encours n'étant cependant pas remise en cause.
- pour le segment des opérateurs publics français, ce ratio reste stable à un niveau très faible (0,1 %), malgré la légère hausse affectant l'Habitat Social (+0,1 %) ; hausse qui s'explique par l'amortissement des encours. Le déclassement en douteux des emprunteurs relevant de l'Immobilier Social ou du Secteur Public Territorial reste très marginal.
- pour les Corporate Privé hypothécaire, ce ratio augmente à 5,8 % contre 5,1 % l'an passé, en raison de l'entrée en douteux d'un dossier de 8 millions d'euros.
- enfin, les segments des opérateurs publics internationaux (SPI + Souverains), des titres de créances adossés à des créances hypothécaires résidentielles et autres portefeuilles financiers ne présentent aucune créance douteuse.

#### ***Exposition au risque de crédit par catégorie***

La décomposition des données présentées ci-après reprend uniquement les engagements bilanciels. La répartition des expositions par type bâlois porte sur les contreparties hors garanties reçues et autres facteurs d'amélioration du risque de crédit.

Les évolutions marginales des poids relatifs entre segments bâlois au 30 juin 2009 reflètent la politique volontariste de maîtrise des risques de la Compagnie de Financement Foncier dans l'environnement difficile du premier semestre 2009 (ralentissement de certaines activités en particulier).

Expositions par type bâlois en pourcentage

Au 30 juin 2009, le bilan de la Compagnie de Financement Foncier s'élève à 94,8 milliards d'euros. Le poids relatif en pourcentage des types bâlois est globalement stable. Ci-après la décomposition des expositions par type bâlois :

REPARTITION PAR TYPE BALOIS DES EXPOSITIONS BILANCIELLES			
en millions d'euros	30/06/09		31/12/08
TYPE BALOIS	MONTANT	% TOTAL	% TOTAL
Associations de proximité	73	0 %	0 %
Particulier	27 349	29 %	28 %
Professionnel (Artisans, commerçants, professions libérales...)	11	0 %	0 %
<b>SOUS TOTAL RETAIL</b>	<b>27 433</b>	<b>29 %</b>	<b>28 %</b>
PME-PMI (*)	57	0 %	0 %
Economie Sociale	428	0 %	0 %
Organisme HLM	2 343	3 %	2 %
Société d'Economie Mixte	714	1 %	1 %
Secteur Public Territorial	12 142	13 %	14 %
Professionnel privé de l'immobilier (*)	156	0 %	0 %
Partenariat Public Privé (PPP)	75	0 %	0 %
<b>SOUS TOTAL BANQUE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL</b>	<b>15 915</b>	<b>17 %</b>	<b>17 %</b>
Grande Entreprise	2	0 %	0 %
Banque	14 841	15 %	13 %
Souverain	3 764	4 %	5 %
Titrisation (externe)	20 897	22 %	23 %
Financement spécialisé	36	0 %	0 %
Secteur Public International (SPI)	8 052	8 %	8 %
Fonds régulés et non régulés	0	0 %	0 %
<b>SOUS TOTAL GRANDES CONTREPARTIES</b>	<b>47 594</b>	<b>49 %</b>	<b>49 %</b>
<b>Créances hypothécaires titrisées France (titrisation interne)</b>	<b>1 519</b>	<b>2 %</b>	<b>2 %</b>
<b>Régularisations et autres actifs</b>	<b>2 380</b>	<b>3 %</b>	<b>4 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>94 841</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>
			<b>95 943</b>

(\*) encours extinctifs

Les expositions au risque de crédit sont analysées ci-après en termes de diversification sectorielle et géographique

#### **4.2.2 - Répartition des expositions au risque de crédit**

##### **4.2.2.1 - Répartition géographique des expositions(\*) significatives, par catégorie d'exposition**

Tout comme à fin décembre 2008, le portefeuille à fin juin 2009 reste concentré sur l'Union Européenne (91 %), notamment sur la France (63 %).

Il convient de rappeler que les engagements sur les Etats-Unis sont constitués uniquement de prêts sur les Etats ou collectivités locales très bien notées ou bénéficiant de la garantie de l'Etat Fédéral et ne comprennent aucune exposition de type immobilier, directement ou indirectement ; les engagements sur le Japon portent quant à eux sur des préfectures et des villes.

REPARTITION DES EXPOSITIONS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE (*)		30/06/09	31/12/08
		Bilan (M€)	En %
France		60 169	63,4 %
AUTRES PAYS DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN		25 890	27,3 %
AUTRES PAYS D'EUROPE		1 389	1,5 %
AMERIQUE DU NORD (ETATS-UNIS et CANADA)		5 814	6,1 %
AFRIQUE / MOYEN ORIENT		-	0,0 %
AMERIQUE LATINE ET CENTRALE (y compris MEXIQUE)		-	0,0 %
ASIE HORS JAPON		-	0,0 %
JAPON		1 578	1,7 %
OCEANIE			0,0 %
AUTRES		-	0,0 %
<b>Total</b>		<b>94 841 M€</b>	<b>100,0 %</b>
			<b>95 943 M€</b>

(\*) Données de gestion cadrées comptablement : engagements "bilanciers" (hors engagements par signature et garanties financières données) de l'exposition globale au risque de crédit, contribution sur base sociale en brut (sains + douteux) aux normes comptables françaises

#### **4.2.2.2 - Répartition par famille de produits des expositions**

La Compagnie de Financement Foncier n'ayant pas, légalement, la possibilité de détenir de participations ou portefeuille de trading, la répartition par famille de produits des engagements bilanciels (prêts, titres et opérations financières) au 30 juin 2009 montre *de facto* une concentration sur les prêts (63 % y compris crédits de trésorerie) et sur la Titrisation (24 %).

En millions d'euros

Familles de produits (*)	30/06/09	31/12/08
Répartition en %		
Actions/Fonds	0 %	0 %
Autres produits au Bilan	0 %	0 %
Crédits de trésorerie	12 %	10 %
Prêts (**)	51 %	52 %
Titres Obligataires (« Banking »)	13 %	13 %
Titres Obligataires (« Trading »****)	0 %	0 %
Titrisations (interne et externe)	24 %	25 %
TOTAL BILAN	100,0 %	100,0 %
ASSIETTE BILAN (*) millions d'euros	94 841	95 943

(\*)Données de gestion cadrées comptablement : engagements "bilanciels" (hors engagements par signature et garanties financières données) de l'exposition globale au risque de crédit, contribution sur base sociale en brut (sains + douteux) aux normes comptables françaises.

(\*\*) Prêts à la clientèle hors crédits de trésorerie

(\*\*\*\*) La Compagnie de Financement Foncier n'a pas de titres de « trading » ; les titres obligataires détenus le sont dans le cadre d'opérations de crédit et dans une optique de détention jusqu'à échéance.

#### **4.2.3 – Qualité du portefeuille exposé au risque de crédit**

##### **4.2.3.1 - Répartition des expositions par échelon de crédit**

- **PARTICULIERS (RISQUE FINAL)**

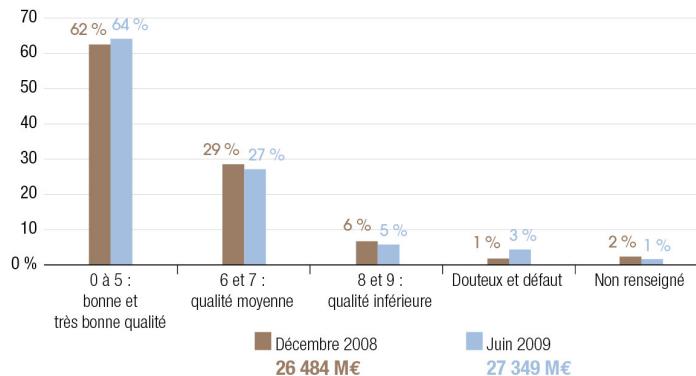
Le dispositif de notations internes pour les particuliers est décrit dans le document de référence 2008 (rapport Gestion des risques, partie 4.1.1.3).

Les ventilations par note des encours au 30 juin 2009 présentées dans cette actualisation sont établies selon cette même méthodologie.

##### **NOTATION (INTERNE) ET QUALITÉ DES ENCOURS (\*) DE PRÊTS HYPOTHECAIRES AUX PARTICULIERS**

La ventilation ci-après atteste de la qualité des encours de la Compagnie de Financement Foncier sur les Particuliers : 64 % sont de bonne, voire très bonne qualité (note comprise entre 0 et 5). En intégrant la qualité moyenne (notes 6 et 7), ce pourcentage s'élève à 91 %. La proportion de douteux augmente légèrement (3 % à fin juin 2009 au lieu de 1 % fin 2008), en liaison avec la montée graduelle des impayés au cours des mois précédents. Le profil de risque reste néanmoins comparable à celui de fin 2008, la proportion de favorable étant même supérieure à celle de l'an dernier.

### **Notation interne des encours de prêts hypothécaires aux Particuliers**



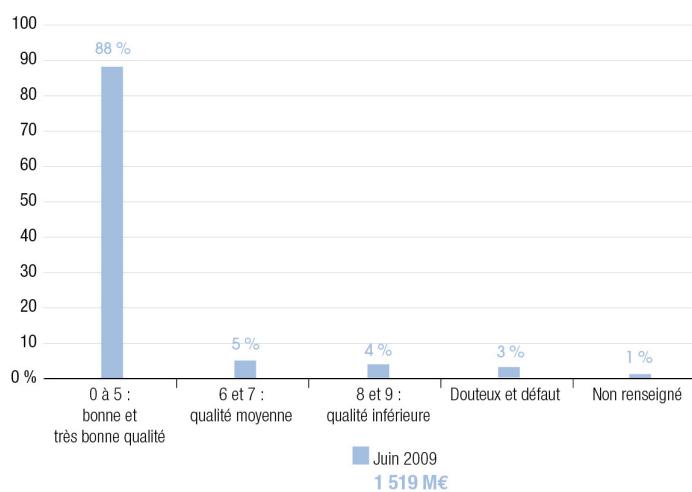
L'assiette comprend les prêts hypothécaires et les billets hypothécaires France

(\*) Notes Bâle II établies selon la méthodologie retenue au 31/12/2008.

### REPARTITION PAR NOTE INTERNE DES EXPOSITIONS SUR LES CRÉANCES HYPOTHECAIRES TITRISÉES EN FRANCE (TITRISATION INTERNE)

Près de 93 % des notes sur les expositions en créances hypothécaires (1,5 milliard d'euros au 30/06/09) sont en catégorie bonne et très bonne qualité (88 %) ou de qualité moyenne (5 %).

### **Notation interne des créances hypothécaires titrisées en France**



(\*) Notes Bâle II établies selon la méthodologie retenue au 31/12/2008.

REPARTITION PAR NOTE INTERNE DES EXPOSITIONS SUR LES TITRISATIONS ADOSSEES A DES CREANCES HYPOTHECAIRES RESIDENTIELLES DE PARTICULIERS EN EUROPE (HORS FRANCE)

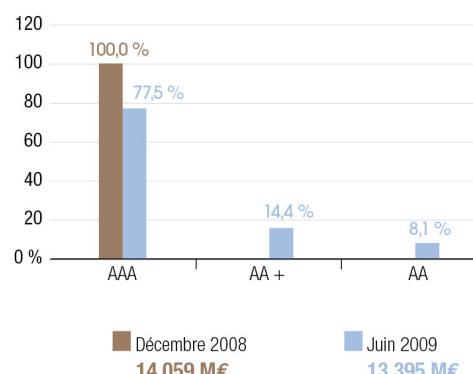
Le portefeuille RMBS de la Compagnie de Financement Foncier est constitué d'opérations de titrisations de prêts hypothécaires résidentiels accordés très largement à des particuliers.

Il s'agit d'actifs prime, avec une granularité importante, situés en Europe (hors France).

Les parts acquises sont toutes seniors granulaires.

Toutes les lignes sont en catégorie Bâle II Step one (AA- ou mieux). 22 % de ce portefeuille est aujourd'hui publiquement noté en catégorie AA, suite notamment à la révision des notes Moody's sur deux opérations RMBS en Allemagne et à l'abaissement d'un ou deux crans sur quelques opérations espagnoles, notamment celles qui font l'objet de procédures de suivi rapproché mises en œuvre par le groupe Crédit Foncier depuis plus d'un an. Les positions espagnoles (6 961 millions d'euros) sont des tranches "senior" de titrisations RMBS notées AAA à 56,8 % (3 948 millions d'euros), AA+ à 27,7 % (1 931 millions d'euros) et à 15,5 % (1 082 millions d'euros) sur la catégorie AA.

**Répartition par note interne des expositions sur les titrisations adossées à des créances hypothécaires résidentielles de PARTICULARS en Europe hors France**



- **PORTEFEUILLE DES OPERATEURS PUBLICS**

*PORTEFEUILLE DES OPERATEURS PUBLICS DOMESTIQUES*

Pour l'ensemble des activités de financement du Secteur Public Territorial et de l'Habitat Social, le groupe Crédit Foncier utilise les outils de notation internes du GCE qui reposent sur des fonctions de score et des critères spécifiques pour chacun des segments de clientèle (régions, départements, communes, économie sociale, logement social, établissements publics de santé...). Les notes attribuées vont de 0 à 9 : de 0 à 5 pour la catégorie favorable, 6 et 7 pour la catégorie acceptable, 8 et 9 pour la catégorie incertaine. Les contreparties non notées font l'objet d'une analyse individuelle approfondie.

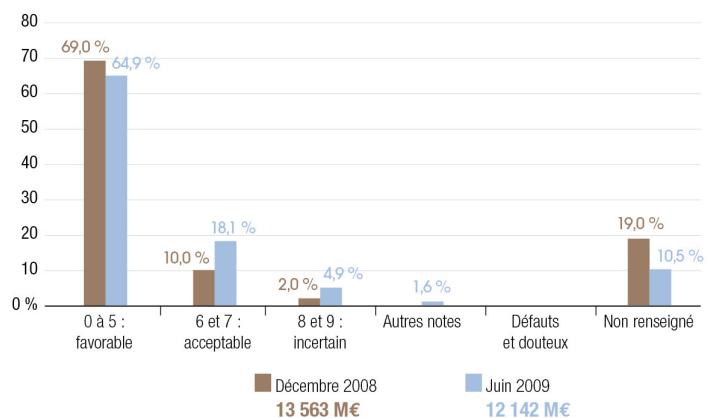
- PORTEFEUILLE DU SECTEUR PUBLIC TERRITORIAL (SPT) - VENTILATION PAR NOTATION BAILE II

Sur le stock d'encours SPT de la Compagnie de Financement Foncier, 65 % des dossiers notés obtiennent une note « favorable ». Ce pourcentage s'élève à 83 % si l'on inclut les dossiers notés « acceptable ». L'analyse en détail des notes montre une forte proportion de contreparties ayant une note élevée comprise entre 0 et 2 (45 %), ce qui atteste, une fois encore, de l'excellente qualité de l'encours et de la rigueur de sa sélection.

Au cours du premier semestre 2009, la part de l'encours SPT bénéficiant d'une note favorable enregistre un léger recul ; celle bénéficiant d'une note acceptable et celle notée dans la catégorie « incertaine » enregistrent une nette croissance. Ces variations résultent notamment de la croissance de la part notée de l'encours vis-à-vis de la part non notée. Le taux de défaut/douteux reste extrêmement faible avec moins de 0,1 %.

***Portefeuille des opérateurs publics domestiques***

***Ventilation par notation Bâle II***



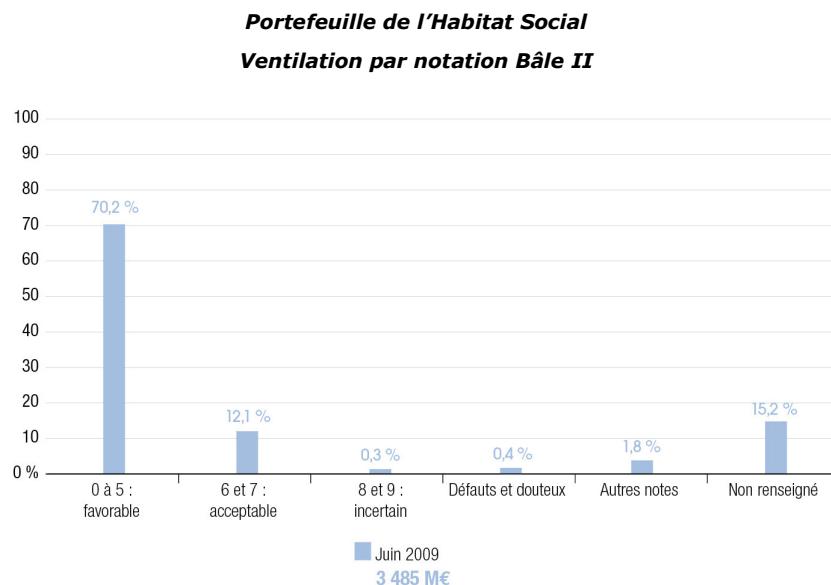
source: données de gestion cadrées comptablement

o PORTEFEUILLE DE L'IMMOBILIER SOCIAL – VENTILATION PAR NOTE BAILE II

Sur le stock d'encours Habitat Social de la Compagnie de Financement Foncier, 70 % des dossiers notés obtiennent une note « favorable ». Ce pourcentage s'élève à 82 % si l'on inclut les dossiers notés « acceptable », ce qui illustre l'excellente qualité de l'encours et de la rigueur de sa sélection.

La proportion des contreparties notées en catégorie « incertaine » et en défaut demeure minime avec respectivement 0,3 % et 0,4 % de l'encours.

L'encours non noté (15 %) est constitué en grande partie d'organismes collecteurs de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC<sup>1</sup>) et de leurs filiales qui ne sont pas couverts par les outils de notation GCE. Lors de la décision d'engagement, ces contreparties font toutefois l'objet d'une analyse individuelle approfondie. Le secteur du PEEC est par ailleurs étroitement encadré et contrôlé par l'Etat.



1 ) La Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC), est un dispositif de contribution des entreprises du secteur privé non agricole employant 20 salariés et plus (10 salariés et plus avant 2006) à la construction de nouveaux logements.

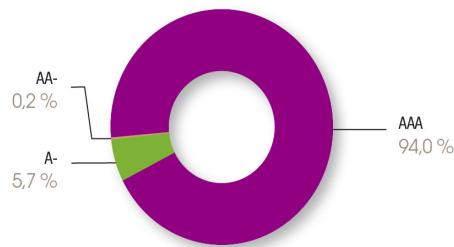
#### REPARTITION PAR NOTE INTERNE DES EXPOSITIONS SUR LES TITRISATIONS SECTEUR PUBLIC

Le portefeuille de titrisations secteur public de la Compagnie de Financement Foncier est composé de trois types d'opérations :

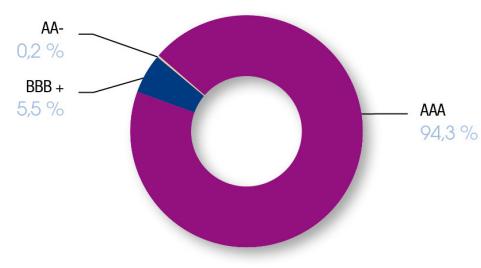
- les titrisations de prêts hypothécaires néerlandais bénéficiant d'une garantie NHG (4 050 millions €). NHG est un établissement public néerlandais jouant aux Pays-Bas un rôle tout à fait similaire à celui du FGAS en France. Ces opérations représentent donc un risque final sur l'état souverain néerlandais et sont toutes notées AAA.
- Les titrisations de prêts étudiants américains FFELP (2 976 millions €) assortis d'une garantie de l'état souverain américain à hauteur d'au moins 97 % du capital du prêt, et bénéficiant donc également d'une notation AAA,
- 3 opérations sur le secteur public italien (476 millions €), l'une représentant un risque final direct sur l'état souverain italien (notée AA-). La position BBB+ correspond à une opération de titrisation *healthcare* en Italie, la notation BBB+ étant le reflet direct de la qualité de crédit de la collectivité locale.

#### **Répartition par note interne des expositions sur les titrisations Secteur Public Titres adossées à des créances aux particuliers bénéficiant de garanties d'Etats step 1**

**31/12/08**



**30/06/09**



REPARTITION PAR NOTE INTERNE DES EXPOSITIONS (\*) SUR LE SECTEUR PUBLIC INTERNATIONAL (SPI) (\*\*)

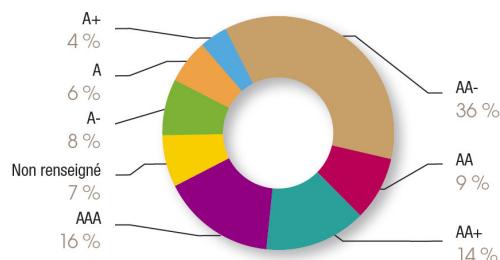
Les graphiques font ressortir la concentration du portefeuille dans les catégories supérieures de notations.

Les « Non renseignés» (7 %) correspondent à quelques contreparties qui n'ont pas fait l'objet de notation interne à ce jour. Sur une échelle de notation interne, les sous-jacents correspondants sont appréciés en catégorie A ou mieux.

Par rapport à fin 2008, la diminution du pourcentage de AAA de 16 % à environ 3 % reflète la dégradation généralisée des notes des rehausseurs, ces titres étant aujourd'hui retenus sur leur notation intrinsèque (en catégorie AA voire A). Sur le segment SPI, le seul actif en catégorie spéculative détenu par la Compagnie de Financement Foncier porte sur un titre de 15 millions d'euros représentant un recours indirect sur l'état souverain islandais lié au secteur de l'énergie et de la production d'électricité, nullement lié à la sphère bancaire ou financière du pays.

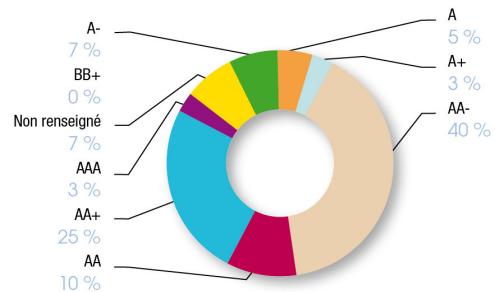
**Répartition par note interne des expositions (\*) sur le Secteur Public International (\*\*)**

**31/12/08**



7 289 M€

**30/06/09**



8 052 M€

(\*) Engagements "bilanciers" (hors engagements par signature et garanties financières données) de l'exposition globale au risque de crédit, contribution sur base sociale en brut (sains + douteux) aux normes comptables françaises.

(\*\*) Prêts ou émissions obligataires de Collectivités Locales ; périmètre déterminé par les segments "bâlois"

#### REPARTITION PAR NOTE INTERNE DES EXPOSITIONS SUR LES SOUVERAINS

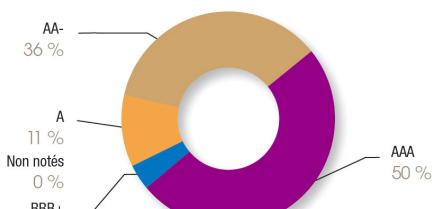
Le portefeuille Souverains est dans la catégorie supérieure de la notation, avec un poids très significatif des notes Bâle II step 1 (AA- ou mieux) qui s'explique par des investissements portant sur des titres d'Etat émis par plusieurs des 15 états-souverains membres historiques de l'Union Européenne (EU 15) dont la France. Les expositions aux catégories A et BBB portent sur des titres d'Etat émis par des souverains membres de l'Union Européenne ayant rejoint l'Union plus récemment.

La part relative des AAA passe de 50 % fin 2008 à 12 % au 30 juin 2009 en raison :

- de la dégradation du rehausseur FSA qui garantit des titres souverains européens en portefeuille, les notes correspondantes ayant été déclassées de AAA à AA+
- du reclassement des encours de la Caisse des Dépôts et Consignations de la catégorie Souverains (683 millions d'euros en 2008) vers la catégorie Banques (645 millions d'euros à fin juin 2009).

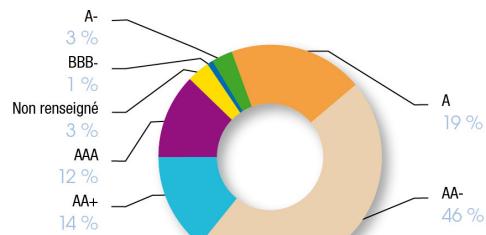
#### **Répartition par note interne des expositions sur les Souverains**

**31/12/08**



4 807 M€

**30/06/09**



3 764 M€

(\*) Engagements "bilanciers" (hors engagements par signature et garanties financières données) de l'exposition globale au risque de crédit, contribution sur base sociale en brut (sains + douteux) aux normes comptables françaises.

#### **4.2.3.2 - Charge du risque**

La charge du risque de la Compagnie de Financement Foncier s'élève à 3,18 millions d'euros. Elle est la somme des deux éléments suivants :

- un coût du risque de 2,03 millions d'euros,
- une charge comptabilisée en PNB de 1,15 million d'euros qui concerne les provisions et pertes relatives aux intérêts des créances douteuses, y compris les provisions réglementaires qui conduisent à provisionner 100 % des intérêts des créances douteuses.

La charge du risque se compose des deux éléments suivants :

- une charge du risque individuelle de 2,87 millions d'euros qui comprend :
  - des dotations aux provisions nettes des reprises et pertes couvertes pour un montant de 2,29 millions d'euros (constituées principalement de dotations et reprises sur des crédits des particuliers),
  - des pertes non couvertes en capital nettes des récupérations sur créances amorties pour 0,58 million d'euros.
- une dotation sur les provisions collectives nette de 0,31 million d'euros, principalement liée aux dotations des provisions Neiertz (0,42 million d'euros).

### **4.3 - Diversification des risques et risques de concentration**

Pour la Titrisation qui représente une part importante du portefeuille des grandes contreparties, plus de 80 % des risques sont concentrés sur les 50 premières expositions. Cette concentration s'explique par la stratégie de la Compagnie de Financement Foncier d'acquérir des opérations de taille significative sur le marché primaire, après une analyse approfondie. Sur le plan du risque de crédit, cette concentration n'est qu'apparente, puisque les créances sous-jacentes sont majoritairement du crédit habitat aux particuliers et bénéficient donc d'une forte granularité.

Les secteurs SPT-Habitat Social et grandes entreprises présentent une concentration beaucoup moins élevée, ce qui contribue à la politique de diversification des risques.

Les expositions en direct sur les souverains sont relativement concentrées (moins de 10 contreparties) puisqu'elles ne portent que sur quelques états européens.

Le portefeuille SPI est en revanche plus diversifié (le top 20 représentant 77 % des expositions). La concentration des risques au sein de ce portefeuille devrait continuer à baisser étant donné la politique de développement et de diversification sur ce secteur. Les expositions portent sur des collectivités locales européennes, japonaises ou d'Amérique du nord.

**Synthèse de concentration sur les grandes contreparties pour la Compagnie de Financement Foncier au  
30/06/09**

<i>en millions d'euros</i>	<b>TOP 10</b>	<b>TOP 20</b>	<b>TOP 50</b>	<b>TOP 100</b>	<b>TOTAL</b>
Financement spécialisé	n.s .				
Grandes entreprises	n.s .				
Souverain	3 764 [100 %]	3 764 [100 %]	3 764 [100 %]	3 764 [100 %]	3 764
Titrisation externe	7 024 [34 %]	11 031 [53 %]	17 635 [84 %]	20 891 [100 %]	20 897
SPT et Habitat Social	4 271 [21 %]	5 959 [29 %]	8 891 [43 %]	11 705 [57 %]	20 535
SPI	4 434 [55 %]	6 168 [77 %]	8 005 [99 %]	8 052 [100 %]	8 052

(\*) Source : données de gestion. Engagements fin de période (y compris les engagements par signature et garanties financières données) en brut (sains + douteux).

(\*\*) Le regroupement "SPT et Habitat Social" est tel que défini pour le groupe Crédit Foncier, c'est-à-dire qu'il intègre l'Administration publique générale.

## **4.4 - Commentaires sur les engagements au 30 juin 2009**

### **4.4.1 - Marché des Particuliers**

La qualité globale du portefeuille de prêts aux particuliers a été maintenue, notamment pour la partie des créances hypothécaires étrangères acquises sous forme de titrisations.

#### ***Prêts en direct***

##### ***Encours de prêts hypothécaires en direct sur la France***

L'encours des prêts en direct du secteur des particuliers en France est en progression de 4,9 % par rapport au 31/12/2008. Le taux de douteux du total hypothécaire s'établit à 2,1 % au premier semestre contre un taux à 1,8 % à fin 2008 ; le taux de douteux hors aidé est limité à 1,9 % (*cf. le tableau de couverture des risques en partie 4.2.1*). Cette légère dégradation affecte principalement les prêts à taux révisables..

La quasi-totalité des prêts (99 %) bénéficient de garanties éligibles Bâle II (hypothèques et garanties complémentaires diverses (voir partie 5.3 – effet technique de réduction du risque de crédit). L'évaluation du risque réalisée en méthode avancée Bâle II confirme la qualité du portefeuille du Crédit Foncier.

Une partie des prêts à taux révisable ayant bénéficié des mesures dites PTR proposées de façon unilatérale par le Crédit Foncier à ses clients via des avenants avait été cédé, avant le 1er janvier 2008, à la Compagnie de Financement Foncier par le Crédit Foncier qui en reste le gestionnaire. Il est rappelé que la convention d'immunisation signée en 2008 entre le Crédit Foncier et la Compagnie de Financement Foncier prévoit que l'ensemble des impacts financiers concernant les effets des mesures prises par le Crédit Foncier sera intégralement supporté par lui. Pour tout complément, se reporter au document de référence 2008 de la Compagnie de Financement Foncier ainsi qu'à l'actualisation au 30 juin 2009 du document de référence du Crédit Foncier 2008.

##### ***Acquisition en 2009 des prêts aux Particuliers par la Compagnie de Financement Foncier***

Au premier semestre 2009, la Compagnie de Financement Foncier a poursuivi ses acquisitions de prêts hypothécaires du Crédit Foncier pour un montant total de 1 701 millions d'euros, comprenant 1 066 millions d'euros de prêts à l'Accession, 204 millions d'euros de prêts au secteur Locatif et 431 millions d'euros de prêts PAS et PTZ pour lesquels les mécanismes d'accession sociale à la propriété mis en oeuvre depuis 2008 (doublement du PTZ, PASS Foncier, PTZ locaux et aide des collectivités locales) ont dopé la demande sur ce secteur tout en sécurisant les opérations.

##### ***Sinistralité du secteur Particuliers France***

Dans la mesure où la Compagnie de Financement Foncier procède à ses acquisitions après un score d'achat qui prend en compte le score d'octroi du Crédit Foncier, elle ne sélectionne que les meilleures créances et son taux de sinistralité (montant impayé supérieur à 6 mois) est par construction nettement inférieur à celui du Crédit Foncier.

#### ***Billets hypothécaires***

Les encours de billets hypothécaires sont restés stables à 9,0 milliards d'euros. Ils sont garantis par un portefeuille de prêts hypothécaires accordés par le Crédit Foncier à des particuliers pour financer un logement.

#### ***Créances hypothécaires titrisées en France***

Ce portefeuille s'élève à 1 519 millions d'euros au 30 juin 2009. Le profil risque est semblable à celui du reste du portefeuille des Particuliers.

### ***Titrisation – Acquisition de créances hypothécaires en Europe***

Les activités de titrisation / acquisition de créances hypothécaires font l'objet d'une partie spécifique dans ce rapport (*cf.* partie 6).

#### **4.4.2 - Commentaires sur les opérateurs publics domestiques et internationaux**

##### ***Secteur public territorial***

Au 1er semestre 2009, l'encours sur le secteur public territorial a diminué : les nouveaux engagements ont été volontairement très limités tandis que l'encours existant a continué à s'amortir.

Dans un contexte global marqué par le resserrement des contraintes budgétaires pesant sur les collectivités locales, le profil de risques de l'encours SPT de la Compagnie de Financement Foncier est demeuré très solide au premier semestre 2009 avec une sinistralité très faible et stable.

##### ***Habitat social***

Au cours de la même période, l'encours Habitat Social est demeuré stable à 3 485 millions d'euros contre 3 495 millions d'euros au 31/12/2008. Aucune entrée nouvelle en douteux n'a été enregistrée au premier semestre sur ce secteur dont la solidité du profil risque est confirmée, avec un taux de défaut stable à 0,4 %.

##### ***Secteur public international – SPI***

La production du premier semestre 2009 s'est concentrée sur des contreparties notées en catégorie Step 1 (AA- à AAA) situées en Suisse, en Espagne et en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada).

##### ***Souverains***

La production du premier semestre sur le secteur des souverains est restée limitée en montant et n'a concerné que des états membres de l'Union Européenne. Certains titres d'Etat en portefeuille bénéficiant de la garantie de FSA ont vu leur note passer de AAA à AA+ suite à la dégradation du rehausseur (*cf.* la partie 4.2.3 Qualité du portefeuille).

## 5 - TECHNIQUES DE REDUCTION DE RISQUES

### 5.1 à 5.2 – Modes d'évaluation et méthodes de réexamen périodique de la valeur des immeubles, fournisseurs de protection

Pour plus de détails relatifs à ces sections, se reporter au document de référence 2008.

### 5.3 – Effet technique de réduction du risque de crédit

Dans le cadre de la production du COREP au 30 juin 2009, la prise en compte des atténuateurs du risque de crédit (à savoir les collatéraux reçus, les garanties ou sûretés personnelles et les produits dérivés de protection du risque de crédit) permet de réduire l'exposition de la Compagnie de Financement Foncier au risque de crédit de 28 766 millions d'euros. Ce montant se décompose ainsi :

- 21 165 millions d'euros de créances garanties par des sûretés personnelles éligibles au dispositif de réduction des exigences en capital réglementaire qui complètent le plus souvent des garanties de type hypothécaire ou équivalent.
- 7 601 millions d'euros de créances couvertes par des hypothèques ou équivalent (Privilège de Prêteur de Deniers).

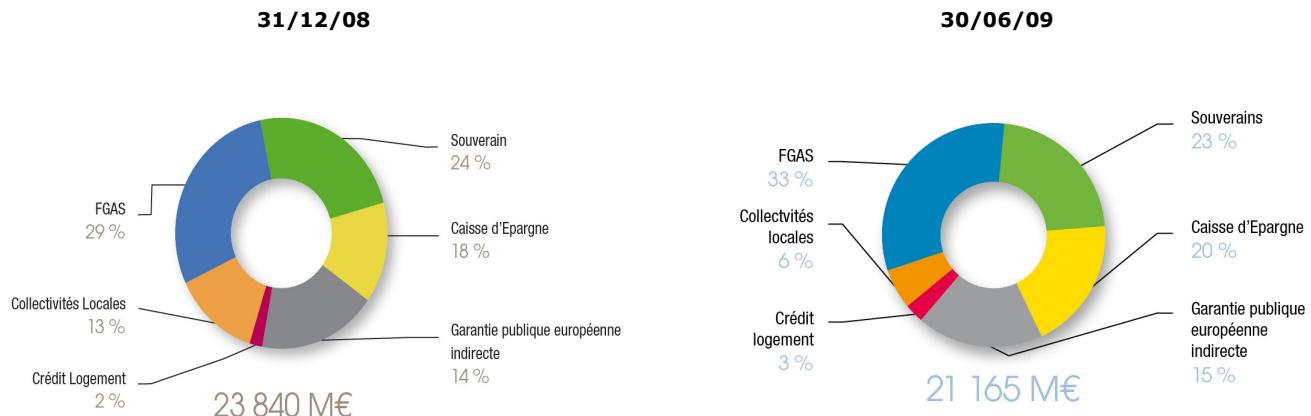
Le tableau suivant reprend en synthèse la répartition des créances bénéficiant de sûretés personnelles par type Bâlois (hors hypothèques).

En millions d'euros	FOURNISSEURS DE PROTECTION DE CREDIT (hors hypothèques)			
	Administrations centrales ou banques centrales	Etablissements (*)	Autres fournisseurs de protection	Total
Au 30/06/09				
<b>Classes bâloises</b>				
<b>Administrations centrales et banques centrales</b>	54			<b>54</b>
<b>Etablissements</b>	1 534	6 475		<b>8 009</b>
<b>Entreprises</b>	234	1 299		<b>1 533</b>
<b>Clientèle de détail</b>	7 858	625	3 087	<b>11 570</b>
<b>Actions</b>				
<b>Positions de titrisation</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>9 679</b>	<b>8 399</b>	<b>3 087</b>	<b>21 165</b>

Source Corep 30-06-2009 - données bilan et hors-bilan

(\*) Etablissements de crédit et Secteur Public Territorial

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition en pourcentage des garanties par fournisseur de caution :



Source Corep – 31/12/08 et 30/06/09 (Bilan et hors-bilan)

Le tableau suivant présente la répartition des différentes couvertures associées au portefeuille des Particuliers dans le cadre du reporting COREP (30/06/09 vs 31/12/08).

Les encours de prêts en direct aux Particuliers de la Compagnie de Financement Foncier (18 306 millions d'euros au 30 juin 2009) sont couverts en totalité par des hypothèques ou des sûretés personnelles permettant d'atténuer le risque de crédit.

Dans le cadre du dispositif Bâle II, 99 % des encours de créances France sont couverts :

- soit par des sûretés personnelles éligibles au dispositif Bâle II de réduction des exigences en capital réglementaire (organismes de caution mutuelle, garanties bancaires ....) qui complètent le plus souvent des garanties de type hypothécaire ou équivalent.
- soit par des hypothèques de premier rang ou équivalent (Privilège de Prêteur de Deniers), retenues à hauteur de 80 % de la garantie plafonnée à la créance pour l'application de la pondération Bâle II à 35 % pour le calcul de l'exigence en fonds propres.

Les travaux de fiabilisation des données sources permettront à l'avenir, de refléter la couverture complète réelle (100 %) de ces expositions.

Dispositifs		En millions d'euros	Particuliers	
		En millions d'euros	30/06/09	31/12/08
Dispositifs règlementés	FGAS (100 % - Garantie Etat) Secteur Aidé (Garantie de l'Etat)	6 925 848	6 785 1 211	
Sociétés de cautions mutuelles	CREDIT LOGEMENT (*) CRESERFI (**)	539 28	583 29	
Organismes financiers internationaux	Garantie publique européenne indirecte (***)	3 173	3 320	
<b>A – Crédances garanties par des SÛRETES PERSONNELLES en complément de la couverture d'hypothèques ou équivalent</b>		<b>11 513</b>	<b>11 928</b>	
<b>B – Crédances couvertes par des HYPOTHEQUES de 1<sup>er</sup> rang ou équivalent (PPD)</b>		<b>6 543</b>	<b>5 077</b>	
<b>(A + B) SÛRETES + HYPOTHEQUES 1<sup>er</sup> rang</b>		<b>18 056</b>	<b>17 005</b>	
<b>C – ENCOURS CREANCES HYPOTHECAIRES FRANCE</b>		<b>18 306</b>	<b>17 441</b>	
<b>Pourcentage de garanties (éligibles Bâle II) rapporté au total des encours [ C / (A+B) ]</b>		<b>99 %</b>	<b>98 %</b>	

Source COREP – arrêtés 31/12/08 & 30/06/09

(\*) Crédit logement : établissement noté Aa2/AA selon Moody's et AA selon Standard & Poors.

(\*\*) CRESERFI: organisme de caution mutuelle des fonctionnaires.

(\*\*\*) PROVIDE et PROVIDE 2 (garantie indirecte de KFW) et GMAC

#### 5.4 - Compensation des éléments de bilan et hors-bilan

Pour plus de détails relatifs à cette section, se reporter au document de référence 2008.

## 6 - TITRISATIONS

Ce chapitre ne reprend pas les titrisations internes (créances hypothécaires titrisées en France, soit 1 519 millions d'euros au 30 juin 2009).

### 6.1 – Objectifs poursuivis, activité et degré d'implication

Pour plus de détails relatifs à cette section, se reporter au document de référence 2008.

### 6.2 – Expositions de la Compagnie de Financement Foncier sur les opérations de titrisation

#### 6.2.1- Expositions de titrisations détenues par la Compagnie de Financement Foncier

En matière d'acquisition de parts de titrisations externes au Groupe Crédit Foncier, la Compagnie de Financement Foncier détient à fin juin 2009 un portefeuille de titres seniors pour un montant de 20 897 millions d'euros.

Expositions de la Compagnie de Financement Foncier sur des positions de titrisations « classiques » au 30/06/09 (en millions d'euros)				
Typologie	garanties sur le sous-jacent	Total	risque final	Total
MIX	Hypothèques de 1er rang sur actifs logements mixtes (particuliers/commerciaux)	436	Particuliers	13 395
RMBS	Hypothèques de 1er rang sur actifs particuliers	12 959		
	Hypothèques de 1er rang sur actifs particuliers + garantie Etat néerlandais	4 050	Secteur Public	7 502
Secteur Public	Souverains	13		
	Collectivités locales	463		
Student Loans FFELP	FFELP (garantie Etat Fédéral Américain)	2 976		
<b>Total</b>		<b>20 897</b>		

Aucun arriéré ou perte n'a été constaté au 1er semestre 2009 sur le portefeuille de titrisations de la Compagnie de Financement Foncier.

#### 6.2.2 - Positions de titrisation conservées ou acquises

Les positions de titrisation répondant aux critères fixés par le Financial Stability Forum sont détaillées dans le cadre de la rubrique 7 du présent rapport (reporting G7).

Les encours sont analysés ci-après en termes de nature d'actifs titrisés, de répartition par notation, de répartition géographique et de qualité (répartition par pondération).

### **Répartition par notation**

Les positions de titrisations acquises par la Compagnie de Financement Foncier sont ventilées dans le tableau ci-après par catégorie d'exposition et par notation.

La part relative des titrisations notées AAA passe de 98 % à fin 2008 à 83,5 % à fin juin 2009, les 14,5 % d'écart étant aujourd'hui publiquement noté en catégorie AA, suite notamment à la révision des notes Moody's sur deux opérations RMBS en Allemagne et à l'abaissement de notation sur quelques opérations espagnoles, notamment celles qui faisaient l'objet du suivi rapproché mis en œuvre par le groupe Crédit Foncier depuis mi-2008. Les positions sur l'Espagne sont des tranches senior de titrisations RMBS notées AAA à 56,7 % (3 948 millions d'euros), AA+ à 27,7 % (1 931 millions d'euros) et à 15,5 % (1 082 millions d'euros) sur la catégorie AA.

98 % du portefeuille reste toutefois noté publiquement en catégorie Bâle II Step 1 (AA- ou mieux) et, à ce titre, soumis à une pondération Bâle II inchangée.

La position AA- est une opération de nature secteur public représentant un recours final sur l'état souverain italien (de ce fait la notation est alignée sur celle du souverain) ; la position BBB+ correspond à une opération de titrisation healthcare en Italie, la notation BBB+ étant le reflet direct de la qualité de crédit de la collectivité locale.

		Positions de titrisations conservées ou acquises					
En millions €		Ventilation par notation					
Catégorie FCC	Typo FCC	AAA	AA+	AA	AA-	BBB+	Total
Hypothécaire résidentiel	MIX	436					436
	RMBS	9 946	1 931	1 082			12 959
<b>Total Hypothécaire résidentiel</b>		<b>10 382</b>	<b>1 931</b>	<b>1 082</b>			<b>13 395</b>
Secteur Public	Healthcare	50				413	463
	RMBS NHG	4 050					4 050
	Souverain				13		13
	Student Loans FFELP	2 976					2 976
<b>Total Secteur Public</b>		<b>7 076</b>		<b>13</b>	<b>413</b>		<b>7 502</b>
<b>Total</b>		<b>17 458</b>	<b>1 931</b>	<b>1 082</b>	<b>13</b>	<b>413</b>	<b>20 897</b>

MIX: Titrisations de créances hypothécaires logement (particuliers / professionnels, à plus de 80 % particuliers)

RMBS: Titrisations de créances hypothécaires résidentielles

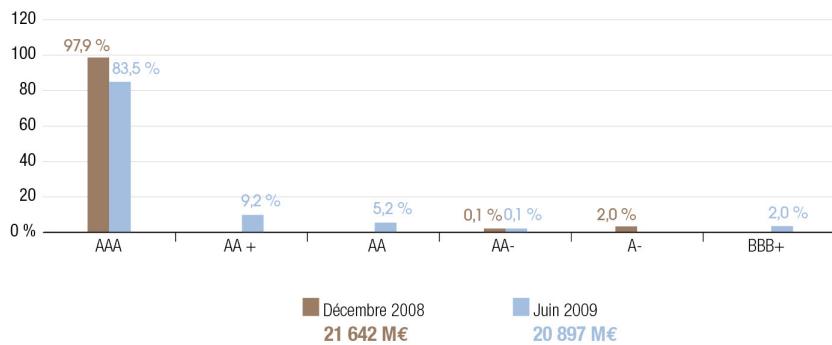
RMBS NHG: Titrisations de créances hypothécaires résidentielles bénéficiant de la garantie NHG aux Pays-Bas

Souverain: Titrisations de créances bénéficiant de la garantie explicite du souverain italien

Healthcare: Titrisations de créances de santé, le risque final portant sur des régions italiennes

Student Loans FFELP: Titrisations de prêts étudiants américains bénéficiant de la garantie de l'Etat Fédéral à hauteur d'au moins 97 % du capital

### **Titrizations par note interne**



### **Opérations rehaussées du portefeuille Titrizations**

Seules deux opérations de titrisation totalisant 463 millions d'euros ont fait l'objet de rehaussement auprès d'une société monoline sous forme de garanties financières : à fin juin 2009 un titre (pour 50 millions d'euros) est encore rehaussé au niveau AA+, l'autre titre historiquement rehaussé (413 millions d'euros) est aujourd'hui noté BBB+ sur la base uniquement de sa qualité de crédit intrinsèque.

### **Portefeuille de Titrizations – ventilation par pays et classe d'actif**

Le portefeuille de Titrizations est majoritairement exposé en Europe (RMBS aux Pays-Bas, en Italie ou en Espagne) mais également aux Etats-Unis (Student loans FFELP)

### **Stress scenario sur le portefeuille de RMBS**

Toutes les positions RMBS détenues par la Compagnie de Financement Foncier en Europe restent notées en catégorie step one ( $\geq$ AA-) et résistent particulièrement bien à la modélisation de scénarios de stress tests combinant forte aggravation des taux de défaut, chute brutale des prix de l'immobilier et diminution drastique des taux de remboursement anticipé.

Seuls les scénarios les plus fortement pénalisants sont susceptibles de générer des déficits de cash flow ultimes sur les positions RMBS en portefeuille. Ceux-ci supposent la conjonction d'évènements d'une magnitude telle qu'elle paraît hautement improbable : explosion des taux de défaut sur les différents marchés européens dès 2009 culminant à 6 % par an soit plus de 20 % en cumulé sur la durée de vie de ces opérations, chute brutale [entre 50 % et 60 % selon les pays (45 % sur l'Allemagne)] et durable des prix de l'immobilier par rapport aux derniers indices publiés et diminution drastique des taux de remboursements anticipés (division par 2).

Dans l'hypothèse d'un tel scenario "catastrophe", un déficit de cash flow ultime pourrait être constaté à l'échéance des opérations, représentant moins de 2,40 % du capital restant dû des opérations stressées. Ce déficit de cash flow se produisant à un horizon lointain, il ne représente plus que 0,90 % actualisé à aujourd'hui. Il faut noter que le rendement après ce scénario catastrophe resterait encore supérieur à l'Euribor et au coût des ressources qui le refinancent.

30/06/09		Portefeuille de titrisation						
En millions d'euros		Ventilation par pays et classe d'actif						
Catégorie FCC	Type FCC	ALLEMA -GNE	ETATS- ESPAIGNE	UNIS	GRECE	PAYS- BAS	PORTU- GAL	Total
Hypothécaire résidentiel	MIX RMBS				436			436
		304	6 961	11	3 561	992	1 129	12 959
<b>Total Hypothécaire résidentiel</b>		<b>304</b>	<b>6 961</b>	<b>11</b>	<b>3 997</b>	<b>992</b>	<b>1 129</b>	<b>13 395</b>
Secteur Public	Healthcare				463			463
	RMBS NHG					4 050		4 050
	Souverain				13			13
	Student Loans FFELP			2 976				2 976
<b>Total Secteur Public</b>			<b>2 976</b>		<b>477</b>	<b>4 050</b>		<b>7 503</b>
<b>Total</b>		<b>304</b>	<b>6 961</b>	<b>2 976</b>	<b>11</b>	<b>4 474</b>	<b>5 042</b>	<b>1 129</b>
								<b>20 897</b>

#### **Répartition par pondération**

La très forte proportion de titres notés AAA ou AA dans le portefeuille de Titrifications, permet d'afficher 98 % de ce dernier en catégorie de pondération à 20 % (en approche standard).

	Répartition par pondération des positions de titrisation conservées ou acquises			
	30/06/09		31/12/08	
Pondération Bâle II en approche Standard	Encours	% du portefeuille	Encours	% du portefeuille
20 %	20 484	98 %	21 211	98 %
50 %			432	2 %
100 %	413	2 %		
<b>Total</b>	<b>20 897</b>	<b>100 %</b>	<b>21 643</b>	<b>100 %</b>

## 7 - REPORTING G7

Au 30/06/09 et conformément aux recommandations du Forum de Stabilité Financière (FSF), la Compagnie de Financement Foncier n'a aucune exposition sur les classes d'actifs suivantes :

- CDO et expositions « monolines » et autres garants,
- expositions CMBS (Commercial mortgage-backed securities),
- autres expositions subprime et Alt-A (RMBS, prêts, etc ...),
- véhicules ad hoc,
- opérations de dette à effet de levier ou LBO.

En ce qui concerne les actifs bénéficiant de garanties par monolines, leur valeur comptable figure dans le tableau ci-après.

Ces actifs ne correspondent pas à des expositions directes sur des monolines mais aux rehaussements acquis auprès de ces derniers sur des actifs en portefeuille. La Compagnie de Financement Foncier bénéficie donc dans tous les cas d'un recours premier sur une contrepartie autre que la société monoline. L'ensemble de ces rehaussements porte sur des actifs sous-jacents (prêts ou titres) de nature secteur public : accordés soit directement à un état souverain, soit à une collectivité locale (éventuellement dans le cadre d'une opération de titrisation dans le secteur de la santé comme évoqué dans la section 6.3.2) ou un établissement public. La répartition globale du portefeuille rehaussé par note des sous-jacents est disponible ci-dessous au 30 juin 2009.

en millions d'euros		Notation intrinsèque Bâle II (avant rehaussement)					Total	%
Rehausseur	Note du rehausseur	AA+ à AA-	A+ à A- BBB+ à BBB-	Non Dispo				
AMBAC	BB-	11	220	413			645	13 %
CIFG	CC	1 000	1 240	104	82		2 426	48 %
FGIC	Non Dispo				99		99	2 %
FSA	AA+	651	952		50		1 653	33 %
MBIA	BBB+ (1)	68			167		235	4 %
	<b>Total</b>	<b>1 729</b>	<b>2 413</b>	<b>517</b>	<b>398</b>		<b>5 057</b>	<b>100 %</b>
	%	34 %	48 %	10 %	8 %		100 %	

(1) Rating de National Public Finance Guarantee Corporation la nouvelle entité de MBIA garantissant les Collectivités locales Nord Américaines (Munis US) - anciennement MBIA Insurance Corporation of Illinois.

Ces engagements de rehaussement prennent dans tous les cas la forme de garanties financières (et non de CDS) et constituent une sûreté annexe à l'actif rehaussé. Ces garanties ne sont pas valorisées et ne sont pas comptabilisées au bilan de la Compagnie de Financement Foncier (seule la prime de rehaussement est comptabilisée comme une charge quand le rehaussement est conclu en-dehors du titre ou du prêt).

La note du rehausseur correspond à la moins bonne des deux meilleures notes agences parmi S&P, Moody's et Fitch à la date du 30 Juin 2009. La notation intrinsèque de l'actif sous-jacent correspond à sa note Bâle II avant rehaussement à la même date.

Les titres rehaussés présentent une bonne qualité intrinsèque : hors rehaussement, 34 % de ce portefeuille est noté step 1 ( $\geq AA-$ ) et 82 % est noté step 2 ( $\geq A-$ ).

Les expositions en catégorie BBB correspondent à deux engagements distincts : 104 millions d'euros sur le souverain hongrois et 413 millions d'euros sur une région italienne.

Les expositions recensées comme non notées intrinsèquement (8 % de "Non Disponible") correspondent principalement à des engagements directs sur des entités du secteur public à l'international et en France à hauteur de 348 millions d'euros. Ceux-ci n'ont pas fait l'objet de notation publique mais d'une estimation interne de qualité de crédit qui les place en catégorie Investissement (Investment Grade soit  $\geq BBB-$ ). Il convient d'y ajouter 50 millions d'euros d'expositions sur des ABS titrisés du secteur public international dans le domaine de la santé (le risque final portant sur une région italienne publiquement notée en catégorie A).

## **8 - LES RISQUES DE MARCHE ET DE GESTION DE BILAN**

Pour plus de détails relatifs à cette section et notamment l'organisation et le suivi des risques ALM, se reporter au document de référence 2008.

### **8.1 - Suivi du risque de liquidité**

#### **Organisation du refinancement de la Compagnie de Financement Foncier**

L'essentiel des ressources de la Compagnie de Financement Foncier provient de ses émissions à moyen et long terme d'obligations foncières.

Ses ressources additionnelles sont constituées d'un portefeuille significatif de titres et prêts (de l'ordre de 32 milliards d'euros), mobilisables auprès de la BCE ou du marché bancaire : au cours du second trimestre 2009, la Compagnie de Financement Foncier a ainsi pu mobiliser des actifs pour un montant de prêts accordés par la BCE de 7,5 milliards d'euros.

#### **Suivi du risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque pour la Compagnie de Financement Foncier de ne pouvoir faire face à ses échéances de trésorerie.

Les règles de gestion de bilan de la Compagnie de Financement Foncier lui assurent une exposition au risque de liquidité très limitée. Elle s'est notamment engagée à maintenir une trésorerie à court terme suffisante pour faire face aux échéances contractuelles de sa dette privilégiée pendant une durée d'un an.

Par ailleurs, une partie de ses actifs, les valeurs de remplacement, est constituée de placements sûrs et liquides, comme l'impose la loi sur les sociétés de crédit foncier, et est soit à très court terme, soit facilement négociable ou éligible au repo BCE.

De plus, une grande partie de son portefeuille d'investissement est négociable ou éligible à la mobilisation BCE. Au 30 juin 2009, la Compagnie de Financement Foncier détient pour 8,8 milliards d'euros de valeurs de remplacement, soit 9,2 % du bilan et dispose de 32 milliards d'euros de titres et prêts pouvant répondre aux critères d'éligibilité au refinancement des banques centrales.

Les besoins de liquidité sont analysés selon la double approche statique et dynamique. Ils sont encadrés par un dispositif de limites internes, faisant l'objet d'une validation annuelle par le Comité de gestion de bilan de la Compagnie de Financement Foncier.

En vision statique, il s'agit de s'assurer que la gestion de moyen terme n'a pas pour effet une concentration trop forte des besoins de liquidité sur certaines périodes. Le principal indicateur utilisé est le gap de liquidité statique, avec prise en compte des capacités de mobilisation de la Compagnie de Financement Foncier évaluées également à horizon de 20 ans. L'ALM produit également un état justifiant les principales évolutions de l'impasse de liquidité statique d'un trimestre sur l'autre.

#### **Respect des limites**

Au plan réglementaire, le coefficient de liquidité réglementaire<sup>2</sup> moyen sur le premier semestre 2009 de la Compagnie de Financement Foncier s'élevait à 851 %.

La Compagnie de Financement Foncier détermine également les durations de l'actif et du passif pour s'assurer de leur bon adossement en maturité et s'est engagée à respecter un écart maximum de 2 ans. Au 30 juin 2009, cette règle est respectée avec une duration de l'actif de 6,6 ans et une duration du passif de 6,2 ans.

### **8.2 à 8.3 - Suivi du risque de taux d'intérêt global, suivi du risque de change**

Pour plus de détails relatifs à ces sections, se reporter au document de référence 2008.

## **9 - LES RISQUES OPERATIONNELS**

La gestion des risques opérationnels pour la Compagnie de Financement Foncier est confiée au Crédit Foncier dans le cadre des conventions de prestations établies entre les deux établissements.

Au 30/06/09, le dispositif global de surveillance et de maîtrise des risques opérationnels est composé de 298 personnes.

Pour la Compagnie de Financement Foncier, 10 incidents ont été déclarés sur le premier semestre 2009 pour un montant risque cumulé estimé de 29 930 euros.

Enfin, dans le cadre du calcul des exigences de fonds propres, le groupe Crédit Foncier applique, à ce jour, la méthode standard Bâle II. Au 30/06/2009 l'exigence en fonds propres à allouer en consolidé (donc en intégrant la Compagnie de Financement Foncier) au titre de la couverture du risque opérationnel est de 131 millions d'euros.

Pour tout complément relatif à cette partie, se reporter au document de référence 2008.

## **10 - AUTRES RISQUES**

Pour plus de détails relatifs à cette section, se reporter au document de référence 2008, notamment pour les parties 10.3 à 10. 5 - Risque de règlement, risque de non-conformité et autres risques.

### **10-1 Risque juridique**

Les caractéristiques de l'activité et des règles de gestion propres à la Compagnie de Financement Foncier ne l'exposent pas à des risques juridiques majeurs.

---

<sup>2</sup> Etat 4005 BAFI

## **10-2 Risque informatique**

L'informatique de la Compagnie de Financement Foncier utilise, pour une large part, les moyens humains et techniques mis à disposition par le Crédit Foncier dans le cadre des conventions signées avec ce dernier. En conséquence la Compagnie de Financement Foncier bénéficie pleinement des évolutions de l'informatique du Crédit Foncier ainsi que de tous les dispositifs de maîtrise des risques informatiques afférents (plan de secours, plan de continuité, politique sécurité, etc).

## **4. Eléments juridiques**

Les informations ci-dessous présentent les modifications significatives intervenues sur les éléments juridiques au cours du 1er semestre 2009. Les autres éléments juridiques du document de référence au 31 décembre 2008 (D.09-0176) restent en vigueur.

### **4.1 Organes d'administration**

Composition du Conseil d'administration au 30 juin 2009 et adresses professionnelles de ses membres.

#### **- M. THIERRY DUFOUR**

Administrateur depuis le 18 décembre 1998

Président du 18 décembre 1998 au 25 juin 1999

Directeur général du 25 juin 1999 au 16 mai 2001

Directeur général délégué du 16 mai 2001 (suite à la promulgation de la loi NRE) au 17 mai 2002

Directeur général depuis le 17 mai 2002 (suite à dissociation de la présidence et de la direction générale)

Démission du mandat de Directeur général le 4 septembre 2006

Président du conseil d'administration depuis le 31 juillet 2007

Président – Directeur général depuis le 14 décembre 2007

CREDIT FONCIER DE FRANCE - 4, quai de Bercy - 94220 Charenton-le-Pont

#### **- MME SANDRINE GUERIN**

Directeur général délégué (non administrateur) depuis le 15 octobre 2001

Administrateur depuis le 25 mars 2002

Directeur général délégué depuis le 17 mai 2002 (suite à dissociation de la présidence et de la direction générale)

CREDIT FONCIER DE FRANCE - 4, quai de Bercy - 94220 Charenton-le-Pont

#### **- M. PIERRE NUYTS**

Administrateur depuis le 16 juin 2008, en remplacement de Monsieur Pierre-Eric Fuzier, démissionnaire

CNCE – 50, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

#### **- M. DIDIER PATAULT**

Administrateur depuis le 26 septembre 2008

Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire

4 place Graslin – 44000 Nantes

#### **- M. DJAMEL SEOUDI**

Administrateur depuis le 26 septembre 2008

CREDIT FONCIER DE FRANCE - 4, quai de Bercy - 94220 Charenton-le-Pont

#### **- M. ALAIN DENIZOT**

Administrateur depuis le 26 septembre 2008

Caisse d'Epargne Picardie

2 boulevard Jules Verne – 80000 Amiens

#### **- M. STEPHANE CAMINATI**

Administrateur depuis le 17 décembre 2008, en remplacement de Monsieur François Chauveau, démissionnaire

CNCE – 50, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

**- CREDIT FONCIER DE FRANCE**

Administrateur depuis le 25 juin 1999

Représenté par M. François Blancard,

4, quai de Bercy – 94220 Charenton-le-Pont

## **4.2 Renseignements concernant la société**

### **f) Objet social (article 2 des statuts)**

**Lors de l'Assemblée générale mixte du 18 mai 2009, l'article 2 a été modifié.**

#### **Article 2 - OBJET**

Ce paragraphe est modifié comme suit :

Nonobstant toutes dispositions ou stipulations contraires, la Société peut mobiliser, conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code monétaire et financier, l'ensemble des créances qu'elle détient, quelle que soit la nature, professionnelle ou non, de ces créances. La Société peut également procéder à des cessions temporaires de ses titres dans les conditions fixées aux articles L. 211-22 à L. 211-34 du Code monétaire et financier et recourir au nantissement d'un compte-titres défini à l'article L. 211-20 dudit code. Les créances ou titres ainsi mobilisés ou cédés ne sont pas comptabilisés au titre de l'article L. 515-20 de ce même code.

## **4.3 Renseignements concernant le capital**

### **g) Capital Social**

Au 30 juin 2009, le capital souscrit s'élève à 1 008 000 000 euros. Il est représenté par 63 000 000 d'actions entièrement libérées d'un montant nominal de 16 euros.

### **h) Répartition du capital et des droits de vote**

Principaux actionnaires au 30 juin 2009

Actionnaires	Nombre d'actions	Soit en %
Crédit Foncier de France	62 999 993	100,00
Administrateurs	7	
Total	63 000 000	100,00

### **d) Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des cinq dernières années**

Ce paragraphe est modifié par ajout des éléments suivants :

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 30 juin 2009, a constaté que, par la suite du paiement du dividende en actions, le capital a été augmenté de 84 000 000 d'euros par création de 5 250 000 actions nouvelles de 16 euros de nominal chacune, intégralement souscrites par le Crédit Foncier.

## **4.4 Résolutions soumises à l'Assemblée Générale**

### **Assemblée générale mixte du 18 mai 2009**

L'intégralité des résolutions proposées a été approuvée.

## **4.5 Statuts**

**Lors de l'Assemblée générale mixte du 18 mai 2009, l'article 2 a été modifié.**

### **TITRE I**

#### **FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE de la SOCIETE**

##### **Article 2 – OBJET**

Ce paragraphe a été modifié comme suit :

Nonobstant toutes dispositions ou stipulations contraires, la Société peut mobiliser, conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code monétaire et financier, l'ensemble des créances qu'elle détient, quelle que soit la nature, professionnelle ou non, de ces créances. La Société peut également procéder à des cessions temporaires de ses titres dans les conditions fixées aux articles L. 211-22 à L. 211-34 du Code monétaire et financier et recourir au nantissement d'un compte-titres défini à l'article L. 211-20 dudit code. Les créances ou titres ainsi mobilisés ou cédés ne sont pas comptabilisés au titre de l'article L. 515-20 de ce même code.

Les autres points du chapitre « 5. Statuts » restent inchangés.

## **4.6 Annexe : focus sur le positionnement de la Compagnie de Financement Foncier au sein du groupe BPCE**

Pour plus de détails relatifs à cette section, se reporter à l'actualisation du document de référence 2008 du Crédit Foncier au 30 juin 2009.

## **5. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence contenant le rapport financier semestriel au 30 juin 2009**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et le rapport semestriel d'activité supra présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Signé à Charenton le Pont, le 28 août 2009

**Le Directeur Général Délégué de la Compagnie de Financement Foncier**  
**SANDRINE GUERIN**

## **6. Perspectives de la Compagnie de Financement Foncier**

### **Événement récent**

La société n'a enregistré aucun événement récent intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité.

### **Tendances**

Depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés, aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de la société.

Aucune tendance connue, incertitude ou demande ou aucun engagement ou événement n'est raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de la société.

### **Contrôle**

Il n'existe pas, à la connaissance de la société, d'accord dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

### **Changement significatif**

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de la Compagnie de Financement Foncier n'est survenu entre le 27 août 2009, date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration et la date de dépôt de ce document de référence.

#### **6.1.1.1.1 Informations complémentaires :**

- Il n'existe pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs, de chacun des membres du Conseil d'administration, à l'égard de la Compagnie de Financement Foncier, et ses intérêts privés et/ou autres devoirs.
- Au 30 juin 2009, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige (procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage) susceptible d'avoir ou d'avoir eu une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de la Compagnie de Financement Foncier.
- La Compagnie de Financement Foncier inscrit son action et le fonctionnement de ses organes sociaux dans le cadre des pratiques de gouvernement d'entreprise en vigueur en France.

## **7. Table de concordance AMF**

Seules les pages actualisées sont référencées

N/A : Informations non modifiées au 30/06/2009.

Rubriques du schéma de l'annexe IV du règlement CE n° 809/2004

	<b>Rubriques</b>	<b>Informations fournies dans la présente actualisation du document de référence de la Compagnie de Financement Foncier :</b>	<b>Informations fournies dans le document de référence de la Compagnie de Financement Foncier déposé auprès de l'AMF le 01/04/09 sous le numéro D.09-0176 en page :</b>
<b>1.</b>	<b>PERSONNES RESPONSABLES</b>		
1.1.	Personnes responsables des informations	N/A	FR 254
1.2.	Déclaration des personnes responsables	FR 91	FR 254
<b>2.</b>	<b>CONTROLEURS LÉGAUX DES COMPTES</b>		
2.1.	Identification des Contrôleurs légaux	N/A	FR 256
2.2.	Contrôleurs légaux durant la période couverte par les informations financières historiques	N/A	FR 256
<b>3.</b>	<b>INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES</b>		
3.1.	Informations financières	FR 4 à FR 6	FR 6 à FR 8
3.2.	Informations financières pour les périodes intermédiaires	N/A	N/A
<b>4.</b>	<b>FACTEURS DE RISQUE</b>	FR 12 à FR 17 FR 56 à FR 87	FR 40 à FR 47, FR 61 à FR 68, FR 154 à FR 215
<b>5.</b>	<b>INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR</b>		
5.1.	Histoire et évolution de la société		
5.1.1.	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	FR 89	FR 234, FR 246
5.1.2.	Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	N/A	FR 237
5.1.3.	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	N/A	FR 235, FR 246
5.1.4.	Siège social et forme juridique de l'émetteur	N/A	FR 234 à FR 237, FR 244
5.1.5.	Evénement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité.	FR 92	FR 255
5.2.	Investissements	N/A	N/A
<b>6.</b>	<b>APERÇU DES ACTIVITÉS</b>		
6.1.	Principales activités		
6.1.1.	Principales catégories de services fournis	FR 3 et FR 8 FR 89	FR 3 à FR 5, FR 27 à FR 36, FR 50 à FR 51,

			FR 234
6.1.2.	Nouveau produit vendu ou nouvelle activité	N/A	N/A
6.2.	Principaux marchés	FR 10 à FR 11	FR 36 à FR 39, FR 54 à FR 56
6.3.	Position concurrentielle	FR 5	FR 7, FR 37
<b>7.</b>	<b>ORGANIGRAMME</b>		
7.1.	Description du groupe d'appartenance et place de l'émetteur	FR 90	FR 257
7.2.	Lien de dépendance vis-à-vis d'autres entités du groupe	FR 90	FR 240 à FR 242
<b>8.</b>	<b>INFORMATION SUR LES TENDANCES</b>		
8.1.	Déclaration d'absence de détérioration significative affectant les perspectives depuis la date des derniers états financiers	FR 92	FR 255
8.2.	Événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	FR 92	FR 255
<b>9.</b>	<b>PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE</b>	N/A	N/A
<b>10.</b>	<b>ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE</b>		
10.1.	Nom, adresse et fonction des membres des organes d'administration et de direction et principales activités exercées en dehors de la société	FR 88 et FR 89	FR 71 à FR 80, FR 228 à FR 234
10.2.	Déclaration d'absence de conflits d'intérêts	FR 92	FR 255
<b>11.</b>	<b>ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION</b>		
11.1.	Informations sur le Comité de l'audit	N/A	FR 218 à FR 226
	Nom des membres et résumé du mandat	N/A	FR 218
11.2.	Gouvernement d'entreprise	N/A	FR 220 à FR 227
<b>12.</b>	<b>PRINCIPAUX ACTIONNAIRES</b>		
12.1.	Détention, contrôle	FR 89 et FR 90	FR 240 à FR 242, FR 257
12.2.	Accord connu pouvant entraîner un changement de contrôle	N/A	N/A
<b>13.</b>	<b>INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS</b>		
<b>13.1.</b>	<b><u>Informations financières historiques</u></b>		
	▪ Bilan	FR 21	FR 85 à FR 86
	▪ Hors Bilan	FR 22	FR 87
	▪ Compte de Résultat	FR 23	FR 88
	▪ Tableau des Flux de Trésorerie	FR 50 à FR 51	FR 144 à FR 145
	▪ Méthodes comptables et notes explicatives	FR 25 à FR 52	FR 89 à FR 143
	▪ Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	FR 53	FR 147 à FR 148
	▪ Informations financières historiques :	Document de référence 2008	Document de référence 2007 (*)
	○ Comptes sociaux	FR 21 à FR 52	FR 85 à FR 146 (*)
	○ Rapport des Contrôleurs légaux	N/A	FR 230 à FR 231 (*)
<b>13.2.</b>	<b><u>Etats financiers annuels consolidés</u></b>	N/A	N/A
<b>13.3.</b>	<b><u>Vérification des informations financières historiques annuelles</u></b>		
13.3.1.	Rapport des Contrôleurs légaux	N/A	FR 230 à FR 231
13.3.2.	Autres informations du document d'enregistrement vérifiées par les Contrôleurs légaux	N/A	FR 188 à FR 197,

			FR 217 à FR 229
13.3.3.	Informations financières du document d'enregistrement non tirées d'états financiers vérifiés	N/A	N/A
<b>13.4.</b>	<b><u>Date des dernières informations financières</u></b>		
13.4.1.	Dernier exercice pour lequel les informations financières ont été vérifiées	Document de référence 2008	Document de référence 2007
<b>13.5.</b>	<b><u>Informations financières intermédiaires et autres</u></b>		
13.5.1.	Informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date des derniers états financiers vérifiés	N/A	- Rapport semestriel (visa D.08-0233-A01)
13.5.2.	Informations financières intermédiaires depuis la fin du dernier exercice	N/A	- Rapport semestriel (visa D.08-0233-A01)
<b>13.6.</b>	<b><u>Procédures judiciaires et d'arbitrage</u></b>	FR 92	FR 255
<b>13.7.</b>	<b><u>Changement significatif de la situation financière ou commerciale</u></b>		
	▪ Déclaration	FR 92	FR 255
<b>14.</b>	<b>INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>		
<b>14.1.</b>	<b><u>Capital social</u></b>		
14.1.1.	Montant du capital souscrit	FR 89	FR 239 à FR 242, FR 246
<b>14.2.</b>	<b><u>Acte constitutif et statuts</u></b>		
14.2.1.	Registre et objet social	FR 89 et FR 90	FR 234 à FR 242, FR 242 à FR 253
<b>15.</b>	<b>CONTRATS IMPORTANTS</b>		
	▪ Conventions réglementées	N/A	FR 235, FR 242 à FR 244
<b>16</b>	<b>INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÉTS</b>		
16.1.	Rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert	N/A	FR 187 à FR 197
16.2.	Attestation	N/A	FR 187
<b>17.</b>	<b>DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC</b>		
	Lieu de consultation des documents pendant la durée de validité du document d'enregistrement	FR 96	FR 237, FR 261

(\*) En application de l'article 28 du règlement 809-2004 sur les prospectus, les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et le rapport des commissaires aux comptes y afférent, inclus dans le document de référence n° D.08-0233 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 avril 2008, sont incorporés par référence dans le document de référence 2008.

Les chapitres du document de référence n° D.08-0233 non visés ci-dessus sont soit, sans objet, soit, couverts à un autre endroit de la présente actualisation du document de référence.

«En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'AMF, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier.

<b>Information requise par le rapport financier annuel</b>	<b>Informations fournies dans la présente actualisation du document de référence de la Compagnie de Financement Foncier :</b>	<b>Informations fournies dans le document de référence de la Compagnie de Financement Foncier déposé auprès de l'AMF le 01/04/09 sous le numéro D.09-0176 en page :</b>
<b>Attestation du responsable du document</b>	FR 91	FR 254
<b>Rapport de gestion</b>	FR 8 à FR 20	FR 48 à FR 83
<b>Comptes annuels</b>	FR 21 à FR 52	FR 84 à FR 146
<b>Rapport des commissaires aux comptes</b>	FR 53	FR 147 à FR 148

## **CONTACTS**

### **Compagnie de Financement Foncier**

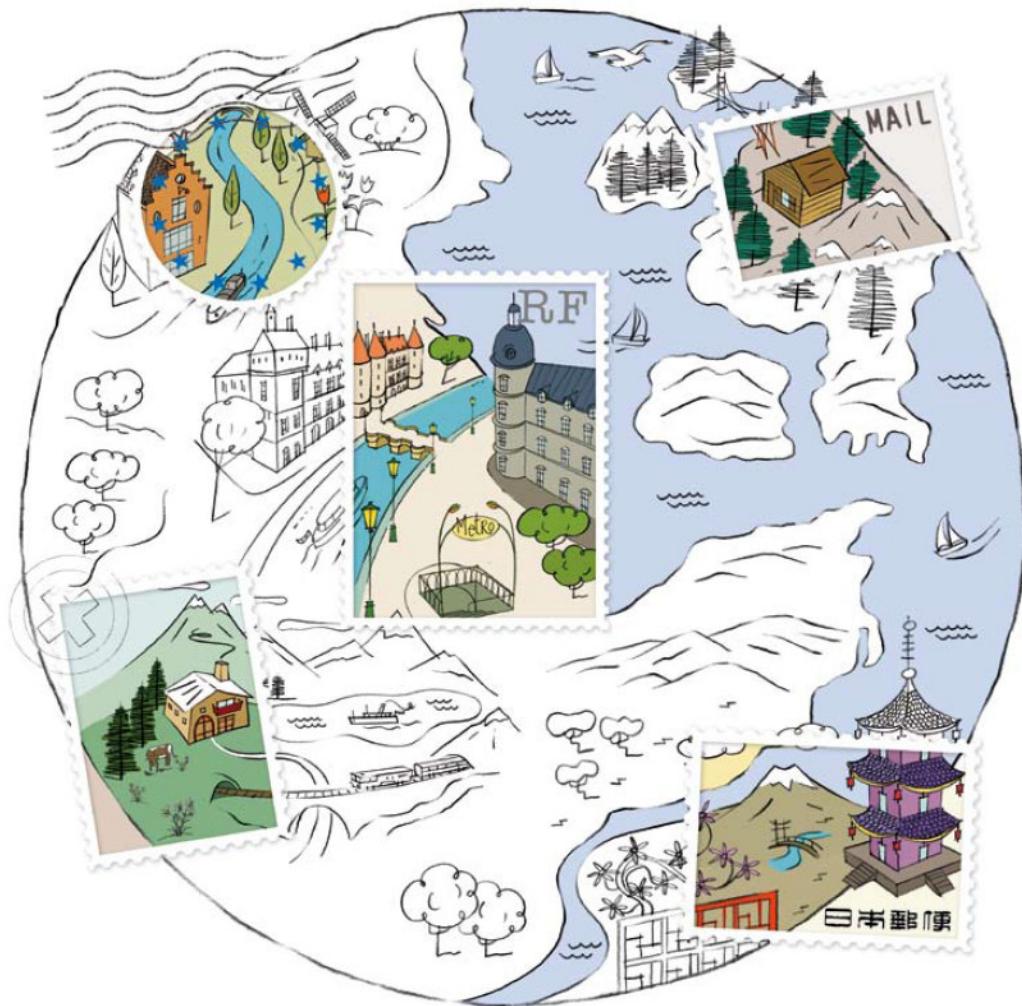
4, quai de Bercy  
94224 Charenton Cedex  
Tél. : +33 1 57 44 92 05

Information financière  
Vincent MICHON  
Tél. : +33 1 57 44 80 21

Les documents de référence de la Compagnie de Financement Foncier sont disponibles sur : [www.foncier.fr](http://www.foncier.fr)



**COMPAGNIE DE  
FINANCEMENT  
FONCIER**  
CREDIT FONCIER GROUP



## **Update at June 30, 2009 including a half-year financial report of the 2008 Reference Document**

This document is a full translation of the original French text. The original document was filed with the Autorité des marchés financiers (French Financial Market's Authority) or AMF on August 28, 2009, in accordance with Article 212-13 of its general regulation. It completes the French "Document de Référence" of the Compagnie de Financement Foncier filed with the AMF on April 1, 2009 under the number D.09-0176. As such, it may be used in support of a financial transaction when accompanied by a prospectus duly approved by the AMF.

## **REFERENCE TABLE**

A – ACTIVITY REPORT .....	2
1.    Presentation.....	3
1.1    Profile of Compagnie de Financement Foncier .....	3
1.2    Key Figures as of June 30, 2009 .....	4
B – FINANCIAL REPORT.....	7
1.    Management Report.....	8
1.1    Assets.....	8
1.2    Liabilities.....	10
1.3    Coverage ratios .....	11
1.4    Net income .....	12
1.5    Credit risk analysis .....	12
1.6    Financial risk.....	16
1.7    Notes to the Management Report .....	18
2.    Condensed Interim Financial Statements .....	21
2.1    Balance Sheet.....	21
2.2    Off-balance sheet.....	22
2.3    Income statement .....	23
2.4    Notes to the Financial Statements of Compagnie de Financement Foncier .....	24
2.5    Statutory auditors' review report on the 2009 interim financial information.....	53
2.6    Detail of the calculation of the overcollateralization ratio .....	54
3.    Risk Management .....	56
4.    Legal information.....	88
4.1    Corporate governance .....	88
4.2    Information concerning the company .....	89
4.3    General information concerning the capital.....	89
4.4    Resolutions submitted to the shareholders' meeting.....	90
4.5    Bylaws .....	90
4.6    Appendix: Focus on Compagnie de Financement Foncier within BPCE.....	90
5.    Statement from the person who assumes responsibility for the updating of the reference document including a half-year financial report.....	91
6.    Outlook for Compagnie de Financement Foncier.....	92
7.    AMF Reference document cross-reference index.....	93

## **A – ACTIVITY REPORT**

## **1. Presentation**

### **1.1 Profile of Compagnie de Financement Foncier**

Compagnie de Financement Foncier (AAA/Aaa/AAA)<sup>(1)</sup> is a credit institution authorised as a financial company and a société de crédit foncier (by decision of the French Credit Institutions Committee [CECEI - Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement] on July 23, 1999). Annex VI of the European Directive 2006/48/EC and its French transposition ushers in a common criteria across all Member States of the European Union and defines the eligibility of assets that serve as collateral for covered bonds benefiting from a risk weighting at the preferential rate of 10% and a LGD (Loss Given Default) rate of 12.25% (or 11.25% under certain conditions) from the standardized rating system.

As a société de crédit foncier, Compagnie's activities respect a comprehensive legislative and regulatory framework that was updated in 2007 and 2008. Compliance with its bylaws as well as additional commitments enables Compagnie de Financement Foncier to maintain the robust quality of its assets by stabilizing its volume of outstanding doubtful loans, which is already very low, and by securing the highest credit ratings, as recognized by the Banking Commission, the French banking authority, for nearly all of its rated assets..

A wholly-owned subsidiary of Crédit Foncier de France (A/Aa3/A+)<sup>(1)</sup>, itself a subsidiary of Caisses d'Epargne Participations<sup>(2)</sup>, its mission is to finance real-estate loans and loans to public sector authorities originated by its parent company, the Caisses d'Epargne and other European credit institutions.

Firmly rooted within its parent company Crédit Foncier, issuer of obligations foncières since 1852, Compagnie de Financement Foncier has been a leader on its market since its creation.

During the first six months of 2009, a period in which liquidity struggled to return to the market, Compagnie de Financement Foncier remained active. On May 12, 2009 one week after the ECB's decision to purchase €60bn of covered bonds, Compagnie de Financement Foncier re-opened the long end of the curve by launching a €1.25bn 12-year benchmark that was taken up by a large portion of buy-and-hold investors. It was the longest benchmark issued on the covered bond market since June 2007. As of June 30, 2009, issuance at Compagnie de Financement Foncier rose to €5.1bn with an average maturity of 10 years thus re-affirming investors' confidence in its signature.

With more than €4.7bn in issuance in the month of July alone, the pick up in Compagnie's business activity, with net issuance of more than €11bn year to date, has been confirmed. The quality of Compagnie de Financement Foncier's signature and its investor base will allow it to approach the second half-year under good conditions.

<sup>(1)</sup> Standard & Poor's/Moody's/Fitch Ratings - ratings updated as of filing date

<sup>(2)</sup> new denomination of CNCE

## 1.2 Key Figures as of June 30, 2009

### Issuer information

Issuer: Compagnie de Financement Foncier, affiliated with BPCE

Parent company: Crédit Foncier (100%), subsidiary of 'Caisses d'Epargne Participations'  
(CE Participations – former CNCE)

Types of bonds issued: Obligations foncières

Issuance programmes: EMTN & AMTN

Programme volumes: EMTN: €125bn

AMTN: AUD 5bn (approximately €3bn)

Ratings (*)	Long-term rating	Outlook
✓ Standard & Poor's	AAA	stable
✓ Moody's	Aaa	stable
✓ FitchRatings	AAA	stable

Sole service provider: Crédit Foncier (A/Aa3/A+) (\*)

(\*) Standard & Poor's/Moody's/Fitch Ratings – ratings updated as of filing date

### Simplified economic balance sheet as of June 30, 2009 and December 31, 2008

(From the regulatory report of elements for calculating the coverage ratio)

	at June 30, 2009 € bn   % balance sheet		at December 31, 2008 € bn   % balance sheet	
<b>SECURED LOANS - Articles L. 515-14 and 16</b>	<b>43.64</b>	<b>46.0%</b>	<b>43.57</b>	<b>45.4%</b>
State subsidised mortgage loans	1.08	1.1%	1.25	1.3%
Mortgage loans guaranteed by the FGAS*	6.88	7.2%	6.71	7.0%
Other mortgage loans	11.09	11.7%	10.26	10.7%
Senior mortgage-backed securities	14.87	15.7%	15.67	16.3%
Other loans with real estate guaranteee	0.65	0.7%	0.58	0.6%
Mortgage notes	9.07	9.6%	9.10	9.5%
<b>EXPOSURES TO PUBLIC AUTHORITIES - Articles L. 515-15 and 16</b>	<b>40.05</b>	<b>42.2%</b>	<b>40.23</b>	<b>41.9%</b>
State subsidised public loans	0.29	0.3%	0.29	0.3%
Other public loans	20.36	21.5%	21.22	22.1%
Public entity securities	11.90	12.5%	11.14	11.6%
Senior securitisation units of public debt	7.50	7.9%	7.58	7.9%
<b>REPLACEMENT SECURITIES Article L. 515-17</b>	<b>8.77</b>	<b>9.2%</b>	<b>8.43</b>	<b>8.8%</b>
<b>Other assets (interest on IFAT**, adjustment accounts, goodwill, other)</b>	<b>2.38</b>	<b>2.6%</b>	<b>3.72</b>	<b>3.9%</b>
<b>TOTAL ASSETS</b>	<b>94.84</b>	<b>100.0%</b>	<b>95.94</b>	<b>100.0%</b>
<small>* Fonds de Garantie à l'Accession Sociale (Guarantee fund for social access to home ownership) **Forward Financial Instruments</small>				
	at June 30, 2009 € bn   % balance sheet		at December 31, 2008 € bn   % balance sheet	
<b>PRIVILEGED RESOURCES</b>	<b>76.39</b>	<b>80.6%</b>	<b>83.40</b>	<b>86.9%</b>
Obligations foncières	73.96	78.0%	79.96	83.3%
Other privileged resources	2.43	2.6%	3.44	3.6%
<b>NON-PRIVILEGED RESOURCES</b>	<b>18.45</b>	<b>19.4%</b>	<b>12.54</b>	<b>13.1%</b>
Unsecured debt	12.77	13.5%	6.91	7.2%
Subordinated and similar debt of which redeemable subordinated notes "RSN" of which participating loans	4.22	4.4%	4.22	4.4%
Shareholders' equity, provisions and FRBG*	1.37	1.4%	1.35	1.4%
	1.46	1.5%	1.42	1.5%
<b>TOTAL LIABILITIES</b>	<b>94.84</b>	<b>100.0%</b>	<b>95.94</b>	<b>100.0%</b>
<small>Shareholders' equity and related items *Fonds pour risques bancaires généraux (Fund for General Banking Risks).</small>				

## Performance indicators

**€49.6 million**

Net income

**110.7%**

Overcollateralisation ratio

**54.8%**

Average LTV

### Privileged resources as of June 30, 2009

Obligations foncières issued during the first half-year 2009: €5.1bn

Privileged resources: €76.4bn including €74bn in obligations foncières

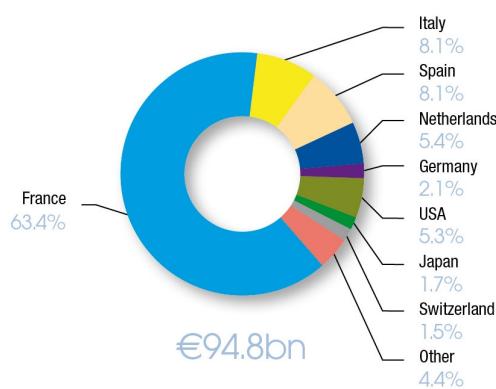
Positioning: one of the leaders on the European covered bond market

### Breakdown of assets as of June 30, 2009 and December 31, 2008

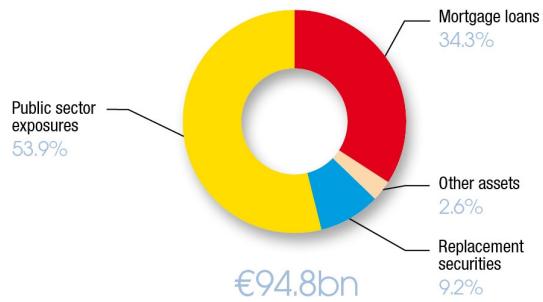
By taking into account the direct and indirect public guarantees on certain outstanding loans also backed by real estate collateral, especially loans secured by the FGAS guarantee fund, the assets secured by a public guarantee represented €51.18bn as of June 30, 2009, or 61.2% of all loans exposures excluding replacement securities and other assets, and 53.9% of all assets.

	at June 30, 2009		at December 31, 2008	
	€ bn	% balance sheet	€ bn	% balance sheet
<b>MORTGAGE LOANS</b>	<b>32.51</b>	<b>34.3%</b>	<b>32.20</b>	<b>33.6%</b>
Mortgage loans	17.64	18.6%	16.54	17.2%
European residential mortgage-backed securities	14.87	15.7%	15.67	16.3%
<b>PUBLIC SECTOR EXPOSURES</b>	<b>51.18</b>	<b>53.9%</b>	<b>51.59</b>	<b>53.8%</b>
Mortgage loans guaranteed by the French State or a European public institution	11.13	11.7%	11.37	11.9%
French public sector loans and securities	19.09	20.1%	19.89	20.7%
International public sector loans and securities	20.96	22.1%	20.33	21.2%
<b>REPLACEMENT SECURITIES AND OTHER ASSETS</b>	<b>11.15</b>	<b>11.8%</b>	<b>12.15</b>	<b>12.7%</b>
Replacement securities	8.77	9.2%	8.43	8.8%
Other assets	2.38	2.6%	3.72	3.9%
<b>TOTAL ASSETS</b>	<b>94.84</b>	<b>100.0%</b>	<b>95.94</b>	<b>100.0%</b>

### Geographic spread of assets as of June 30, 2009



**Breakdown total balance sheet: €94.8bn at June 30, 2009**



**Breakdown total exposures: €83.7bn at June 30, 2009**



## **B – FINANCIAL REPORT**

## **1. Management Report**

The deterioration of the economic and financial environment that continued into the first half of 2009 led Compagnie de Financement Foncier to limit its activity, in order to:

- Maintain the liquidity required to service its privileged liabilities
- Preserve the high quality of its assets and keep risks under control,
- Finance the lending of its parent company, whose main objective during the crisis is to grant housing loans to individuals.

Thus over the first half of 2009 the balance sheet was maintained at approximately €95bn, net income was €50 million, and Compagnie de Financement Foncier issued €5bn of obligations foncières, which received the credit ratings of AAA/Aaa/AAA.

### **1.1 Assets**

#### **Transactions in the first half of 2009**

Compagnie de Financement Foncier's main long-term transactions were acquisitions of Crédit Foncier housing loans to private individuals, which totaled €1.8bn for the first six months of 2009 including €0.1bn in commitments given. International transactions were limited to a few acquisitions of public entity securities in Europe and the United States, representing €0.7bn. No significant purchases of residential mortgage backed securities were made.

There was, therefore, no marked changed in the structure of Compagnie de Financement Foncier's balance sheet in the first half of 2009.

As for short-term transactions, liquidity management was characterized by, in particular, substantial repurchase agreements with the ECB.

## Changes in assets

### Breakdown of assets by guarantee category

	as of June 30, 2009 € million	% balance sheet	as of December 31, 2008 € million	% balance sheet
<b>SECURED LOANS - Articles L. 515-14 and 16</b>	<b>43,643</b>	<b>46.0%</b>	<b>43,574</b>	<b>45.4%</b>
State-subsidised mortgage loans	1,080	1.1%	1,251	1.3%
Mortgage loans guaranteed by the FGAS	6,878	7.3%	6,713	7.0%
Other mortgage loans	11,092	11.7%	10,262	10.7%
Senior mortgage-backed securitisation tranches	14,872	15.7%	15,666	16.3%
Other loans with real estate guarantee	655	0.7%	584	0.6%
Mortgage notes	9,066	9.6%	9,097	9.5%
<b>EXPOSURES TO PUBLIC AUTHORITIES - Articles L. 515-15 and 16</b>	<b>40,051</b>	<b>42.2%</b>	<b>40,225</b>	<b>41.9%</b>
State-subsidised public loans	288	0.3%	285	0.3%
Other public loans	20,356	21.5%	21,217	22.1%
Public entity securities	11,905	12.6%	11,139	11.6%
Securitisation units of public debt	7,503	7.9%	7,584	7.9%
<b>OTHER ASSETS (interest on IFAT, adjustment accounts goodwill, etc.)</b>	<b>2,377</b>	<b>2.5%</b>	<b>3,718</b>	<b>3.9%</b>
<b>REPLACEMENT SECURITIES - Article L.515-17</b>	<b>8,770</b>	<b>9.2%</b>	<b>8,425</b>	<b>8.8%</b>
<b>TOTAL ASSETS</b>	<b>94,841</b>	<b>100.0%</b>	<b>95,943</b>	<b>100.0%</b>

The size of the secured loan portfolio was maintained, as purchases of loans from Crédit Foncier offset the natural decline that results from the amortization of mortgage-backed securities (€0.8bn) and subsidized loans (€0.2bn). This is also the case for the public sector loan portfolio, although to a lesser extent.

A more detailed analysis of the guarantees received enables some secured loans to be reclassified as exposures to public entities, as well as a more accurate assessment of the relative size of each sector:

- When loans to the subsidized sector and loans guaranteed by the FGAS, which are backed by the French government are included, outstanding loans to the public sector rose to €48bn at June 30, 2009, which was the same level as of December 31, 2008.
- When mortgage loans backed by indirect guarantees from European public entities are also included, public sector exposures totaled €51.2bn, or 54% of assets, as was the case six months earlier.

The geographic diversification of assets changed very little over the first six months of the year.

At June 30, 2009, 36.6% of assets (€34.7bn) were located outside of France and mostly in other Continental European countries as well as in North America and Japan. This percentage was 36.2% at December 31, 2008. There has been practically no change in the breakdown between countries, with Italy accounting for €7.7bn of these assets, Spain €7.7bn, the Netherlands €5.1bn and the United States €5.0bn.

## 1.2 Liabilities

### Transactions in the first half of 2009

With capital markets still depressed, Compagnie de Financement Foncier issued obligations foncières totaling €5.1bn over the course of the first six months of 2009.

The main highlight was the launch in May 2009 of a new 12-year, €1.25bn benchmark bond, which, given its size and impact on ratios, required the approval of the Specific Controller.

Short-term liquidity requirements were met through secured loans granted by the ECB, within the framework of its open-market operations, whose outstandings increased by €5bn growing from €2.5bn at the end of December 2008 to €7.5bn at June 30. Of this amount, €2bn consisted of refinanced securities pledged in preparation for a previous refinancing transaction that was to mature on July 9.

### Changes in liabilities

These transactions significantly modified the relative proportions of Privileged and Non-Privileged resources.

Breakdown of liabilities by priority of security

	as of June 30, 2009		as of December 31, 2008	
	€ million	% balance sheet	€ million	% balance sheet
<b>Privileged resources</b>	<b>76,391</b>	<b>80.5%</b>	<b>83,399</b>	<b>86.9%</b>
Obligations foncières	73,956	78.0%	79,960	83.3%
Other privileged resources	2,435	2.6%	3,439	3.6%
<b>Non-privileged resources</b>	<b>18,450</b>	<b>19.5%</b>	<b>12,544</b>	<b>13.1%</b>
Unsecured debt	12,771	13.5%	6,905	7.2%
Subordinated debt and similar debt	4,215	4.4%	4,224	4.4%
<i>of which redeemable subordinated notes (RSN)</i>	<b>2,100</b>	<b>2.2%</b>	<b>2,100</b>	<b>2.2%</b>
<i>of which participating loans (1)</i>	<b>1,374</b>	<b>1.4%</b>	<b>1,350</b>	<b>1.4%</b>
Shareholders' equity, provisions and FRBG (2)	1,464	1.5%	1,415	1.5%
<b>TOTAL LIABILITIES</b>	<b>94,841</b>	<b>100.0%</b>	<b>95,943</b>	<b>100.0%</b>
Shareholders equity and related items (1+2)	2,839	3.0%	2,765	2.9%

The proportion of non-privileged resources increased substantially over the half year, from 13% to almost 20% of the balance sheet. This was mainly due to the combination of:

- a decrease in privileged resources, due to a particularly substantial repayment of contractual liabilities over the period and reduced issuance in the current economic environment;
- a significant increase in unsecured debt resulting from security repurchases in order to meet liquidity requirements.

### **1.3 Coverage ratios**

During the first half of the year there was little change in the various coverage ratios that apply specifically to sociétés de crédit foncier, which means that holders of Compagnie de Financement Foncier's obligations foncières continue to enjoy considerable security.

The coverage ratio for privileged resources was 110.7% at June 30, 2009 compared to 110.8% at December 31, 2008. This ratio measures the overcollateralization of risk-weighted assets relative to privileged resources and must never fall below 100% pursuant to regulatory requirements.

Risk-weighting of assets reduces the value of some assets that do not provide an optimum level of security. This is the case of securitization units and guaranteed loans with less than a credit quality step-1 rating.

Compagnie de Financement Foncier had only one asset (€413m) that did not meet this criterion: securitization units in the healthcare sector guaranteed by an Italian regional authority with a BBB+ / A3 rating and as such weighted 0%. All other assets benefit from a risk weighting of 100%.

This ratio is calculated after subtracting assets from the balance sheet that have already been pledged as security, and most notably those used as collateral to obtain Eurosystem loans.

Furthermore, the amount that is not eligible for refinancing by privileged resources remains well below the amount of non-privileged debt.

The loans on which a loan-to-value (LTV) overrun was observed totaled €76m at June 30, 2009, with non-privileged resources totaling €18.450bn. This figure takes into account all assets, directly-held mortgage loans, loans guaranteeing promissory notes and securitization tranches (FCCs).

At the end of 2008, LTV overruns and non-privileged resources were €225m and €12.544bn respectively. This decrease in LTV overruns is mainly attributable to the normal amortization of loans over the past six months.

The average LTV ratio of directly-held mortgage loans (i.e. the percentage difference between the outstanding principal on the loan and the current value of the real-estate collateral) was stable at 54.8% at the end of the period, with these loans totaling almost €20bn. This compares with 53.4% and almost €19bn at the start of the year. This may be attributed to the mortgage loans acquired in 2009, which have higher LTV ratios than the other loans in the portfolio due to the effects of principal amortization and rising property prices in past years.

In the first half of 2009, Compagnie de Financement Foncier's liquidity ratios continued to be well above the minimum levels required under banking regulations because of its commitment to have ample liquidity available for the year ahead. Other prudential ratios that apply to credit institutions are monitored by the Crédit Foncier Group at a consolidated level.

## **1.4 Net income**

Net banking income for the first half year was €121m compared to €187m in 2008 and €90 million at June 30, 2008.

This increase may mainly be attributed to a higher interest margin on competitive loans, as the changes in other income components tended to offset each other. The period saw a sharp decline in penalties received on loan prepayments and renegotiations, and in provisions for the impairment of investment securities.

General operating expenses were in line with the budget estimate at the beginning of the year and consistent with the amount of assets held. Gross operating income at June 30, 2009 was €73m versus €81m in 2008 and €35 million at June 30, 2008.

Cost of risk continued to be relatively low, at €2m for the half-year. This is higher than the previous year however, when cost of risk resulted in revenue of €4m. This may be explained by two things: recoveries on loans and receivables that had been written off and which were insignificant in the first half of the year unlike in 2008. A net reversal of provisions and impairments was experienced in 2008, in contrast with the situation at June 30, 2009.

The overall risk charge, which includes the portion of outstanding principal recognized in the cost of risk and that of interest recognized in net banking income, was €3.2m for the half-year. In contrast, there was a net "risk-charge gain" of €4.3m at the end of 2008.

Compagnie de Financement Foncier's net income after taxes for the first half of 2009 was €50 million compared to. €62 million in 2008 and €32 million at June 30, 2008.

## **1.5 Credit risk analysis**

In terms of credit risk, there are three main asset categories that require different methods for measuring and monitoring credit quality:

- Loans to the subsidized sector and the private sector, granted to individual and professional borrowers, most of whom fall within the scope of the public sector. Mortgage notes are included in this category since they are backed by housing loans.
- Public sector securities and securitization tranches rated by approved credit-rating agencies. Pursuant to the legal requirement, at least 90% of a unit's assets must consist of loans or exposures that meet the eligible asset requirements that apply to sociétés de crédit foncier.
- Replacement securities, which are short-term investments with credit institutions that have a credit quality step-1 rating.

During the first half of the year Compagnie de Financement Foncier was able to maintain the high quality of its assets in all three of these categories.

## Consolidated analysis

Reported results include all secured loans and exposures on public entities, excluding those in the subsidized sector, which at June 30, 2009 totaled €1.4bn. Moreover, subsidized sector loans, which are backed by the French government, are in run-off mode since no new loans have been originated since these were first transferred to Compagnie de Financement Foncier's balance sheet in 1999.

### The Competitive Sector

	as of June 30, 2009				as of December 31, 2008			
	Outstanding loans (€ million)	Doubtful loans (€ million)	Doubtful loans (%)	Risk (basis points)	Outstanding loans (€ million)	Doubtful loans (€ million)	Doubtful loans (%)	Risk (basis points)
Loans to individuals and related <i>of which securitisation tranches and mortgage notes</i>	41,241 23,938	296	0.7%	0.6	41,035 24,763	248	0.6%	-0.3
Exposures on public entities <i>of which securities and securitisation tranches</i>	38,137 19,408	5	0.0%	0.0	37,007 18,723	5	0.0%	0.0
Loans to social housing	2,871	24	0.8%	1.2	2,924	16	0.6%	-3.7
Loans to commercial property	92	10	10.9%	25.2	93	12	12.5%	-3.5
<b>TOTAL</b>	<b>82,340</b>	<b>335</b>	<b>0.4%</b>	<b>0.4</b>	<b>81,058</b>	<b>281</b>	<b>0.3%</b>	<b>-0.3</b>

*NB:* by agreement, the risk charge is an expense when positive and revenue when negative.

Concerning Compagnie de Financement Foncier's competitive sector assets, all assets secured by mortgage or public guarantees under the French legal requirement that applies to *sociétés de crédit foncier*, continue to present very little risk, even though indicators for the first half of 2009 were less favorable than over the past several years.

The ratio of doubtful loans to individuals, which may be most at risk currently, is still low at 0.7% (vs. 0.6% at end-2008), while the overall risk charge for the period was €3m, which is 0.4 of a basis point of these loans that constitute Compagnie de Financement Foncier's core business.

A more precise evaluation may be obtained by examining each major asset category in greater detail.

## **Loans and similar items**

### Outstanding loans

as of June 30, 2009	Outstanding loans	Percentage of total outstanding loans	of which doubtful loans	Doubtful loans (%)	of which compromised doubtful	Compromised doubtful (%)	Provisions
<b>Subsidised sector (run-off)</b>	<b>1,367.7</b>	<b>2.8%</b>	<b>69.7</b>	<b>5.1%</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.1</b>
<b>Private sector</b>	<b>48,060.3</b>	<b>97.2%</b>	<b>335.0</b>	<b>0.7%</b>	<b>22.7</b>	<b>0.0%</b>	<b>19.5</b>
Loans to individuals and mortgage notes	26,369.1	53.3%	296.0	1.1%	16.4	0.1%	14.3
<i>of which mortgage notes</i>	<i>9,066.2</i>	<i>18.3%</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0%</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0%</i>	<i>0.0</i>
<i>of which loans guaranteed by FGAS</i>	<i>6,877.6</i>	<i>13.9%</i>	<i>103.5</i>	<i>1.5%</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0%</i>	<i>0.0</i>
Loans to public authorities	18,728.8	37.9%	4.5	0.0%	0.0	0.0%	0.1
Loans to social housing	2,870.6	5.8%	24.4	0.8%	0.1	0.0%	0.6
Loans to commercial property (run-off)	91.8	0.2%	10.0	10.9%	6.2	6.7%	4.4
<b>TOTAL</b>	<b>49,428.0</b>	<b>100.0%</b>	<b>404.7</b>	<b>0.8%</b>	<b>22.7</b>	<b>0.0%</b>	<b>19.6</b>

as of December 31, 2008	Outstanding loans	Percentage of total outstanding loans	of which doubtful loans	Doubtful loans (%)	of which compromised doubtful	Compromised doubtful (%)	Provisions
<b>Subsidised sector (run-off)</b>	<b>1,539.3</b>	<b>3.2%</b>	<b>78.0</b>	<b>5.1%</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.1</b>
<b>Private sector</b>	<b>46,669.0</b>	<b>96.8%</b>	<b>280.8</b>	<b>0.6%</b>	<b>22.6</b>	<b>0.0%</b>	<b>19.5</b>
Loans to individuals and mortgage notes	25,368.1	52.6%	247.6	1.0%	13.0	0.1%	12.3
<i>of which mortgage notes</i>	<i>9,096.9</i>	<i>18.9%</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0%</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0%</i>	<i>0.0</i>
<i>of which loans guaranteed by FGAS</i>	<i>6,713.0</i>	<i>14.9%</i>	<i>105.6</i>	<i>1.6%</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0%</i>	<i>0.0</i>
Loans to public authorities	18,284.4	40.5%	5.2	0.0%	0.0	0.0%	0.1
Loans to social housing	2,923.5	6.5%	16.3	0.6%	0.9	0.0%	0.5
Loans to commercial property (run-off)	93.1	0.2%	11.6	12.5%	8.7	9.4%	6.7
<b>TOTAL</b>	<b>48,208.3</b>	<b>100.0%</b>	<b>358.7</b>	<b>0.7%</b>	<b>22.6</b>	<b>0.0%</b>	<b>19.7</b>

The highest percentages of doubtful loans are found in those categories that in fact have an extremely low risk of loss. The subsidized sector portfolio, which is naturally declining, is backed by the French government, while commercial property loans, which Compagnie de Financement Foncier stopped acquiring several years ago, now represent less than €100 million, for which a 5% provision has already been made.

The risk most actively monitored is in fact lending to private individuals in the competitive sector, for which the percentage of doubtful loans is still low at 1.1%. Moreover, €7bn of this €26bn portfolio is backed by the French government through FGAS, while €3bn is indirectly guaranteed by a European public institution.

## Risk Charge Analysis

	First half-year 2009			as of December 31, 2008		
	Outstanding loans (€ million)	Risk charge (€ million)	Risk charge (basis points)	Outstanding loans (€ million)	Risk charge (€ million)	Risk charge (basis points)
<b>SUBSIDISED SECTOR (run-off)</b>	<b>1 367,7</b>	<b>0,04</b>	<b>0,3</b>	<b>1 539,3</b>	<b>-6,82</b>	<b>-44,3</b>
<b>PRIVATE SECTOR</b>	<b>48 060,3</b>	<b>3,14</b>	<b>0,7</b>	<b>46 669,0</b>	<b>-2,46</b>	<b>-0,5</b>
Loans to individuals and mortgage notes	26 369,1	2,63	1,0	25 368,1	-1,23	-0,5
Loans to public authorities	18 728,8	-0,05	0,0	18 284,4	-0,11	-0,1
Loans to social housing	2 870,6	0,33	1,2	2 923,5	-1,09	-3,7
Loans to commercial property (run-off)	91,8	0,23	25,2	93,1	-0,03	-3,5
<b>TOTAL</b>	<b>49 428,0</b>	<b>3,18</b>	<b>0,6</b>	<b>48 208,3</b>	<b>-9,28</b>	<b>-1,9</b>

NB: by agreement, the risk charge is an expense when positive and revenue when negative.

The overall risk charge for the first half of 2009 was relatively low at €3.2m for the entire loan portfolio, which approaches €50bn. It mainly arises from net provisions and impairments on competitive sector loans. Moreover, the risk charge linked to collective provisions was insignificant over the period.

A net risk-charge gain of €9.3m was recognized in 2008, of which €5.5m resulted from the reversal of a provision that occurred when a subsidized sector loan was reclassified as performing.

### **Securities and securitization tranches**

This category, which has no doubtful loans or provisions, includes:

- Two types of senior securitization tranches: residential mortgage-backed securities (RMBS – FCC) which have declined from €15.7bn to €14.9bn over the previous six months, as repayments were made; and public loan tranches, which were stable over the period at €7.5bn
- Securities issued or guaranteed by mostly foreign public entities, which grew from €11.1bn to €11.9bn in the first half of 2009.

The high quality of the RMBS portfolio was maintained, despite some rating downgrades (in particular on German and Spanish securitizations). Most notably:

- There is no exposure to "subprime" risk.
- There is no direct or indirect exposure to US or UK real estate.
- All tranches have a credit-quality step rating of 1 and the highest rating of at least one rating agency. 37% of the RMBS portfolio (€5.5bn) is rated AAA/Aaa/AAA, while 40% (€6.0bn) received the highest rating from two agencies. These percentages were respectively 37% and 63% at December 31, 2008.

In addition, Crédit Foncier has agreed to provide compensation to its société de crédit foncier for the consequences of a rating downgrade below credit quality step 2 (A-/A3/A-) on a portion of its RMBS-type mortgage securitization portfolio (€1.9bn at June 30, 2009) selected after stress tests were performed on the entire portfolio.

The credit quality of assets backed by public guarantees continued to be relatively stable over the half year.

When loans granted to foreign and mostly Swiss local authorities are combined with the securities issued or guaranteed by public entities, the overall rated public sector portfolio totaled €21.5bn at June 30, 2009 (including €11.9bn of securities, €7.5bn of RMBS and €2.1bn of loans) representing 23% of the balance sheet. Of this portfolio 84.5% has a credit quality step-1 rating and 18.7% received the highest ratings from the main three credit-rating agencies (AAA / Aaa / AAA). These percentages were respectively 86% and 20% at December 31, 2008.

Of this portfolio €5.1bn is insured by monolines. However, given the sharp downgrades in the credit ratings of these credit enhancers, this insurance is often worthless since the transactions insured often have a higher intrinsic rating than they do. Only FSA is actually able to enhance the credit of about €1.7bn of this portfolio.

Credit risk is developed in section 4.2 of the Risk Management Report including a breakdown of customer loans and of ratings according to Basel II criteria.

## 1.6 Financial risk

### Interest rate and exchange rate risk

In compliance with its internal management rules, Compagnie de Financement Foncier hedged the interest rate and exchange rate risks on all acquisitions and issues made in the first half of 2009. Furthermore, the interest rate position during this period was maintained within the tight limits set.

As a result, the macro and micro instruments used to hedge interest rate and exchange rate risks continued to represent substantial sums: with €113bn of interest-rate swaps at end-June 2009 (vs. €115bn at end-2008) and €39bn of currency swaps (vs. €46bn at end-2008).

### Liquidity risk

A very prudent liquidity management policy was maintained over the first six months of the year and involved the use of various instruments.

"Replacement securities", which are almost exclusively short-term loans to credit institutions offering the highest credit rating, continued to account for a substantial portion of the balance sheet at June 30, 2009 (9.2%), compared with 8.8% at the end of last year.

Compagnie de Financement Foncier also obtained substantial funding from the ECB (€7.5bn at June 30).

The reserve of eligible assets remained at the same level as at the end of 2008. A third of the balance sheet can thus be used as collateral for Eurosystem loans, with securities accounting for €23bn of this potential collateral and loans for an additional €9bn.

Proper liquidity matching means there is little difference between the duration of assets and liabilities. Over the first six months of 2009 this duration gap had shrunk to 0.4 years as of June 30, 2009.

## 1.7 Notes to the Management Report

### FCCs (residential mortgage-backed securities) as of June 30, 2009

Securitisation tranches of residential mortgage loans: €14,865 million (in outstanding principal)

	<b>Security</b>	<b>Standard &amp; Poors/Moody's/ Fitch Ratings</b>
<b>Germany</b>		
	E-MAC 2005-5	AAA/Baa1/AAA
	EMAC DE 2006-II	AAA/Baa1/AAA
<b>Spain</b>		
	AYT GENOVA HIPOTECARIO 4	AAA/Aaa/AAA
	AYT GENOVA HIPOTECARIO 7	AAA/Aaa/AAA
	BANCAJA 10	AAA/Aa1/
	BANCAJA 11	AAA/Aa2/
	BANCAJA 4	/Aaa/AAA
	BANCAJA 5	AAA/Aaa/AAA
	BANCAJA 6	AAA/Aaa/AAA
	BANCAJA 7	AAA/Aaa/AAA
	BANCAJA 8	/Aaa/AAA
	BANCAJA 9 A2	/Aaa/AAA
	BANKINTER 10	AAA/Aaa/
	BANKINTER 4	AAA/Aaa/
	BANKINTER 5	AAA/Aaa/
	BBVA 1	/Aaa/AAA
	BBVA 2	AAA/Aaa/AAA
	BBVA RMBS 3	/Aa1/AAA
	GC SABADELL 1	AAA/Aaa/
	HIPOTEBANSA VIII SERIE A	/Aaa/AAA
	HIPOTEBANSA XI	AAA/Aaa/
	IM CAJAMAR 3 Parts A	/Aaa/AAA
	IM PASTOR 2	AAA/Aaa/
	IM PASTOR 3	AAA/Aaa/
	MADRID RMBS III	AA/Aa2/A+
	Santander Hipotecario 3	AAA/Aa1/A+
	TDA 27	AAA//AAA
	TDA 29	/Aaa/AAA
	TDA CAJAMAR A2	AAA//AAA
	TDA CAJAMAR A3	AAA//AAA
	TDA CAM 5	/Aaa/AAA
	TDA CAM 6 Parts A2	/Aaa/AAA
	TDA CAM 6 Parts A3	/Aaa/AAA
	TDA CAM 9	AAA/Aa1/AA
	TDA IBERCAJA 2	AAA/Aaa/
	TDA PASTOR 1 - A2	/Aaa/AAA
	UCI 14 CLASSE A 2043	AAA//AA
	UCI 5 class 5	/Aaa/

	<b>Security</b>	<b>Standard &amp; Poors/Moody's/ Fitch Ratings</b>
<b>France</b>		
	Antilope 1	AAA/Aaa/
	Antilope 2	AAA/Aaa/
<b>Greece</b>		
	THEMELION 2	AAA/Aaa/AAA
<b>Italy</b>		
	APULIA 3	AAA/Aaa/AAA
	APULIA FINANCE 2	AAA/ /AAA
	ARGO MORTGAGES 2	/Aaa/AAA
	BERICA 3 PARTS A2	AAA/ /AAA
	BERICA 6 A2	AAA/Aaa/AAA
	BERICA PARTS A2	AAA/Aaa/AAA
	BIPIELLE RESIDENTIAL	/Aaa/AAA
	Capital Mortgage 2007-1	AAA/Aaa/AAA
	CORDUSIO	AAA/Aaa/AAA
	CORDUSIO 4	AAA/Aaa/AAA
	CR FIRENZE MUTUI	AAA/Aaa/AAA
	CREDICO FINANCE 5 A 2033	AAA/Aaa/
	CREDICO FINANCE SPA	AAA/Aaa/AAA
	F-E MORTGAGES	AAA/Aaa/AAA
	GIOTTO FINANCE 2 SPA	AAA/Aaa/
	HELICONUS	AAA/Aaa/AAA
	INTESABCI Sec 2	AAA/Aaa/AAA
	INTRA MORTGAGE FINANCE SRL	AAA/Aaa/AAA
	MANTEGNA FINANCE SRL	/Aaa/AAA
	MARCHE MUTUI	AAA/Aaa/
	SESTANTE 3 A 2045	AAA/Aaa/AAA
	SESTANTE 4	AAA/Aaa/AAA
	Sestante Finance	AAA/Aaa/AAA
	sestante finance 2	AAA/Aaa/AAA
	SIENA MORTGAGE 02-3	AAA/Aaa/AAA
	VELA ABS	AAA/Aaa
	VELA HOME	AAA/Aaa
	VELA HOME 3 A 2040	AAA/Aaa
	VELA HOME 4	AAA/Aaa
<b>Netherlands</b>		
	Beluga 2006-I A2	AAA/Aaa/AAA
	BELUGA 2006-I A3	AAA/Aaa/AAA
	EMAC NL 2005 III BV	AAA/Aaa/AAA
	E-MAC NL 2007 III	AAA/Aaa/AAA
	HOLLAND HOMES 3 PARTS A 208	/Aaa/AAA
<b>Portugal</b>		
	DOURO MORTGAGE1 A	AAA/Aaa/AAA
	DOURO MORTGAGES 3	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO 2	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO 4	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO 5	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO 6	AAA/Aaa/AAA
	LUSITANO MORTGAGE PLC 3	AAA/Aaa/AAA
	MAGELLAN 3	AAA/Aaa/

Senior securitisation tranches of public debt: €7,494 million (in outstanding principal)

	<b>Security</b>	<b>Standard &amp; Poors/Moody's/ Fitch Ratings</b>
<b>Italy</b>		
	ADRIATICA	AAA/Aa3/AA+
	ASTREA	A+/Aa2/AA-
	POSILLIPO FINANCE SRL	BBB+/A3/-
<b>Netherlands</b>		
	DARTS FINANCE PARTS A 2064	/Aaa/AAA
	E-MAC NL 2006-NHG 1	/Aaa/
	E-MAC NL 2007-NHG II	/Aaa/
	HOLLAND HOMES ORANJE	//AAA
	PEARL 1 MBS	/Aaa/AAA
	PEARL 2	/Aaa/AAA
	SGML 1	//AAA
<b>United States</b>		
	NELNET 2006-1 A6	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2003-5	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2004-5X	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2004-8-A5	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2004-8-A6	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2005 9 SENIOR A6A	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2005-9 SENIOR A7A	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2006-4 A6	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE 2006-6 A4	AAA/Aaa/AAA
	SALLIE MAE série 8 102004	AAA/Aaa/AAA

## 2. Condensed Interim Financial Statements

### 2.1 Balance Sheet

		(in thousands of euros)		
AS PER NOTES	ASSETS	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
	Cash due from central banks and post office accounts	3,586	32,177	20,024
	Treasury notes and similar securities			
1	Due from banks	11,030,015	10,271,281	9,806,259
	<i>On demand</i>	2,362,343	859,894	1,207,772
	<i>At maturity</i>	8,667,672	9,411,387	8,598,487
2	Customer loans	35,249,808	34,796,914	36,311,095
	<i>Other customer loans</i>	35,249,808	34,796,914	36,311,095
	Bonds and other fixed income securities	46,183,748	44,946,415	46,107,121
	Intangible fixed assets		5,147	2,480
	Other	136,227	163,365	204,660
	Prepayments, deferred charges and accrued income	2,237,406	3,474,071	3,490,979
	<b>TOTAL ASSETS</b>	<b>94,840,790</b>	<b>93,689,370</b>	<b>95,942,618</b>

AS PER NOTES	LIABILITIES AND EQUITY	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
3	Due to banks	11,426,561	3,252,902	5,857,992
	<i>On demand</i>	142,965	9,989	25,817
	<i>At maturity</i>	11,283,596	3,242,913	5,832,175
4	Customer deposits	2,512	4,026	33,479
	<i>On demand</i>	2,512	4,026	33,479
5	Debt securities	74,228,300	80,535,759	80,148,265
	<i>Inter-bank market securities and negotiable debt securities</i>	272,364	192,498	188,204
	<i>Bonds (obligations foncières)</i>	73,955,936	80,343,261	79,960,061
	Other liabilities	1,068,045	315,869	739,357
	Accruals and deferred income	3,176,562	4,701,645	4,298,250
	Provisions for liabilities and charges	9,937	9,502	9,628
6	Subordinated debt	3,474,338	3,494,997	3,450,589
7	Fund for general banking risks	20,000	20,000	20,000
7	Equity other than fund for general banking risks	1,434,535	1,354,670	1,385,058
	<i>- Subscribed capital stock</i>	1,008,000	924,000	924,000
	<i>- Share premiums</i>	302,462	271,067	271,067
	<i>- Reserves</i>	74,029	70,917	70,917
	<i>- Regulated provisions and investment subsidies</i>			
	<i>- Retained earnings (+/-)</i>	462	56,843	56,843
	<i>- Net income for the year (+/-)</i>	49,582	31,843	62,231
	<b>TOTAL LIABILITIES &amp; EQUITY</b>	<b>94,840,790</b>	<b>93,689,370</b>	<b>95,942,618</b>

## 2.2 Off-balance sheet

AS PER NOTES		(in thousands of euros)		
		06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
	<b>COMMITMENTS GIVEN</b>			
8	Financing commitments			
	- Commitments in favour of banks	4,209,539	5,929,933	2,950,005
	- Commitments in favour of customers	8,680,186		10,449,002
	- Other values used as collateral			
	Guarantee commitments			
	- Commitments for customers			
	Commitments on securities			
	- Others commitments given		381,423	
9	<b>COMMITMENTS RECEIVED</b>			
	Financing commitments			
	- Commitments received from banks	903,217	567,872	7,912,874
	Guarantee commitments			
	- Commitments received from banks	13,108,498	16,925,413	14,800,048
	- Commitments received from customers	28,438,449	31,678,290	30,051,552
	Commitments on securities			
	- Others securities to receive	5,000	559,319	542,418
	<b>RECIPROCAL COMMITMENTS</b>			
10	- Sale and purchase of foreign currencies	39,334,034	44,087,996	46,122,439
11	- Non-unwound financial instruments	115,025,888	112,809,382	116,562,549

## 2.3 Income statement

(in thousands of euros)

AS PER NOTES		06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
12	Interest and similar income	2,071,150	2,112,137	4,384,956
13	Interest and similar expenses	-1,949,057	-2,023,731	-4,210,716
14	Commission and fee income	19,840	14,019	38,443
14	Commission and fee expenses	-15,408	-4,581	-7,895
15	Gains or losses on investment securities transactions	160	-832	889
16	Gains or losses on investment securities transactions and similar instruments	-1,052	-1,755	-7,534
17	Other income from banking operations	2,244	1,975	2,350
18	Other expenses on banking operations	-7,078	-6,997	-13,906
	<b>NET BANKING INCOME</b>	<b>120,799</b>	<b>90,235</b>	<b>186,587</b>
19	General operating expenses	-45,497	-52,665	-100,692
	Depreciation, amortisation and provisions on tangible and intangible fixed assets	-2,480	-2,668	-5,336
	<b>GROSS OPERATING INCOME</b>	<b>72,822</b>	<b>34,902</b>	<b>80,559</b>
20	Cost of risk	-2,030	8,340	3,990
	<b>OPERATING INCOME</b>	<b>70,792</b>	<b>43,242</b>	<b>84,549</b>
	Gains or losses on fixed assets	-35	-39	-71
	<b>ORDINARY INCOME BEFORE TAX</b>	<b>70,757</b>	<b>43,203</b>	<b>84,478</b>
	Exceptional items	0		
	Income taxes	-21,175	-11,360	-22,247
	Increases and decreases in fund for general banking risks and provisions	0		
	<b>NET INCOME</b>	<b>49,582</b>	<b>31,843</b>	<b>62,231</b>
	Earnings per share (1) (in euros)	0.79	0.55	1.08
	Diluted earnings per share (in euros)	0.79	0.55	1.08

(1) Earnings per share is calculated by dividing the net income by the number of shares in issue at the end of the fiscal year.  
Earnings per share at June 30, 2009 takes into account the June 2009 capital increase.

The notes set out in the following pages form an integral part of the Company's financial statements.

## **2.4 Notes to the Financial Statements of Compagnie de Financement Foncier**

### **I – Legal and financial framework - Major events of the Half-year**

**I-1** Compagnie de Financement Foncier was authorised to operate as a société de crédit foncier by the savings and financial security act passed in France on June 25, 1999. It is therefore regulated by articles L. 515-13 to L. 515-33 of the French Monetary and Financial Code.

Sociétés de crédit foncier are credit institutions accredited as financial companies by the French Credit Institutions and Investment Companies Committee ("CECEI"). For this reason, they are subject to the following accounting regulations:

- Regulation No. 2000-03 (modified) of the French National Accounting Committee ("CRC"), concerning the preparation and disclosure of annual corporate accounts of credit institutions;
- Regulation No. 99-10 of the CRBF, which applies only to sociétés de crédit foncier and refers to:
  - The valuation of buildings financed by eligible loans recorded as assets of sociétés de crédit foncier
  - The valuation of the assets and liabilities of such companies
  - Their specific management policies

**I-2** During the first half-year 2009, Compagnie de Financement Foncier acquired loans from Crédit Foncier totalling €1,701.5 million, including €1,695.9 million in outstanding principal and €111 million of loans not yet released that were recorded as "Financing commitments given". It also acquired a loan on a French public institution for €167,3 million. The company also purchased a loan to a French public entity for €167.3 million. Its acquisitions of residential mortgage-backed securities were limited to €60 million. International public financing, in the form of securities and loans reached €1,277.7 million including €641.4 million in securities and €538 million in securities that were committed in December 2008 and acquired in January 2009, €66.5 million in loans and €31.8 in securitisation tranches.

Replacement securities held by Compagnie de Financement Foncier, as they are defined by Decree No. 2007-745 of May 9, 2007 relating to the solvency of credit institutions, investment companies and sociétés de crédit foncier totalling €8,770 million.

**I-3** Compagnie de Financement Foncier issued obligations foncières for a total amount of €5,101.7 million in the first six months of 2009, in line with the annual issuance programme.

**I-4** Following Crédit Foncier's measures re-adjusting floating rate loans in order to shore up its clients' monthly payments, Compagnie de Financement Foncier received an indemnity for €11 million from Crédit Foncier in accordance with the guarantee put in place in 2008.

**I-5** Compagnie de Financement Foncier proceeded to increase its capital stock in June 2009, which was entirely subscribed to by Crédit Foncier with the dividend it received.

## **II – Information about accounting rules and principles**

### **II-I Evaluation and presentation methods used**

The half-year corporate condensed accounts of Compagnie de Financement Foncier are prepared and presented in accordance with rules defined by the CNCE in compliance with the regulations of the French Accounting Regulation Committee (CRC) and the French Banking and Financial Regulation Committee (CRBF). In compliance with CRBF Regulation No. 91-01 amended by CRC Regulation No. 2001-02 and with recommendation No. 2001-R.02, the financial statements are presented in the format specific to credit institutions.

French generally accepted accounting principles are applied, respecting the necessary prudential principles and assumptions:

- operational continuity
- consistency of accounting methods from one year to the next
- independence of financial years.

Conformity with the general rules for preparing and presenting half-year financial statements.

The accounting methods and principles used are identical to those used in the preparation of the annual financial statements. Specifically, the expenses and income related to the half-year were calculated in compliance with the principle of the separation of financial periods.

### **II-2 Changes in accounting methods**

No changes in accounting methods were applicable to the financial statements as of June 30, 2009.

## NOTE 1 - DUE FROM BANKS

	Performing loans			Doubtful loans			Provisions			Net amounts		
	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
<b>NON-GROUP LOANS</b>												
On demand												
Customer accounts	2,885	13,616	12,874							2,885	13,616	12,874
Loans and accounts	2,341,000	700,000	1,123,000							2,341,000	700,000	1,123,000
Related receivables	16	81	62							16	81	62
Non-allocated securities	7,241	358	165							7,241	358	165
<b>Sub-total on demand</b>	<b>2,351,142</b>	<b>714,055</b>	<b>1,136,101</b>							<b>2,351,142</b>	<b>714,055</b>	<b>1,136,101</b>
At maturity												
Loans and accounts	2,990,989	2,833,000	1,625,360							2,990,989	2,833,000	1,625,360
Related receivables	9,919	35,127	38,060							9,919	35,127	38,060
<b>Sub-total at maturity</b>	<b>3,000,908</b>	<b>2,868,127</b>	<b>1,663,420</b>							<b>3,000,908</b>	<b>2,868,127</b>	<b>1,663,420</b>
<b>Total non-group loans</b>	<b>5,352,050</b>	<b>3,582,182</b>	<b>2,799,521</b>							<b>5,352,050</b>	<b>3,582,182</b>	<b>2,799,521</b>
<b>GROUP LOANS</b>												
On demand	11,201	145,839	71,671							11,201	145,839	71,671
At maturity	5,666,764	6,543,260	6,935,067							5,666,764	6,543,260	6,935,067
<b>Sub-total group loans</b>	<b>5,677,965</b>	<b>6,689,099</b>	<b>7,006,738</b>							<b>5,677,965</b>	<b>6,689,099</b>	<b>7,006,738</b>
<b>Total Group loans</b>	<b>5,677,965</b>	<b>6,689,099</b>	<b>7,006,738</b>							<b>5,677,965</b>	<b>6,689,099</b>	<b>7,006,738</b>
<b>GRAND TOTAL (1)</b>	<b>11,030,015</b>	<b>10,271,281</b>	<b>9,806,259</b>							<b>11,030,015</b>	<b>10,271,281</b>	<b>9,806,259</b>
(1) Of which subsidised sector	969	1,183	1,069							969	1,183	1,069

**NOTE 1 BIS - BREAKDOWN OF LOANS AT MATURITY TO BANKS**

	<i>(in thousands of euros)</i>			
	<b>GROSS</b>	<b>06/30/2009 PROVISION</b>	<b>NET</b>	<b>06/30/2008</b>
				<b>12/31/2008</b>
<b>TERM LOANS</b>				
Refinancing of subsidised residential property	1,006		1,006	1,183
Refinancing of unsubsidised residential property	2,612		2,612	3,592
Public authorities	1,587,103		1,587,103	1,832,438
Structured financing				1,659,243
Other loans to banks	7,076,951		7,076,951	7,574,174
Doubtful term loans				6,935,067
<b>TOTAL</b>	<b>8,667,672</b>		<b>8,667,672</b>	<b>9,411,387</b>
				<b>8,598,487</b>

## NOTE 2 - CUSTOMER LOANS

(in thousands of euros)

	Performing loans			Doubtful loans			Provisions			Net amounts		
	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008 (3)	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
<b>CUSTOMER LOANS</b>												
Commercial loans												
Export credits												
Short-term loans (2)	2,816,404	3,416,040	4,608,593							2,816,404	3,416,040	4,608,593
Equipment loans	9,666,069	9,255,806	9,702,324	11,810	3,983	3,599	493	426	563	9,677,386	9,259,363	9,705,360
Residential property loans	21,982,370	21,188,477	21,258,344	389,615	617,506	351,775	12,086	11,701	12,408	22,359,899	21,794,282	21,597,711
Other customer loans	68,146	26,917	108,543	1,692	1,283	1,682	942	855	903	68,896	27,345	109,322
Loans to financial customers												
Non-allocated securities	15,280		170							15,280		170
Subordinated loans												
Related receivables	310,401	297,528	288,288	1,542	2,356	1,651				311,943	299,884	289,939
Non-allocated securities												
<b>Sub-total</b>	<b>34,858,670</b>	<b>34,184,768</b>	<b>35,966,262</b>	<b>404,659</b>	<b>625,128</b>	<b>358,707</b>	<b>13,521</b>	<b>12,982</b>	<b>13,874</b>	<b>35,249,808</b>	<b>34,796,914</b>	<b>36,311,095</b>
<b>CUSTOMER ACCOUNTS</b>												
Customer accounts												
Related receivables												
<b>Sub-total</b>												
<b>Total loans</b>	<b>34,858,670</b>	<b>34,184,768</b>	<b>35,966,262</b>	<b>404,659</b>	<b>625,128</b>	<b>358,707</b>	<b>13,521</b>	<b>12,982</b>	<b>13,874</b>	<b>35,249,808</b>	<b>34,796,914</b>	<b>36,311,095</b>
<b>GRAND TOTAL (1)</b>	<b>34,858,670</b>	<b>34,184,768</b>	<b>35,966,262</b>	<b>404,659</b>	<b>625,128</b>	<b>358,707</b>	<b>13,521</b>	<b>12,982</b>	<b>13,874</b>	<b>35,249,808</b>	<b>34,796,914</b>	<b>36,311,095</b>
of which subsidised sector (1)	1,297,004	1,535,727	1,460,230	69,706	214,648	77,946	142	77	122	1,366,568	1,750,298	1,538,054
of which unsubsidised sector	33,561,666	32,649,041	34,506,032	334,953	410,480	280,761	13,379	12,905	13,752	33,883,240	33,046,616	34,773,041

Note: Compagnie de Financement Foncier does not include any intra Group loans in customer loans.

(2) In 2006, the Company acquired the Crédit Foncier loan on the Trésor concerning the *Découvert sur Prime d'Epargne Logement*. This *découvert* reached €963 million as of December 31, 2008 and €466 million as of June 30, 2009.  
In 2007, it purchased Ixis CIB loans, which include revolving credit lines amounting to €3,581 million at the end of December 2008 and €2,291 million at the end of June 2009.

(3) Doubtful loans decreased significantly in 2008 because loans are now categorized as doubtful after 6 months instead of 3 since end of September 2008. During the first half-year 2009, doubtful loans increased.

**NOTE 2 BIS A - DEPRECIATIONS AND PROVISIONS FOR COUNTERPARTY RISKS**

	<i>(in thousands of euros)</i>							
	<b>12/31/2007</b>	<b>Increases</b>	<b>Reversals</b>	<b>12/31/2008</b>	<b>Increases</b>	<b>Reversals</b>	<b>Misc. transaction</b>	<b>06/30/2009</b>
<b>PROVISIONS RECORDED AS A DEDUCTION FROM ASSETS</b>								
Customer loans and due from banks (1)	20,576	12,775	-19,477	13,874	8,857	-9,210		13,521
<b>PROVISIONS RECORDED IN LIABILITIES</b>								
Customer loans and due from banks and from securities	8,592	513	-3,268	5,837	535	-226		6,146
<b>TOTAL</b>	<b>29,168</b>	<b>13,288</b>	<b>-22,745</b>	<b>19,711</b>	<b>9,392</b>	<b>-9,436</b>		<b>19,667</b>

(1) Provisions for depreciation of loans are booked at their present value, as per CRB 2002-03.

**NOTE 2 BIS B - PREMIUMS/DISCOUNTS ON ACQUIRED LOANS**

(in thousands of euros)

	<b>12/31/2007</b>	<b>New entries</b>	<b>Amortisation</b>	<b>12/31/2008</b>	<b>New entries</b>	<b>Amortisation</b>	<b>06/30/2009</b>
<b>DUE FROM BANKS</b>							
Premiums	134,566		-15,113	119,453		-4,862	114,591
Discounts							
<b>Net</b>	<b>134,566</b>		<b>-15,113</b>	<b>119,453</b>		<b>-4,862</b>	<b>114,591</b>
<b>CUSTOMER LOANS</b>							
Premiums	391,242	5,074	-62,889	333,427	21,808	-23,074	332,161
Discounts	-302,835	-108,020	27,858	-382,997	-20,531	19,006	-384,522
<b>Net</b>	<b>88,407</b>	<b>-102,946</b>	<b>-35,031</b>	<b>-49,570</b>	<b>1,277</b>	<b>-4,068</b>	<b>-52,361</b>
<b>TOTAL</b>	<b>222,973</b>	<b>-102,946</b>	<b>-50,144</b>	<b>69,883</b>	<b>1,277</b>	<b>-8,930</b>	<b>62,230</b>

## NOTE 2 TER - BREAKDOWN OF OUTSTANDING CUSTOMER LOANS

(in thousands of euros)

	GROSS	06/30/2009 PROVISIONS	NET	06/30/2008	12/31/2008
<b>LOANS TO HOUSEHOLDS</b>	<b>17,807,949</b>		<b>17,807,949</b>	<b>16,849,782</b>	<b>16,965,201</b>
- <b>Individuals</b>	<b>16,862,957</b>		<b>16,862,957</b>	<b>15,976,148</b>	<b>16,052,999</b>
. Subsidised residential property	753,230		753,230	1,028,188	886,164
. Unsubsidised residential property	16,093,959		16,093,959	14,947,415	15,166,105
. Other	15,768		15,768	545	730
- <b>Individual entrepreneurs</b>	<b>944,992</b>		<b>944,992</b>	<b>873,634</b>	<b>912,202</b>
. Subsidised residential property	47,885		47,885	63,623	55,506
. Unsubsidised residential property	897,073		897,073	809,935	856,650
. Other	34		34	76	46
<b>LOANS TO COMPANIES</b>	<b>17,050,721</b>		<b>17,050,721</b>	<b>17,334,986</b>	<b>19,001,061</b>
- <b>Regional public sector (local communities)</b>	<b>13,298,685</b>		<b>13,298,685</b>	<b>13,477,924</b>	<b>15,161,221</b>
- <b>Social organisations</b>	<b>3,472,587</b>		<b>3,472,587</b>	<b>3,697,016</b>	<b>3,578,172</b>
. Subsidised residential property	253,428		253,428	282,463	268,646
. Unsubsidised residential property	3,167,747		3,167,747	3,335,283	3,231,735
. Other	51,412		51,412	79,270	77,791
- <b>Real estate professionals</b>					
. Unsubsidised residential property					
. Other					
- <b>Real estate investors</b>	<b>199,728</b>		<b>199,728</b>	<b>106,943</b>	<b>200,892</b>
. Subsidised residential property	118,001		118,001	25,073	119,439
. Unsubsidised residential property	80,501		80,501	80,035	79,989
. Other	1,226		1,226	1,835	1,464
- <b>Structured financing</b>	<b>44,632</b>		<b>44,632</b>	<b>11,659</b>	<b>11,958</b>
. Transportation	182		182	5,668	4,804
. Large projects	44,450		44,450	5,991	7,154
- <b>Other</b>	<b>35,089</b>		<b>35,089</b>	<b>41,444</b>	<b>48,818</b>
<b>Sub-total customer loans</b>	<b>34,858,670</b>		<b>34,858,670</b>	<b>34,184,768</b>	<b>35,966,262</b>
<b>DOUBTFUL LOANS</b>	<b>404,659</b>	<b>13,521</b>	<b>391,138</b>	<b>612,146</b>	<b>344,833</b>
- Of which subsidised sector	69,706	142	69,564	214,571	77,824
- Of which unsubsidised sector	334,953	13,379	321,574	397,575	267,009
<b>TOTAL CUSTOMER LOANS (1)</b>	<b>35,263,329</b>	<b>13,521</b>	<b>35,249,808</b>	<b>34,796,914</b>	<b>36,311,095</b>
(1) of which subsidised sector	1,366,710	142	1,366,568	1,750,298	1,538,054
of which unsubsidised sector	33,896,619	13,379	33,883,240	33,046,616	34,773,041

## NOTE 2 QUATER - BREAKDOWN OF DOUBTFUL LOANS

(in thousands of euros)

June 30, 2009	Total doubtful loans			Of which compromised doubtful loans		
	GROSS	PROVISIONS	NET	GROSS	PROVISIONS	NET
<b>LOANS TO HOUSEHOLDS</b>	<b>355,448</b>	<b>8,938</b>	<b>346,510</b>	<b>16,406</b>	<b>6,128</b>	<b>10,278</b>
<b>Individuals</b>	<b>329,343</b>	<b>6,402</b>	<b>322,941</b>	<b>12,343</b>	<b>4,164</b>	<b>8,179</b>
- Subsidised residential property	52,488	65	52,423			
- Unsubsidised residential property	276,755	6,274	270,481	12,243	4,101	8,142
- Other	100	63	37	100	63	37
<b>Individual entrepreneurs</b>	<b>26,105</b>	<b>2,536</b>	<b>23,569</b>	<b>4,063</b>	<b>1,964</b>	<b>2,099</b>
- Subsidised residential property	6,949		6,949			
- Unsubsidised residential property	19,121	2,503	16,618	4,028	1,931	2,097
- Other	35	33	2	35	33	2
<b>LOANS TO COMPANIES</b>	<b>49,211</b>	<b>4,583</b>	<b>44,628</b>	<b>6,313</b>	<b>3,761</b>	<b>2,552</b>
<b>French public sector (local authorities)</b>	<b>5,185</b>	<b>93</b>	<b>5,092</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	
<b>Social organisations</b>	<b>16,297</b>	<b>656</b>	<b>15,641</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>1</b>
- Subsidised residential property	1,292	36	1,256			
- Unsubsidised residential property	14,953	572	14,381			
- Other	52	48	4	28	27	1
<b>Real estate professionals</b>						
- Unsubsidised residential property						
- Other						
<b>Real estate investors</b>	<b>18,201</b>	<b>3,834</b>	<b>14,367</b>	<b>6,169</b>	<b>3,732</b>	<b>2,437</b>
- Subsidised residential property	8,157	41	8,116			
- Unsubsidised residential property	8,253	2,564	5,689	4,417	2,504	1,913
- Other	1,791	1,229	562	1,752	1,228	524
<b>Structured financing</b>	<b>8,223</b>		<b>8,223</b>			
- Transportation						
- Large projects	8,223		8,223			
<b>Other</b>	<b>1,305</b>		<b>1,305</b>	<b>114</b>		<b>114</b>
<b>TOTAL (1)</b>	<b>404,659</b>	<b>13,521</b>	<b>391,138</b>	<b>22,719</b>	<b>9,889</b>	<b>12,830</b>
(1) of which subsidised sector	69,706	142	69,564			
of which unsubsidised sector (2)	334,953	13,379	321,574	22,719	9,889	12,830

(2) The amount of doubtful loans in the unsubsidised sector includes €103.53 million of SGFGAS-guaranteed loans

(3) Net and gross subsidised sector loans included in French public sector: €820K

In accordance with CRC Regulation n°2005-03, compromised doubtful loans do not include loans that benefit from a guarantee covering almost all risks, such as loans of the subsidised sector and French State-guaranteed PAS loans.

(in thousands of euros)

June 30, 2008	Total doubtful loans			Of which compromised doubtful loans		
	GROSS	PROVISIONS	NET	GROSS	PROVISIONS	NET
<b>LOANS TO HOUSEHOLDS</b>	<b>466,159</b>	<b>6,970</b>	<b>459,189</b>	<b>12,667</b>	<b>931</b>	<b>11,736</b>
<b>Individuals</b>	<b>428,589</b>	<b>5,050</b>	<b>423,539</b>	<b>11,331</b>	<b>531</b>	<b>10,800</b>
- Subsidised residential property	79,743	41	79,702			
- Unsubsidised residential property	348,738	4,940	343,798			
- Other	108	69	39			
<b>Individual entrepreneurs</b>	<b>37,570</b>	<b>1,920</b>	<b>35,650</b>	<b>1,336</b>	<b>400</b>	<b>936</b>
- Subsidised residential property	10,447		10,447			
- Unsubsidised residential property	27,082	1,880	25,202			
- Other	41	40	1			
<b>LOANS TO COMPANIES</b>	<b>158,969</b>	<b>6,012</b>	<b>152,957</b>	<b>893</b>	<b>484</b>	<b>409</b>
<b>Regional public sector (local communities) (3)</b>	<b>5,991</b>	<b>130</b>	<b>5,861</b>			
<b>Social organisations</b>	<b>18,300</b>	<b>102</b>	<b>18,198</b>			
- Subsidised residential property	3,204					
- Unsubsidised residential property	15,070	76	14,994			
- Other	26	26				
<b>Real estate professionals</b>						
- Unsubsidised residential property						
- Other						
<b>Real estate investors</b>	<b>133,121</b>	<b>5,735</b>	<b>127,386</b>	<b>893</b>	<b>484</b>	<b>409</b>
- Subsidised residential property	120,299	36	120,263			
- Unsubsidised residential property	11,232	4,572	6,660	866	465	401
- Other	1,590	1,127	463	27	19	8
<b>Structured financing</b>						
- Transportation						
- Large projects						
<b>Other</b>	<b>1,557</b>	<b>45</b>	<b>1,512</b>			
<b>TOTAL (1)</b>	<b>625,128</b>	<b>12,982</b>	<b>612,146</b>	<b>13,560</b>	<b>1,415</b>	<b>12,145</b>
(1) of which subsidised sector	214,648	77	214,571			
of which unsubsidised sector (2)	410,480	12,905	397,575	13,560	1,415	12,145

(2) The amount of doubtful loans in the unsubsidised sector includes €182 million of SGFGAS-guaranteed loans

(3) Net and gross subsidised sector loans included in French public sector: €955K

In compliance with CRC Regulation n°2005-03, outstanding doubtful loans are not included in loans benefiting from a guarantee covering nearly all risks. This includes, notably, loans to the subsidised sector and PAS loans guaranteed by the State.

(in thousands of euros)

December 31, 2008	Total doubtful loans			Of which compromised doubtful loans		
	GROSS	PROVISIONS	NET	GROSS	PROVISIONS	NET
<b>LOANS TO HOUSEHOLDS</b>	<b>315,673</b>	<b>7,392</b>	<b>308,281</b>	<b>12,948</b>	<b>4,850</b>	<b>8,098</b>
<b>Individuals</b>	<b>289,819</b>	<b>5,474</b>	<b>284,345</b>	<b>9,576</b>	<b>3,215</b>	<b>6,361</b>
- Subsidised residential property	59,734	75	59,659			
- Unsubsidised residential property	229,974	5,326	224,648	9,465	3,143	6,322
- Other	111	73	38	111	72	39
<b>Individual entrepreneurs</b>	<b>25,854</b>	<b>1,918</b>	<b>23,936</b>	<b>3,372</b>	<b>1,635</b>	<b>1,737</b>
- Subsidised residential property	8,301		8,301			
- Unsubsidised residential property	17,523	1,890	15,633	3,344	1,607	1,737
- Other	30	28	2	28		
<b>LOANS TO COMPANIES</b>	<b>43,034</b>	<b>6,482</b>	<b>36,552</b>	<b>9,603</b>	<b>5,879</b>	<b>3,724</b>
<b>Regional public sector (local communities)</b>	<b>5,866</b>	<b>144</b>	<b>5,722</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	
<b>Social organisations</b>	<b>16,674</b>	<b>420</b>	<b>16,254</b>	<b>802</b>	<b>64</b>	<b>738</b>
- Subsidised residential property	1,245	14				
- Unsubsidised residential property	15,354	337	15,017	775	37	738
- Other	75	69	6	27		
<b>Real estate professionals</b>						
- Unsubsidised residential property						
- Other						
<b>Real estate investors</b>	<b>19,435</b>	<b>5,881</b>	<b>13,554</b>	<b>8,712</b>	<b>5,792</b>	<b>2,920</b>
- Subsidised residential property	7,816	33	7,783			
- Unsubsidised residential property	9,813	4,678	5,135	6,967	4,622	2,345
- Other	1,806	1,170	636	1,745	1,170	575
<b>Structured financing</b>						
- Transportation						
- Large projects						
<b>Other</b>	<b>1,059</b>	<b>37</b>	<b>1,022</b>	<b>87</b>	<b>21</b>	<b>66</b>
<b>TOTAL (1)</b>	<b>358,707</b>	<b>13,874</b>	<b>344,833</b>	<b>22,551</b>	<b>10,729</b>	<b>11,822</b>

(1) of which subsidised sector  
 of which unsubsidised sector (2)

77,946	122	77,824			
280,761	13,752	267,009	22,551	10,729	11,822

(2) The amount of doubtful loans in the competitive sector includes €105.56 million of SGFGAS-guaranteed loans

In accordance with CRC Regulation No. 2005-03, compromised doubtful loans do not include loans that benefit from a guarantee covering almost all risks, such as loans of the subsidised sector and French State-guaranteed PAS loans

### **NOTE 3 - DUE TO BANKS**

(in thousands of euros)

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
<b>DUE TO NON GROUP BANKS</b>			
On demand			
Current accounts			9,730
Other amounts due	558		8
Related payables			
<b>Sub-total</b>	<b>558</b>		<b>9,738</b>
At maturity			
At maturity BDF POO3G	7,500,000	146,139	2,500,000
Term loans (1)	151,266		130,278
Securities subject to repurchase agreements			
Related payables	36,119	4,137	38,228
<b>Sub-total</b>	<b>7,687,385</b>	<b>150,276</b>	<b>2,668,506</b>
<b>TOTAL DUE TO NON GROUP BANKS</b>	<b>7,687,943</b>	<b>150,276</b>	<b>2,678,244</b>
<b>DUE TO GROUP BANKS</b>			
On demand	142,407	9,989	16,079
At maturity	3,596,211	3,092,637	3,163,669
Term loans	2,995,914	2,002,637	2,565,840
Securities subject to repurchase agreements	600,297	1,090,000	597,829
<b>TOTAL DUE TO GROUP BANKS</b>	<b>3,738,618</b>	<b>3,102,626</b>	<b>3,179,748</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>11,426,561</b>	<b>3,252,902</b>	<b>5,857,992</b>

(1) Of which subsidised sector 15,855 9,971 16,606

## **NOTE 4 - CUSTOMER DEPOSITS**

*(in thousands of euros)*

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
<b>Other liabilities</b>			
<b>Non-group</b>			
On demand			
Other amounts due to customers	2,512	4,026	33,479
<b>TOTAL</b>	<b>2,512</b>	<b>4,026</b>	<b>33,479</b>

## NOTE 5 - DEBT SECURITIES

(in thousands of euros)

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
Negotiable debt securities (1)	269,252	188,112	181,252
Related payables	3,112	4,386	6,952
<b>Negotiable debt securities and related payables</b>	<b>272,364</b>	<b>192,498</b>	<b>188,204</b>
Mortgage Bonds ("obligations foncières") (2)	72,611,844	78,803,995	78,002,661
Related payables	1,344,092	1,539,266	1,957,400
<b>Mortgage Bonds and related payables</b>	<b>73,955,936</b>	<b>80,343,261</b>	<b>79,960,061</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>74,228,300</b>	<b>80,535,759</b>	<b>80,148,265</b>
(1) of which subsidised sector	31,252	38,112	31,252
(2) of which subsidised sector *	817,357	1,104,861	804,987

All of these debt securities benefit from a priority right of payment.

\* Borrowings from the subsidised sector include a total of 100 million pounds sterling explicitly guaranteed by the French State.

## NOTE 6 - SUBORDINATED DEBT

### I - Amount in financial statements

(in thousands of euros)

Description	Amount at 06/30/2009	Amount at 06/30/2008	Amount at 12/31/2008
Redeemable subordinated notes "RSN"	2,100,000	2,100,000	2,100,000
Subordinated participating loan	1,350,000	1,350,000	1,350,000
Related payables	24,338	44,997	589
<b>Total subordinated debt</b>	<b>3,474,338</b>	<b>3,494,997</b>	<b>3,450,589</b>

### II - Detailed information concerning subordinated debt

#### a) Financial characteristics

Category	Date of issue	Maturity date	Rate	Repayment terms	Amount at 06/30/2009
Redeemable subordinated notes "RSN" (1)	12/30/2003	12/30/2043	Euribor 3 months+0.5%	At maturity	2,100,000
Subordinated participating loan from Crédit Foncier de France <i>rescheduled on June 28, 2002</i>	10/22/1999	10/21/2040	TAM + 2,5%	At maturity	1,350,000

(1) including €2bn issued December 28, 2007, similar to the issue carried out December 30, 2003.  
In 2008, the company purchased €800 million in reimbursable subordinated instruments as a counteparty to a capital increase of €770 million, subscribed to by Crédit Foncier.

#### b) Possibility and conditions for early repayment

- On the subordinated participating loan  
Compagnie de Financement Foncier has the right to reimburse all or part of the loan before maturity without penalty.

#### c) Conditions relating to interest rate payable

- On the subordinated participating loan  
In order to ensure the Company's profitability, interest is only due if the net income for the year in respect of which the interest is due, after payment of that interest, is at least 10 million euros. As a consequence, if net income before payment of the interest were to be less than 10 million euros, no interest would be due and it would not be carried over to subsequent years. If net income, before payment of the interest, were greater than 10 million euros but would become less than this amount after payment of the interest, this interest is reduced by a corresponding amount, and the amount of interest greater than the interest thus reduced would not be carried forward to subsequent years.

- On the redeemable subordinated notes "RSN"  
Any interest not paid is carried over as unsecured debt.

## NOTE 7 - CHANGE IN SHAREHOLDERS' EQUITY

(in thousands of euros)

	Opening balance 01/01/2008	Allocations	Changes in capital and reserves		Balance at 12/31/2008	Allocations	Changes in capital and reserves		Balance at 06/30/2009
			Dividends paid in shares	Other change			Dividends paid in shares	Other change	
Capital stock (1)	154,000			770,000	924,000		84,000		1,008,000
Share premiums (1)	271,067				271,067		31,395		302,462
Reserves									
Legal reserve	15,400				15,400		3,112		18,512
General reserve	55,517				55,517				55,517
Regulated reserves									
of which									
<i>Regulated revaluation reserves</i>									
<i>Special long-term capital gains reserves</i>									
Retained earnings	3,691	53,151		1	56,843	-56,381			462
Net shareholders' equity before income for the year	499,675	53,151		770,001	1,322,827	-53,269	115,395		1,384,953
Income for the year before distribution	53,151	-53,151		62,231	62,231	-62,231			49,582
Net shareholders' equity after income for the year	552,826			832,232	1,385,058				1,434,535
Dividends distributed								105	
	Opening balance 01/01/2007	Allocations	Changes in provisions		Balance at 12/31/2008	Allocations	Changes in provisions		Balance at 06/30/2009
Regulated revaluation reserves			Increases	Reversals			Increases	Reversals	
Other regulated reserves									
Regulated reserves									
<b>Amount of shareholders' equity before dividends</b>	<b>552,826</b>		<b>832,232</b>		<b>1,385,058</b>				<b>1,434,535</b>
	Opening balance 01/01/2008	Allocations	Changes in FRBG		Balance at 12/31/2007	Allocations	Changes in FRBG		Balance at 06/30/2009
Fund for general banking risks	20,000		Increases	Reversals	20,000		Increases	Reversals	20,000
<b>TOTAL</b>	<b>572,826</b>		<b>832,232</b>		<b>1,405,058</b>				<b>1,454,535</b>

(1) The capital stock consists of 57,750,000 ordinary shares with a par value of 16 euros, which all benefit from the same rights, in December 2008.

No revaluation has been carried out to date.

During the first half-year, 5,250,000 new shares were issued, with a par value of €16.

## NOTE 8 : COMMITMENTS GIVEN

	06/30/2009		06/30/2008		12/31/2008	
	Net authorisations	Amounts not drawn down	Net authorisations	Amounts not drawn down	Net authorisations	Amounts not drawn down
<b>SUBSIDISED SECTOR</b>						
Non-Group commitments						
Banks						
Customers						
<b>Sub-total subsidised sector</b>						
<b>COMPETITIVE SECTOR</b>						
Non-Group commitments						
Other values given as a guarantee (1)	8,680,186				10,449,002	
Banks						
Customers	103,285	4,106,254	125,162	5,804,771	127,012	2,822,993
<b>Sub-total competitive sector</b>	<b>8,783,471</b>	<b>4,106,254</b>	<b>125,162</b>	<b>5,804,771</b>	<b>10,576,014</b>	<b>2,822,993</b>
<b>TOTAL (2)</b>	<b>12,889,725</b>		<b>5,929,933</b>		<b>13,399,007</b>	

**Amounts not drawn down** represent the fractions that remain to be drawn on loans already partially put in place.

**Net authorisations** represent the amount of loans authorised but which have not yet been put in place.

1) This line represents assets and securities given as collateral to the Banque de France, in the framework of the pool of the Overall collateral management program or Gestion Globale des Garanties (3G), of which €3,740 million in loans and in €4,940 million in securities.

2) At June 30, 2009, doubtful commitments came to €1,244K. Concerning financing commitments given to customers, the main changes are the following:

	<u>June 30, 2009</u>	<u>December 31, 2008</u>
Interactive cash-flow lines	€107 million	€305 million
Local authority public sector	-	
Revolving credit lines (outstandings purchased from Ixis CIB)	€2,986 million	€2,012 million
Treasury housing savings accounts ("primes d'épargne logement")	€534 million	€37 million

## **NOTE 9 - COMMITMENTS RECEIVED**

(in thousands of euros)

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
<b>FINANCING COMMITMENTS</b>			
NON-GROUP COMMITMENTS			
Banks (1)	344,186		7,349,674
<b>Sub-total</b>	<b>344,186</b>		<b>7,349,674</b>
GROUP COMMITMENTS (2)	559,031	567,872	563,200
<b>Total</b>	<b>903,217</b>	<b>567,872</b>	<b>7,912,874</b>
<b>GUARANTEE COMMITMENTS</b>			
NON-GROUP COMMITMENTS			
Banks (3)	3,349,022	3,427,387	3,384,497
Customers (4)	28,437,851	31,678,290	30,051,552
<b>Sub-total</b>	<b>31,786,873</b>	<b>35,105,677</b>	<b>33,436,049</b>
GROUP COMMITMENTS (5)	9,760,074	13,498,026	11,415,551
<b>Total</b>	<b>41,546,947</b>	<b>48,603,703</b>	<b>44,851,600</b>
<b>COMMITMENTS ON SECURITIES</b>			
Others securities to be received	5,000	559,319	542,418
<b>Total</b>	<b>41,551,947</b>	<b>49,163,022</b>	<b>45,394,018</b>
<b>Total commitments received</b>	<b>42,455,164</b>	<b>49,730,894</b>	<b>53,306,892</b>

(1) The non-group financing commitments represented the commitment received from the Banque de France as part of the Global Management guarantee pool. They totalled €344,1 million at June 30, 2009 and €7,349.6 million at December 31, 2008.

(2) Group commitments included a €500,000K line of credit granted by Crédit Foncier and FCC share repurchase agreements amounting to €59,031K.

(3) Including rated AA/AA-	€543,300K
- Guarantees received from Créserfi:	€28,069K
- Security enhancement guarantees received from insurance companies:	€2,777,653K

(4) Compagnie de Financement Foncier posts guarantees to the balance sheet that are explicitly or implicitly related to certain types of customer loans on the balance sheet, in view of their materiality.

At June 30, 2009, these guarantees are broken down as follows:

- State guarantees on subsidised sector loans: €1,338,152K

- SFGAS guarantees on FGAS-eligible loans and repurchased by the state: €6,960,895

- Mortgage guarantees for mortgage loans benefiting from only one such guarantee: €7,491,513K

- Guarantees granted by local authorities and other entities: €1,728,813K  
Security enhancement guarantees granted by European states, identified since December 31, 2022. €18,810,182K

(5) Guarantee commitments received in connection with transactions to indirectly or directly transfer a credit risk to a AAA rated European public entity totalling €3,087 million, €2,394 million with a European banking establishment benefiting from the highest possible credit rating as well as commitments received from a credit insurer CIFG. They also include a guarantee received from CNCE in connection with French local authority public sector loans purchased from IXY'S CIB for €1,254 million.

## NOTE 10 - FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS

(in thousands of euros)

	06/30/2009		06/30/2008		12/31/2008	
	Currency receivable	Currency payable	Currency receivable	Currency payable	Currency receivable	Currency payable
<b>FORWARD TRANSACTIONS</b>						
Transactions directly with counterparties (1)						
Hedging transactions						
Financial swaps						
Micro-hedging transactions						
Subsidised sector	117,357	161,891	126,223	161,891	104,987	161,891
Unsubsidised sector	19,076,179	19,978,607	20,903,736	22,769,500	21,922,494	23,330,649
Macro-hedging transactions						
Subsidised sector						
Unsubsidised sector						
Total hedging transactions	19,193,536	20,140,498	21,029,959	22,931,391	22,027,481	23,492,540
<b>FORWARD TRANSACTIONS (NOMINAL AMOUNTS)</b>	<b>19,193,536</b>	<b>20,140,498</b>	<b>21,029,959</b>	<b>22,931,391</b>	<b>22,027,481</b>	<b>23,492,540</b>
<b>FORWARD TRANSACTIONS (FAIR VALUE) (2)</b>	<b>-870,491</b>		<b>-2,119,583</b>		<b>-1,473,701</b>	
<b>CURRENT CASH TRANSACTIONS</b>			<b>63,435</b>	<b>63,211</b>	<b>287,418</b>	<b>315,000</b>
<b>TOTAL FOREIGN CURRENCY TRANSACTIONS</b>	<b>19,193,536</b>	<b>20,140,498</b>	<b>21,093,394</b>	<b>22,994,602</b>	<b>22,314,899</b>	<b>23,807,540</b>
<b>TOTAL</b>	<b>39,334,034</b>		<b>44,087,996</b>		<b>46,122,439</b>	

(1) Compagnie de Financement Foncier does not transact any forward foreign currency contracts on regulated markets.

(2) Data communicated pursuant to regulation CRC 2004-16 of Nov. 23, 2004 regarding information to be provided further to the transposition of the European directives, "Fair value" and "Modernisation."

## NOTE 11 - FORWARD FINANCIAL INSTRUMENTS

	(in thousands of euros)					
	06/30/2009		06/30/2008		12/31/2008	
	Euros (1)	Other currencies (2)	Euros (1)	Other currencies (2)	Euros (1)	Other currencies (2)
<b>TRANSACTIONS DIRECTLY WITH COUNTERPARTIES (3)</b>						
<b>CONDITIONAL TRANSACTIONS</b>						
<b>Micro-hedging transactions</b>						
Purchases						
Sales	9,909		12,958		9,909	
Macro-hedging transactions						
Purchases			882,708		797,393	
Sales	731,130					
<b>Other conditional transactions</b>						
Purchases						
Sales						
<b>CONDITIONAL TRANSACTIONS (NOMINAL AMOUNTS)</b>	<b>741,039</b>		<b>895,666</b>		<b>807,302</b>	
<b>CONDITIONAL TRANSACTIONS (FAIR VALUE)</b>	<b>7,901</b>		<b>16,767</b>		<b>7,667</b>	
<b>Firm transactions</b>						
<b>Micro-hedging transactions</b>						
Interest rate instruments	78,149,540	300,223	79,939,739	314,727	78,768,347	277,314
Exchange rate instruments	78,149,540	300,223	79,939,739	314,727	78,768,347	277,314
Other instruments						
<b>Macro-hedging transactions</b>						
Interest rate instruments	33,901,280		31,659,250		34,764,781	
Exchange rate instruments	33,901,280		31,659,250		34,764,781	
Other instruments						
<b>Other transactions</b>						
Interest rate instruments	1,933,806				1,944,805	
Exchange rate instruments	1,933,806				1,944,805	
Other instruments (4)	1,933,806				1,944,805	
<b>FIRM TRANSACTIONS (NOMINAL AMOUNTS)</b>	<b>113,984,626</b>	<b>300,223</b>	<b>111,598,989</b>	<b>314,727</b>	<b>115,477,933</b>	<b>277,314</b>
<b>FIRM TRANSACTIONS (FAIR VALUE) (5)</b>	<b>-1,417,143</b>	<b>-2,275</b>	<b>-1,436,789</b>	<b>8,637</b>	<b>1,089,259</b>	<b>1,454</b>
<b>FIRM AND CONDITIONAL TRANSACTIONS</b>	<b>114,725,665</b>	<b>300,223</b>	<b>112,494,655</b>	<b>314,727</b>	<b>116,285,235</b>	<b>277,314</b>
<b>TOTAL (6) (NOMINAL AMOUNTS)</b>	<b>115,025,888</b>		<b>112,809,382</b>		<b>116,562,549</b>	
<b>TOTAL (FAIR VALUE)</b>	<b>-1,411,517</b>		<b>-1,411,385</b>		<b>1,098,380</b>	

(1) Euro equivalent for non-euro currencies IN.

(2) Euro equivalent currencies that became the euro OUT.

(3) Compagnie de Financement Foncier does not transact any forward financial instruments on regulated markets.

(4) The amount of €1,933,806K represents a guarantee from Crédit Foncier on the RMBS tranches held on Compagnie de Financement Foncier's balance sheet. This portfolio was protected against credit risk following Crédit Foncier's implementation of a mirror operation of a Credit Default Swap. Because this guarantee ended during the first half of 2008, Crédit Foncier accorded an equivalent protection June 15, 2008 on a portion of the portfolio by committing to compensate for a drop in the weighting if the rating agencies downgrade the rating to under A-/A3/A-.

(5) Data communicated pursuant to regulation CRC 2004-16 of Nov. 23, 2004 regarding information to be provided further to the transposition of the European directives, "Fair value" and "Modernisation."

(6) At June 30, 2009, there were no outstanding doubtful loans relating to transactions on financial instruments.

## **NOTE 12 - INTEREST AND SIMILAR INCOME (1) (2)**

(in thousands of euros)

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
On transactions with banks	99,856	246,301	500,523
On transactions with customers	739,464	789,329	1,621,353
On bonds and other fixed income securities	1,231,830	1,043,723	2,184,572
Other interest and similar income	0	32,784	78,508
<b>TOTAL</b>	<b>2,071,150</b>	<b>2,112,137</b>	<b>4,384,956</b>

(1) including income from the subsidised sector 63,139 89,962 168,723

(2) including €3K as reversals of discounts on restructured loans under non-market conditions.

## **NOTE 13 - INTEREST AND SIMILAR EXPENSES (1)**

(in thousands of euros)

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
On transactions with banks	-142,797	-107,705	-235,375
On transactions with customers	-22,927	-1,396	-1
On bonds and other fixed income securities	-1,548,937	-1,791,323	-3,739,597
Related to subordinated debt	-53,013	-120,091	-222,611
Other interest and similar expenses	-181,383	-3,216	-13,132
<b>Total</b>	<b>-1,949,057</b>	<b>-2,023,731</b>	<b>-4,210,716</b>

(1) Of which expenses from the subsidised sector -52,026 -62,150 -138,386

## NOTE 14 - NET COMMISSIONS AND FEES

(in thousands of euros)

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
<b>Income</b>	<b>19,840</b>	<b>14,019</b>	<b>38,443</b>
On transactions with banks			
On transactions with customers	8,083	11,962	34,420
Transfer of loan issuance costs/expenses	11,622	2,026	3,899
On securities transactions			
Other commissions and fees	135	31	124
<b>Expenses</b>	<b>-15,408</b>	<b>-4,581</b>	<b>-7,895</b>
On transactions with banks	-562	-627	-1,110
On transactions with customers		-7	-10
On securities transactions (1)	-12,101	-2,172	-4,208
On payment method transactions			
Other commissions and fees	-2,745	-1,775	-2,567
<b>Net balance</b>	<b>4,432</b>	<b>9,438</b>	<b>30,548</b>
(1) of which loan issuance costs	-12,101	-2,172	4,208

## NOTE 15 - GAINS AND LOSSES ON TRADING PORTFOLIO TRANSACTIONS

	(in thousands of euros)		
	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
<b>Foreign exchange and arbitrage transactions</b>	<b>160</b>	<b>-832</b>	<b>889</b>
Gains on foreign exchange and arbitrage transactions (1)	1,715	188	70,302
Losses on foreign exchange and arbitrage transactions (1)	-1,555	-1,020	-69,413
<b>Forward financial instrument transactions</b>			
Income from forward financial instruments			
Expenses on forward financial instruments			
Reversals in provisions for unrealised losses on interest-rate instruments			
Increases in provisions for unrealised losses on interest-rate instruments			
<b>Net balance</b>	<b>160</b>	<b>-832</b>	<b>889</b>

(1) In 2008, exchange rate profits resulted from a €67,198K adjustment due to the termination of currency swaps with Lehman Brothers. It was offset by a currency loss of the same amount.

## NOTE 16 - GAINS AND LOSSES ON INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS

	(in thousands of euros)		
	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
Gains on disposal			
Losses on disposal			
Reversals of provisions for loss of value	2,191	142	737
Increases in provisions for loss of value (1)	-3,243	-1,897	-8,271
<b>Net balance</b>	<b>-1,052</b>	<b>-1,755</b>	<b>-7,534</b>

(1) In 2008, depreciation provisions concerned the AYT CEDULA 4% and CRH 5% bonds.

Variations over the first six months of 2009 mostly concern these same securities. At June 30, 2009, depreciation of securities reached €9,502K of which €8,721K for AYT CEDULA 4% bonds.

## NOTE 17 - OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS

(in thousands of euros)

	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
<b>Reversals of provisions relating to banking transactions</b>			
Surplus of reversals over increases in provisions for amortisation of loans			
Provision for claims and litigation on banking transactions			
<b>Other income from banking operations</b>			
Transfer of operating expenses			
* Flat-rate commissions on PAS loans			
Other sundry income from banking operations (1)	2,244	1,975	2,350
<b>Total</b>	<b>2,244</b>	<b>1,975</b>	<b>2,350</b>

(1) of which dividends on PAS commissions received by FGAS

2,027 1 943 1,943

In 2008 and 2009, Compagnie de Financement Foncier received, from FGAS, dividends on PAS flat commissions for the periods 1993 to 2002 following the termination of the FGAS guarantee system.

## NOTE 18 - OTHER EXPENSES FROM BANKING OPERATIONS

(in thousands of euros)

	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
<b>Increases in provisions relating to banking operations</b>			
Provision for claims and litigation on banking transactions			
<b>Other expenses on banking operations</b>			
Commissions on PAS and PTZ loans paid to FGAS			
Amortisation of loan issuance expenses	-5,754	-5,930	-11,854
Amortisation of flat-rate commissions on PAS loans			
Amortisation of the correcting account on PC and PAS loans	-411	-1,009	-1,680
Other sundry expenses from banking operations	-913	-58	-372
<b>TOTAL</b>	<b>-7,078</b>	<b>-6,997</b>	<b>-13,906</b>

## NOTE 19 - GENERAL OPERATING EXPENSES

(in thousands of euros)

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
Personnel expenses	-162	-111	-200
Taxes and duties	-5,354	-4,016	-8,657
External services	-1,985	-2,698	-3,989
Expenses invoiced by Crédit Foncier de France	-37,996	-45,840	-87,846
<b>Total</b>	<b>-45,497</b>	<b>-52,665</b>	<b>-100,692</b>

Note: The total amount of compensation received by members of management entities in the first semester of 2009 was €115K.

## NOTE 20 - COST OF RISK

(in thousands of euros)

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
<b>Provisions and losses on doubtful loans</b>	<b>-2,248</b>	<b>8,048</b>	<b>1,972</b>
Increases in provisions	-3,808	-2,072	-4,774
Reversals of provisions	2,357	10,999	13,060
Losses not covered by provisions (1) of which discounts on restructured loans	-797 -16	-879	-6,314
<b>Losses provisioned for unrecoverable loans</b>			
Losses covered by provisions	-1,142	-565	-681
Reversals of provisions used	1,142	565	681
<b>Recoveries on amortized loans (2)</b>	<b>218</b>	<b>292</b>	<b>2,018</b>
<b>Net balance</b>	<b>-2,030</b>	<b>8,340</b>	<b>3,990</b>

(2) of which recoveries for correcting account 10 91 1,364

(1) In 2008, non-swapped losses include a net loss of €-4,959k linked to the ceding of a loan to Lehman Brothers to Crédit Foncier via swap adjustments.

## NOTE 20 BIS - INCREASES IN PROVISIONS FOR DOUBTFUL LOANS

(in thousands of euros)

	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
<b>PROVISIONS FOR DOUBTFUL LOANS</b>			
Provisions for loans to customers	-3,272	-2,057	-4,261
<b>PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES - COST OF RISK</b>			
Provision for losses and charges on commitments			
Provision for counterparty risks (1)	-536	-15	-513
<b>TOTAL</b>	<b>-3,808</b>	<b>-2,072</b>	<b>-4,774</b>

(1) In 2008, a provision of €83k was made client collective provision and €430k for Neiertz provision.  
In 2009, a provision of €112K was made for client collective provisions and €424K for sectoral risks.

## NOTE 20 TER - REVERSALS IN PROVISIONS FOR DOUBTFUL LOANS

(in thousands of euros)

	06/30/2009	06/30/2008	12/31/2008
<b>Provisions for doubtful loans</b>			
Provisions for loans to banks			
Provisions for loans to customers	3,273	8,667	10,472
<b>Provisions for liabilities and charges - cost of risk</b>			
Provision for losses and charges on commitments			
Provision for counterparty risks (1)	226	2,897	3,268
<b>Total</b>	<b>3,499</b>	<b>11,564</b>	<b>13,740</b>

(1) In 2008, reversal of €1,854k of the "client" collective provision, a reversal of €459k of the Neiertz provision and reversal of €955k of sectoral provision.  
In 2009, reversals of €218K of the "client" collective provision and of €9K of the sectoral provision

## NOTE 21 - TRANSACTIONS WITH RELATED ENTERPRISES AND OTHER INVESTMENTS

*(in thousands of euros)*

	Related enterprises		Other investments	TOTAL
	Group (1)	Non-group		
<b>Loans receivable from banks</b>				
On demand	11,201			<b>11,201</b>
At maturity	5,666,764			<b>5,666,764</b>
<b>Loans payable to banks</b>				
On demand	142,407			<b>142,407</b>
At maturity	2,995,914			<b>2,995,914</b>
Securities subject to repurchase agreement	600,297			<b>600,297</b>
<b>Commitments given</b>				
Financing				
Guarantee				
<b>Commitments received</b>				
Financing	559,031			<b>559,031</b>
Guarantee	9,760,074			<b>9,760,074</b>
<b>On securities transactions</b>				
Bonds and other fixed income securities	12,880,830			<b>12,880,830</b>
Debt securities				
Subordinated debt	3,474,338			<b>3,474,338</b>

(1) The definition of Group refers to the consolidated group to which Compagnie de Financement Foncier belongs. The Company is fully consolidated within the consolidated financial statements of Crédit Foncier de France, itself a part of the Caisse d'Epargne Group. As a result, the Group represents all of the fully and proportionally consolidated entities of the Caisse d'Epargne Group.

## NOTE 22 - SCHEDULE OF FOREIGN EXCHANGE POSITIONS

### C.O.B RECOMMENDATION 89.01

HEADINGS	\$ Australian	\$ Canadian	US \$	Hong Kong \$	£ Sterling	Swiss franc	Yen	Hungarian Forint	New Zealand \$	Mexican Peso	Danish Krone	TOTAL
<b>BALANCE SHEET</b>												
Financial assets	14,334	22,846	3,045,770	352	71,746	1,492,315	1,905,415	9,490	634	1,876	7	6,564,785
Financial liabilities	774,627	434,478	5,644,521	29,473	1,742,928	3,212,906	1,468,245	75	9,845	62		13,317,160
<b>Balance sheet differential (I)</b>	<b>-760,293</b>	<b>-411,632</b>	<b>-2,598,751</b>	<b>-29,121</b>	<b>-1,671,182</b>	<b>-1,720,591</b>	<b>437,170</b>	<b>9,415</b>	<b>-9,211</b>	<b>1,814</b>	<b>7</b>	<b>-6,752,375</b>
<b>OFF - BALANCE SHEET</b>												
Commitments received	760,413	448,541	6,899,494	29,121	1,948,919	4,452,001	2,205,136		9,236			16,752,861
Commitments given		36,866	4,300,129		277,753	2,730,588	2,642,263	9,427		1,914		9,998,940
<b>Off balance sheet differential (II)</b>	<b>760,413</b>	<b>411,675</b>	<b>2,599,365</b>	<b>29,121</b>	<b>1,671,166</b>	<b>1,721,413</b>	<b>-437,127</b>	<b>-9,427</b>	<b>9,236</b>	<b>-1,914</b>		<b>6,753,921</b>
<b>Overall differential (I)+(II)</b>	<b>120</b>	<b>43</b>	<b>614</b>		<b>-16</b>	<b>822</b>	<b>43</b>	<b>-12</b>	<b>25</b>	<b>-100</b>	<b>7</b>	<b>1,546</b>

Financial assets are comprised of amounts due from banks and customers.

Financial liabilities are comprised of amounts due to banks, customer deposits, and debt securities.

Foreign Exchange Position: the table above only shows the amount of transactions carried out by Compagnie de Financement Foncier on its own behalf and thus excludes transactions carried out on behalf of the French State for the subsidised sector.

## **NOTE 23 - CASH FLOW STATEMENT**

### **1. Principles:**

The Cash flow Statement analyses the changes in cash positions due to operating, investment, and financing activities between two financial years.

The Compagnie de Financement Foncier Cash Flow Statement is presented according to recommendation 2004-R-03 of the French Conseil National de la Comptabilité, concerning the format of company financial summary as part of the Finance and Banking Regulatory.

It is prepared using the indirect method: the net income for the year is restated for non-monetary items : depreciation allowances for tangible and intangible assets, net provisions, other transactions without cash payments (such as expenses payable and cash flow related to operating, investment, and financing activities is determined by the difference) between items in the financial statements of the previous year and those of the current year.

Transactions concerning capital that do not generate cash flow or have no impact on income are neutral : payment of dividends in shares, increase in a provision by allocation on retained earnings.

The breakdown of Compagnie de Financement Foncier activities between operating, investment and financing activities reflects its status as a société de crédit foncier.

Operating activities include:

- \* the acquisition of eligible loans
- \* the acquisition of eligible securitisation tranches
- \* the issue of obligations foncières and other unsubordinated long-term resources.

Financing activities include:

- \* dividends paid in cash
- \* the issue and reimbursement of subordinated loans.

The cash position is defined using the standards of the French Conseil National de la Comptabilité. It includes cash on hand and on-demand deposits at the Banque de France, in post office accounts and with banks.

**2. Cash flow statement:**

	(in thousands of euros)		
	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
<b>OPERATING ACTIVITIES</b>			
Net income for the year	49,582	31,843	62,231
Restatement of earnings, related to operating activities			
Tangible and intangible fixed assets, excluding goodwill	2,480	2,668	5,336
Net provisions / customers and banks	-353	-7,594	-6,703
Net provisions / short-term investment securities	1,052	1,756	7,534
Net provisions for risks / loans	309	-2,882	-2,755
Net gain on sale of fixed assets			
Other transactions without cash payments	-126,720	686,379	-345,608
Cash flow on loans to banks and customers	918,017	727,616	45,239
Cash flow on short-term investment securities	-225,392	149,649	-1,199,443
Cash flow on long-term investment securities	-563,434	-1,142,980	-268,051
Cash flow on other assets	523,216	497,810	746,716
Cash flow on debts / banks and customers	5,402,679	-1,964,842	639,399
Net borrowing	-5,302,818	1,470,212	662,019
Cash flow on other liabilities	319,667	-429,837	9,640
<b>Net cash flow used for operating activities</b>	<b>998,285</b>	<b>19,798</b>	<b>355,554</b>
<b>INVESTMENT ACTIVITIES</b>			
Cash flow related to the sale of :			
Financial assets			
Tangible and intangible fixed assets			
Disbursements for the acquisition of :			
Financial assets			
Tangible and intangible fixed assets			
Net cash flow from other investment activities			
<b>Net cash flow used for investment activities</b>			
<b>FINANCING ACTIVITIES</b>			
Cash flow from share issues	115,395	770,000	770,000
Dividends paid	-115,500		
Net issue of subordinated debt		-800,000	-800,000
Other			
<b>Net cash flow from financing activities</b>	<b>-105</b>	<b>-30,000</b>	<b>-30,000</b>
<b>Net change in cash position</b>	<b>998,180</b>	<b>-10,202</b>	<b>325,554</b>
Cash position at start of year	1,227,734	902,180	902,180
Cash position at end of year	2,225,914	891,978	1,227,734
Net	998,180	-10,202	325,554
Cash	3,586	32,177	20,024
Treasury notes			
Due to banks at maturity	2,222,328	859,801	1,207,710
<b>TOTAL</b>	<b>2,225,914</b>	<b>891,978</b>	<b>1,227,734</b>

## NOTE 24 - PRIVILEGED/NON-PRIVILEGED LIABILITIES

(in thousands of euros)

	<b>06/30/2009</b>	<b>06/30/2008</b>	<b>12/31/2008</b>
<b>PRIVILEGED DEBT</b>	<b>76,390,648</b>	<b>84,212,925</b>	<b>83,398,704</b>
Due to banks	155,512	180,313	165,469
Debts represented by a security	74,228,300	80,535,759	80,148,265
Amounts due under forward financial instruments	2,005,072	3,461,202	3,026,085
Amounts due under the agreement covered by Article L515-22 of the French Monetary and Financial Code	1,764	35,651	58,885
Debt resulting from related expenses mentioned in the last paragraph of Article L515-19 of the French Monetary and Financial Code			
<b>NON-PRIVILEGED DEBT</b>	<b>18,450,142</b>	<b>9,476,445</b>	<b>12,543,914</b>
Unsecured debt	12,770,891	3,748,087	6,905,369
Subordinated and similar debt of which:			
Redeemable subordinated notes "RSNs"	4,214,779	4,344,186	4,223,859
Participating loan	2,100,095	2,100,318	2,100,407
Shareholders' equity and provisions	1,374,243	1,394,678	1,350,181
<b>TOTAL LIABILITIES</b>	<b>94,840,790</b>	<b>93,689,370</b>	<b>95,942,618</b>

## **2.5 Statutory auditors' review report on the 2009 interim financial information**

### **KPMG Audit**

1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex

### **PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

### **STATUTORY AUDITORS' REVIEW REPORT ON THE 2009 INTERIM FINANCIAL INFORMATION**

*This is a free translation into English of the Statutory Auditors' review report issued in French and is provided solely for the convenience of English speaking readers. This report should be read in conjunction with, and construed in accordance with, French law and professional auditing standards applicable in France.*

To the Shareholders

*Compagnie de Financement Foncier*  
19, rue des Capucines  
75001 Paris

In compliance with the assignment entrusted to us by your Annual General Meeting and in accordance with the requirements of article L. 451-1-2 III of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*), we hereby report to you on:

- the review of the accompanying condensed interim financial statements of Compagnie de Financement Foncier for the six months ended 30 June 2009;
- the verification of the information contained in the interim management report.

These condensed interim consolidated financial statements are the responsibility of the Board of Directors. They were prepared against the backdrop of the economic and financial crisis, under the same conditions of extremely volatile financial markets and uncertainty with regard to economic forecasts which already existed at 31 December 2008. Our role is to express a conclusion on these condensed interim financial statements based on our review.

#### **✓ Conclusion on the financial statements**

We conducted our review in accordance with professional standards applicable in France. A review of interim financial information consists of making inquiries, primarily of persons responsible for financial and accounting matters, and applying analytical and other review procedures. A review is substantially less in scope than an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France and consequently does not enable us to obtain assurance that we would become aware of all significant matters that might be identified in an audit. Accordingly, we do not express an audit opinion.

Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the accompanying interim financial statements do not give a true and fair view of the assets and liabilities and of the financial position of the company as at 30 June 2009, and of the results of its operations for the six-month period then ended, in accordance with the accounting rules and principles applicable in France.

#### **✓ Specific verification**

We have also verified the information given in the interim management report on the condensed interim financial statements subject to our review. We have no matters to report as to its fair presentation and consistency with the condensed interim financial statements.

Paris La Défense and Neuilly-sur-Seine, 27 August 2009

The Statutory Auditors

**KPMG Audit - Division of KPMG S.A.**

Rémy Tabuteau

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Jean-Baptiste Deschryver

## 2.6 Detail of the calculation of the overcollateralization ratio

**At June 30, 2009 in thousands of euros**

	Item code	Net book values	Weighting as a %	Weighted amounts
<b>Assets covering privileged resources</b>				
<b>I. Special asset items</b>				
Guaranteed loans for which the issuer of the guarantee has a rating below the 2nd highest grade of credit	201	0	0%	0
Securitisation tranches with a credit rating below the 2nd highest grade of credit quality	202	413,375	0%	0
of which:				
Securitisation tranches compliant with conditions of section II of CMF Article R515-4	2021			
Securitisation tranches compliant with conditions of section III of CMF Article R515-4	2022			
Guaranteed loans for which the issuer of the guarantee has the 2 <sup>nd</sup> highest grade of credit quality	203	0	50%	0
Securitisation tranches with the 2 <sup>nd</sup> highest grade of credit quality	204	0	50%	0
of which:				
Securitisation tranches conform with conditions of section II of CMF Article R515-4	2041			
Securitisation tranches conform with conditions of section III of CMF Article R515-4	2042			
Fixed assets resulting from the acquisition of real estate under implementation of guarantees	205	0	50%	0
Safe and liquid securities	206	8,769,538	100%	8,769,538
of which:				
Due from banks with the highest grade of credit quality	2061	8,221,328		
Due from banks in the European Economic Area that have the 2 <sup>nd</sup> highest grade of credit quality and whose remaining term to maturity does not exceed 100 days (cf. 3rd paragraph of Article R515-7)	2062			
Securities	2063	532,667		
Receivables related to these items	2064	15,543		
of which:				
Securities, amounts and receivables received as guarantees under the 2nd paragraph of article R515-7	2065	769,150		
<b>II. Other asset items</b>				
<b>Other 1<sup>st</sup> category asset items</b>	211	3,586	100%	3,586
<b>2<sup>nd</sup> category asset items:</b>	212	40,348,231	100%	40,348,231
of which:				
Mortgage loans of which:				
mortgage loans also guaranteed by the FGAS guarantee fund	2121	19,049,397		
mortgage loans also guaranteed by a bank or an insurance company	2121a	6,877,552		
mortgage loans also guaranteed by a public authority	2121b	5,193		
mortgage loans also guaranteed by a public authority	2121c	1,200,133		
Guaranteed loans for which the issuer of the guarantee has the highest grade of credit quality	2122	540,272		
Exposures to public authorities:	2123	20,643,726		
of which:				
exposures described in item 5 of CMF Article L515-15	2123a	0		
Other 2 <sup>nd</sup> category assets	2124	114,836		
<b>3<sup>rd</sup> category asset items:</b>	213	45,306,060	100%	45,306,060
of which:				
Securitisation tranches with the 2 <sup>nd</sup> highest grade of credit quality :				
Securitisation tranches compliant with conditions of sections II and IV of CMF Article R515-4	2131	21,961,092		
Securitisation tranches compliant with conditions of sections III and IV of CMF Article R515-4	2131a	14,435,805		
Securitisation tranches compliant with conditions of section II of CMF Article R515-4 but not compliant with conditions of section IV of CMF Article R515-4	2131b	435,987		
Securitisation tranches compliant with conditions of section III of CMF Article R515-4 but not compliant with conditions of section IV of CMF Article R515-4	2131c			
Securitisation tranches made up of at least 90% as stipulated in Article L. 515-15	2131d			
Exposures to public authorities	2131e	7,089,301		
of which:				
Exposures described in item 5 of CMF Article L515-15	2132	11,905,096		
Promissory notes regulated by CMF Articles L. 313-42 et seq.	2132a	0		
Other 3 <sup>rd</sup> category asset items	2134	2,373,633		
<b>4<sup>th</sup> category asset items:</b>	214	0	100%	0
Exposures to public authorities	2141			
Other 4 <sup>th</sup> category asset items	2142			
Transactions deducted from assets:				
Amounts received from clients awaiting allocation, recorded as liabilities	215	0	100%	0
Repurchase agreement transactions: Repurchase securities	216	-552,272	100%	-552,272
Collateral operation : POOL 3G	217	-9,346,215	100%	-9,346,215
For information:				
Assets deducted from shareholders' equity		0		
<b>TOTAL WEIGHTED ASSETS</b> (250 = 201+202+203+204+205+206+21+212+213+214+215+216+217)	F 230			84,528,928

<b>Resources benefiting from the privilege as defined in article L.515-19 of the French Monetary and Financial Code: liabilities</b>	Item code			Amounts
<b>I – Privileged funding from banks</b> Of which nominal amount	101 101a			155,510 151,263
<b>II – Priveleged resources from customers</b> Financial customers Non-financial customers	102 103			0 0
<b>subtotal</b> Of which nominal amount Of which nominal of obligations foncières and other privileged resources being processed	104 104a 104b			0
<b>III – Securities benefiting from the privilege</b> Obligations foncières Negotiable debt instruments Other securities benefiting from the privilege Liabilities related to these securities	115 116 117 118			72,611,844 269,252 0 1,347,204
<b>Subtotal</b> Of which nominal amount	119 119a			74,228,300 72,881,096
<b>IV – Amounts due in respect to the contract provided for by article L.515-22 of the French Monetary and Financial Code</b>	125			1,764
<b>V - Amounts due in respect to the forward financial instruments benefiting from the privilege defined under article L.515-19 of the French Monetary and Financial Code</b> Of which impact on variations of exchange rate on the nominal amount of privileged resources	126 126a			2,005,072 710,155
<b>VI – Liabilities resulting from the incidental expenses mentioned in the last paragraph of article L.515-19 of the French Monetary and Financial Code</b>	127			0
<b>PRIILEGED RESOURCES (140 = 101+104+119+125+126+127)</b>	T 140			76,390,646
<b>NOMINAL AMOUNT OF PRIILEGED RESOURCES (141 =101A+104A+104B+119A+126A)</b>	141			73,742,514
<b>COVERAGE RATIO (to 2 decimal points) (R/T*100)</b>	240			110.65%

### **3. Risk Management**

<b>FORWARD</b>	<b>57</b>
<b>ORGANIZATIONAL OVERVIEW - RISK MANAGEMENT</b>	<b>57</b>
<b>INTERNAL CAPITAL ADEQUACY AND SHAREHOLDERS' EQUITY</b>	<b>59</b>
<b>CREDIT AND COUNTERPARTY RISK MANAGEMENT</b>	<b>60</b>
<b>RISK MITIGATION TECHNIQUES</b>	<b>77</b>
<b>SECURITIZATION</b>	<b>80</b>
<b>G7 REPORTING</b>	<b>84</b>
<b>MARKET RISK AND ASSET &amp; LIABILITY MANAGEMENT RISK</b>	<b>85</b>
<b>OPERATIONAL RISK</b>	<b>86</b>
<b>OTHER RISKS</b>	<b>86</b>

## **1. FORWARD**

To ensure the transparency of its financial information beyond regulatory requirements and in compliance with the principles of IFRS and Basel II, Compagnie de Financement Foncier [Compagnie] provided a detailed and unaudited report on risk management in its 2008 Reference Document.

This update of the reference document as of June 30, 2009 includes information from the first half-year 2009. The reader should refer to the 2008 Reference Document for additional information.

## **2. ORGANIZATIONAL OVERVIEW: INFORMATION RELATING TO RISK MANAGEMENT**

Refer to the 2008 Reference Document for more information concerning sections 2.1 to 2.5 of this section.

### **2.6 – Highlights of 1st half-year 2009**

#### **2.6.1 – The economic environment**

The first half of 2009 was mainly marked by:

- The downturn in property markets that began in 2008 and worsened in the first half of 2009 in various European markets and most notably in Spain (particularly in Madrid and certain coastal areas), Ireland, Great Britain and, to a lesser extent, France. This deterioration in the real estate market (in a generally weak economic environment) has begun to affect the solvency of certain categories of borrowers and even to accelerate some of the negative trends observed in 2008, particularly in the property development and hotel industries.
- Although the financial crisis still made itself felt in the first six months of 2009, refinancing and credit market conditions improved toward the end of the first half in response to the efforts of central banks and governments, as interest rates stabilized at a very low level. In the first half of 2009, some institutions faced acute liquidity and even solvency problems that led the majority of sovereign states in Europe and the U.S. to take action to recapitalize banks and provide support for the interbank market. In credit markets, and especially the International Public Financing (IPF) and Securitization segments, the first quarter saw a veritable collapse in activity, with the volume of transactions at an historically low level and spreads extremely high. This situation improved significantly in the second quarter of 2009, with spreads narrowing considerably, particularly in the IPF sector, and a few transactions of modest proportions in the secondary securitization market.
- The ECB's plan to purchase up to €60 billion of covered bonds by June 2010 has also reinvigorated this market.

### The outlook for the second half of 2009

The recovery of issuance in the primary bond market was confirmed early in the second half of 2009 and should continue until the end of the year. Compagnie de Financement Foncier issued more than €7bn in covered bonds in the months of July and August 2009.

The fiscal stimulus measures undertaken by national governments and the prospects for global recovery that are beginning to take shape should provide Crédit Foncier, and subsequently Compagnie de Financement Foncier, with new opportunities in the second half of 2009.

#### **2.6.2 – Credit risk during the first half-year 2009**

The weak economic conditions of the first half of 2009 have not jeopardized the overall quality of Compagnie de Financement Foncier's loan portfolio and its risk profile, which remains very robust.

Crédit Foncier Group's management of resources and risks resulted in a voluntary slowing of activity in some market segments (public sector and international activities) in order to increase lending to Private Individuals. The slower growth in terms of volume was however offset by a significant increase in margins.

#### ***Mortgage loans***

It should be noted that Compagnie de Financement Foncier has never had, nor currently has, any direct or indirect exposure to the U.S. mortgage market.

Its asset portfolio has weathered the financial, real estate and banking crisis particularly well.

Stress tests conducted in the first half of 2009, and with even more severe assumptions than those used in 2008, have confirmed the excellent resilience of Compagnie de Financement Foncier's mortgage portfolio. It has stood up extremely well to "disaster" scenarios that saw the default rate rocket to as high as 20% of the portfolio (several thousand loans), real estate prices fall as much as 60% and prepayments decline.

#### ***Another highlight – compliance with Basel II enters final phase***

Crédit Foncier Group's Basel II project entered its certification phase in November 2008. The securitization positions system has been pre-certified after auditing by the shareholder's General Inspection Department and the Private Individuals portfolio is currently being audited.

When this process is completed the BPCE group should be able to confirm Crédit Foncier Group's application to have these portfolios certified for the first half of 2010, with an on-site inspection by the Commission Bancaire expected in late 2009 or early 2010.

Crédit Foncier was also busy in the first half of 2009 bringing its procedures into compliance with the Basel II environment. Compagnie de Financement Foncier is fully integrated in the implementation of this new environment.

### **3. INTERNAL CAPITAL ADEQUACY AND EQUITY REQUIREMENTS**

#### **3.1 to 3.2 – Capital management, breakdown of capital**

For more information about these sections please refer to the 2008 Reference Document.

#### **3.3 – Capital requirements**

Capital requirements, calculated using the solvability simulation technique at June 30, 2009 based on the standardized method, reached €1.502 billion. This represented an increase of €118 million compared to the calculation at December 31, 2008 following the reclassification of an intra-group guarantee as a guarantee falling outside of the parameters of the group and the incorporation of the Basel default criteria instead of the accounting definition.

Compagnie de Financement Foncier is considered within the parameters of its parent company and consequently all exposures with Groupe BPCE are weighted 20%.

#### **3.4 – Management of regulatory ratios**

The simulation technique of the solvability ratio of Compagnie de Financement Foncier as of 06/30/2009 resulted in the following:

	<b>06/30/09</b>	<b>12/31/08</b>
Tier 1 + Tier 2	11.62%	12.16%
Tier 1	7.74%	8.11%

The drop in ratios results from higher capital requirements as of June 30, 2009 following the methodology changes detailed in the preceding section.

#### **3.5 – Management of specific ratios**

##### ***Overcollateralization ratio***

Compagnie de Financement Foncier's overcollateralization ratio was stable from December 2008 to June 2009 and stands at 110.7%. This ratio has never fallen below 108% since Compagnie de Financement Foncier was created in 1999 and therefore has never fallen below the regulatory limit of 100%.

#### **Assets composition ratio**

<b>REPLACEMENT SECURITIES RATIO</b>	<b>June 09</b>	<b>Dec. 08</b>	<b>Limit</b>
Replacement securities (L. 515-7)	10.85%	10.08%	15%
Promissory notes (L. 515-16-1)	9.56%	9.48%	10%
Guaranteed loans (L. 515-6)	1.48%	1.29%	35%

#### **LTV overrun ratio**

As of June 30, 2009, LTV overruns on mobilized and purchased loans reached €59.4 million plus €16.3 million in overruns on tranches and securities issued by FCCs. The overruns at June 30, 2008 amounted to €75.7 million, which is far below the amount of non-privileged resources, which totaled €18,450 million at the same date.

Overruns, as of June 30, 2009, on refinanced and purchased loans thus increased from €59.4 million to nearly €1 billion assuming that all real estate assets used as collateral lose 10% of their value. Compagnie de Financement Foncier has sufficient non-privileged resources to cover these overruns. These tests thus confirm the high quality and strength of the portfolio.

## **4. CREDIT AND COUNTERPARTY RISK MANAGEMENT**

### **4.1 Procedures for selecting and measuring risk**

For more information on this subject refer to the 2008 reference document.

### **4.2 – Breakdown of commitments at June 30, 2009**

#### **4.2.1 Credit risk exposures**

The following tables break down gross customer loans (performing + doubtful), excluding off-balance-sheet commitments and financial guarantees given, representing total assets of €94.841 billion at the end of June 2009.

**Compagnie de Financement Foncier's risk coverage – summary as of June 30, 2009**

Risk coverage table

Risk exposure	In millions of euros		June 30, 2009		December 31, 2008	
	Balance sheet	Doubtful loan ratio	DLR (excl. subsidized sector)	Balance sheet	Doubtful loan ratio	DLR (excl. subsidized sector)
<b>PRIVATE INDIVIDUALS</b>	<b>42,236</b>	<b>0.9%</b>	<b>0.8%</b>	<b>42,340,</b>	<b>0.7%</b>	<b>0.6%</b>
French mortgage loans	18,306	2.1%	1.9%	17,441	1.8%	1.9%
French mortgage notes	9,044	n/a	n/a	9,043	n/a	n/a
<b>Mortgage total</b>	<b>27,349</b>	<b>1.4%</b>	<b>1.2%</b>	<b>26,484</b>	<b>1.2%</b>	<b>1.0%</b>
Securitized French mortgages (internal securitizations)	1,519	n/a	n/a	1,798	n/a	n/a
European residential mortgage-backed securities (RMBS)	13,395	0.0%	0.0%	14,058	0.0%	0.0%
<b>Securitized mortgage loans total</b>	<b>14,914</b>	<b>n/s</b>	<b>n/s</b>	<b>15,856</b>	<b>n/s</b>	<b>n/s</b>
<b>PUBLIC SECTOR</b>	<b>34,946</b>	<b>0.1%</b>	<b>0.1%</b>	<b>36,739</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.0%</b>
Social housing	3,485	0.4%	0.4%	3,495	0.3%	0.3%
French local authorities (FLA)	11,210	0.0%	0.0%	12,365	0.0%	0.0%
FLA via L 431-7 now L211-38	932	n/a	n/a	1,198	n/a	n/a
Sovereign debt (France)	1,312	0.0%	0.0%	1,086	0.0%	0.0%
<b>French Public Sector</b>	<b>16,939</b>	<b>0.1%</b>	<b>0.1%</b>	<b>18,144</b>	<b>0.1%</b>	<b>0.1%</b>
International Public Financing	15,555	ns	ns	14,873	ns	ns
Sovereign debt (international) (**)	2,452	ns	ns	3,721	ns	ns
<b>International Authorities</b>	<b>18,007</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.0%</b>	<b>18,594</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.0%</b>
<b>Commercial mortgages</b>	<b>410</b>	<b>5.8%</b>	<b>6.5%</b>	<b>451</b>	<b>5.1%</b>	<b>5.8%</b>
<b>Banking sector exposures</b>	<b>14,841</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.0%</b>	<b>12,715</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.0%</b>
of which Banque de France and CDC (**)	2,986	0.0%	0.0%	1,123	0.0%	0.0%
of which BCTG (Crédit Foncier exposures secured by collateral assets)	2,291	0.0%	0.0%	2,287	0.0%	0.0%
<b>Total risk exposure</b>	<b>92,461</b>	<b>0.5%</b>	<b>0.4%</b>	<b>92,245</b>	<b>0.4%</b>	<b>0.4%</b>
<b>Adjustments and other assets</b>	<b>2,380</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.0%</b>	<b>3,698</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.0%</b>
<b>Total</b>	<b>94,841</b>	<b>0.4%</b>	<b>0.3%</b>	<b>95,943</b>	<b>0.4%</b>	<b>0.4%</b>

(\*) Balance-sheet commitments (excluding off-balance sheet commitments and financial guarantees given) representing overall exposure to credit risk, gross figures (performing and doubtful) on a stand-alone basis, are based on management data and comply with French accounting standards.

(\*\*) Exposure to Caisse des Dépôts et Consignations, which totaled €683 million in 2008 and was classified as Sovereign, totaled €645 million at June 30, 2009 and was classified as Bank.

Analysis by business segment reveals the following:

- The ratio of doubtful loans to total outstanding loans for the French retail segment (excluding subsidized sector) rose from 1.5% at December 31, 2008 to 1.9% at the end of June 2009. This is attributable to a small increase in payments in arrears over the past few months and does not signify a material deterioration in the loan portfolio's intrinsic quality.
- The doubtful loans ratio in the French Public Sector segment remains stable at a very low 0.1%, despite the slight increase in the DLR for Social Housing (0.1%), which may be explained by the amortization of outstandings. There are still very few doubtful loans in the French Local Authorities and Social Housing segments.
- The ratio for Commercial Mortgages rose to 5.8% vs. 5.1% last year, when an €8 million loan was classified as doubtful.
- Lastly, there are no doubtful loans in the following categories, International Public Financing (IPF and Sovereign Debt), RMBS and other financial portfolios.

#### **Credit risk exposure by category**

The data presented below shows only on-balance-sheet commitments. The breakdown of exposures by Basel counterparty types excludes guarantees received and other risk-mitigating factors.

The small changes in the relative weightings between the Basel segments at June 30, 2009 reflect Compagnie de Financement Foncier's efforts to reduce risk in the difficult environment of the first half of 2009, and in particular its decision to limit business in some areas.

Exposures by Basel counterparty type as a percentage

As of June 30, 2009, Compagnie de Financement Foncier's assets reached €94.8 billion. Risk weightings based on Basel counterparty types have been stable overall. The breakdown of exposures by Basel category follows:

CREDIT RISK EXPOSURE BY BASEL II COUNTERPARTY TYPE			
In millions of euros	06/30/09	12/31/08	
BASEL COUNTERPARTY TYPE	TOTAL	% total	% total
Local associations	73	0%	0%
Private individuals	27,349	29%	28%
Commercial (tradesmen, merchants, professionals ...)	11	0%	0%
<b>RETAIL SUBTOTAL</b>	<b>27,433</b>	<b>29%</b>	<b>28%</b>
SME(*)	57	0%	0%
Social economy	428	0%	0%
Low-income housing institutions	2,343	3%	2%
Government-owned corporations	714	1%	1%
French local authorities	12,142	13%	14%
Private real estate professionals(*)	156	0%	0%
Public-private partnerships (PPP)	75	0%	0%
<b>REGIONAL DEVELOPMENT BANK SUBTOTAL</b>	<b>15,915</b>	<b>17%</b>	<b>17%</b>
Large corporations	2	0%	0%
Bank	14,841	15%	13%
Sovereign	3,764	4%	5%
Securitization (external)	20,897	22%	23%
Private finance initiatives	36	0%	0%
International Public Financing (IPF)	8,052	8%	8%
Regulated and unregulated funds	0	0%	0%
<b>MAJOR COUNTERPARTIES SUBTOTAL</b>	<b>47,594</b>	<b>49%</b>	<b>49%</b>
<b>Securitized French mortgages (internal securitizations)</b>	<b>1,519</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>
<b>Adjustments and other assets</b>	<b>2,380</b>	<b>3%</b>	<b>4%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>94,841</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>
			<b>95,943</b>

(\*) run-off

Credit risk exposures are presented below by geographical region and industry diversification and in percent.

#### **4.2.2 Breakdown of credit risk exposures**

##### **4.2.2.1 – Material exposures by geographic region and category(\*)**

As at the end of 2008, the portfolio at June 30, 2009 continued to be concentrated in the European Union (91%) and largely in France (63%).

It should be noted that commitments in the United States consist solely of loans to highly-rated local or state governments, or loans backed by the federal government, and that these have no direct or indirect exposure to the real estate sector. Counterparties in Japan are either prefectures or cities.

EXPOSURES BY GEOGRAPHIC REGION (*)		
	06/30/09	12/31/2008
	Balance sheet (€ million)	as a %
FRANCE	60,169	63.4%
OTHER COUNTRIES WITHIN THE EUROPEAN ECONOMIC AREA	25,890	27.3%
OTHER EUROPEAN COUNTRIES	1,389	1.5%
NORTH AMERICA (USA & CANADA)	5,814	6.1%
AFRICA / MIDDLE EAST	-	0.0%
CENTRAL AND LATIN AMERICA (including MEXICO)	-	0.0%
ASIA EXCLUDING JAPAN	-	0.0%
JAPAN	1,578	1.7%
OCEANIA		0.0%
OTHER	-	0.0%
<b>Total</b>	<b>€94,841 million</b>	<b>100.0%</b>
		<b>€95,943 million</b>

(\*) Balance-sheet commitments (excluding off-balance sheet commitments and financial commitments given) representing overall exposure to credit risk, gross figures (performing and doubtful) on a stand-alone basis, are based on management data and comply with French accounting standards.

#### **4.2.2.2 – Credit risk exposure by product family**

Compagnie de Financement Foncier is prevented by law from holding equity interests or trading portfolios. Its balance-sheet commitments by product family (loans, securities and financial transactions) at June 30, 2009, reveal a *de facto* concentration on loans (63%, including short-term credit facilities) and mortgage loan acquisitions (24%).

In millions of euros

Breakdown by product family (*)	06/30/09	12/31/08
(in %)		
Shares/Funds	0%	0%
Other balance-sheet products	0%	0%
Short-term credit facilities	12%	10%
Loans (**)	51%	52%
Bonds (Banking)	13%	13%
Bonds (Trading****)	0%	0%
Securitization (internal and external)	24%	25%
<b>BALANCE SHEET TOTAL</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>
<b>BALANCE SHEET ASSETS (*) € millions</b>	<b>94,841</b>	<b>95,943</b>

(\*) Balance-sheet commitments (excluding off-balance sheet commitments and financial commitments given) representing overall exposure to credit risk, gross figures (performing and doubtful) on a stand-alone basis, are based on management data and comply with French accounting standards.

(\*\*) Loans to customers, excluding credit facilities

(\*\*\*\*) Compagnie de Financement Foncier does not hold trading securities. It holds bonds to maturity for credit transactions.

#### **4.2.3 – Quality of portfolio exposed to credit risk**

##### **4.2.3.1 – Breakdown of exposures by credit quality**

- **Private individuals (final risk)**

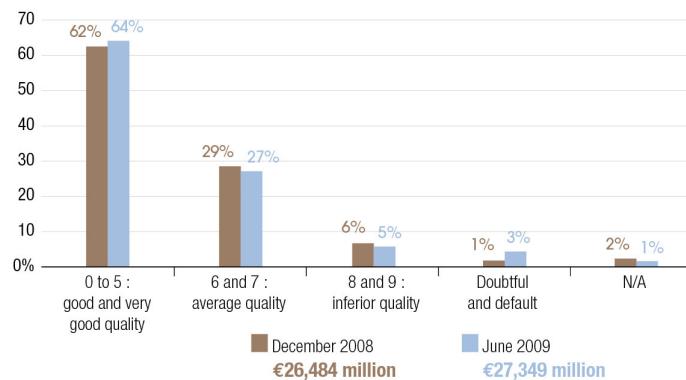
The internal rating system for private individuals is described in the 2008 Reference Document (Risk Management section, part 4.1.1.3).

The breakdown by rating at June 30, 2009 presented herein was calculated using the same methodology.

##### *Internal rating and quality of outstanding mortgage loans(\*) to private individuals*

The breakdown below shows the quality of Compagnie de Financement Foncier outstanding retail loans: 64% are good or very good quality loans, with a rating between 0 and 5. When average quality loans (6 or 7 rating) are included this percentage rises to 91%. There was a slight increase in the doubtful loans ratio (3% as of June 30, 2009 versus 1% as of year-end 2008), in keeping with the gradual increase in arrears over the past few months. Yet the risk profile has remained stable since the end of 2008 and the proportion of "favorable" ratings has even increased.

**Internal ratings of outstanding mortgage loans to Private Individuals**



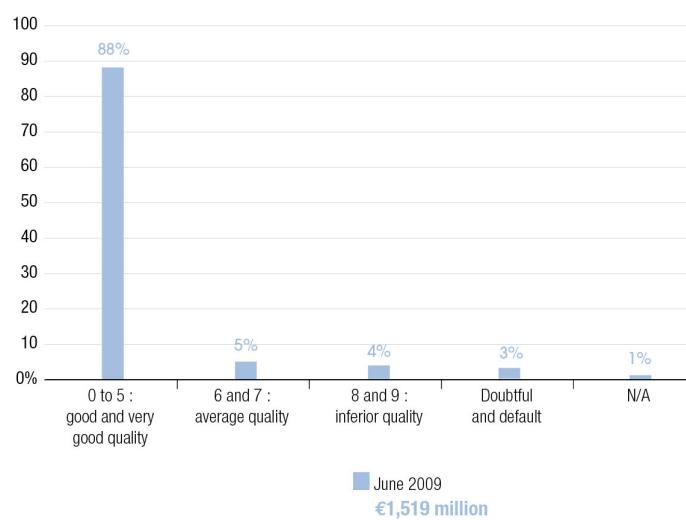
Total outstandings include French mortgage loans and mortgage notes

(\*) Basel II ratings determined using the methodology used as of December 31, 2008.

**Breakdown of exposures to French SECURITIZED MORTGAGE LOANS (internal securitization) by internal rating**

Almost 93% of mortgage loan exposures (€1.5 billion at June 30, 2009) are classified as good and very good quality (88%) or average quality (5%).

**Internal ratings of securitized mortgage loans in France**



(\*) Basel II ratings determined using the same methodology as at December 31, 2008.

Exposures to SECURITIZATIONS backed by European (excluding France) residential mortgage loans to Private Individuals, broken down by internal rating

Compagnie de Financement Foncier's RMBS portfolio comprises securitized residential mortgage loans that were essentially granted to individuals. These are prime assets with high granularity that are located in Europe (excluding France). All securitization units acquired are senior granular tranches and are rated Basel II Step one (i.e. AA- or higher). 22% of this portfolio now has a public AA rating, mainly as a result of Moody's revision of its ratings on two RMBS transactions in Germany and the lowering, by one or two notches, of the ratings of several Spanish transactions, including those Crédit Foncier group has been closely monitoring for over a year. The Spanish exposures (€6.961 billion) consist of 56.8% senior tranches of AAA-rated RMBS securitizations (€3.948 billion), 27.7% AA+ rated (€1.931 billion) and 15.5% AA rated (€1.082 billion).

***Exposures to securitizations backed by European(excluding France) residential mortgage loans to PRIVATE INDIVIDUALS, broken down by internal rating***



► PUBLIC SECTOR PORTFOLIO

FRENCH PUBLIC SECTOR PORTFOLIO

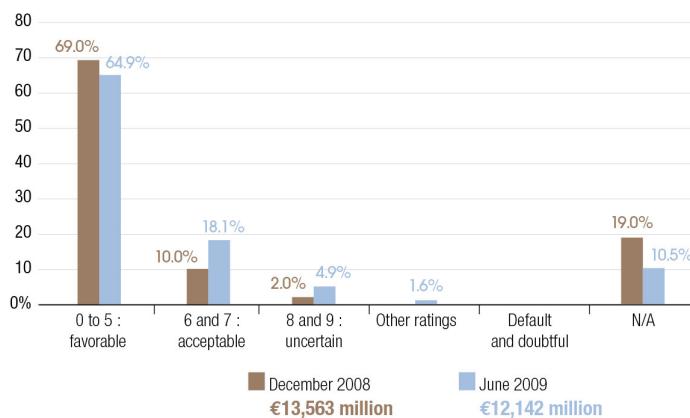
For all French Local Authority and Social Housing financing activities, Crédit Foncier group uses GCE's internal rating tools, which use scoring functions and specific criteria for each market segment (e.g.. regions, departments, municipalities, EPCI, social economy, social housing and public health bodies). Ratings range from 0 to 9, with 0 to 5 being "favorable", 6 and 7 "acceptable", and 8 and 9 "doubtful". All non-rated counterparties are each thoroughly analyzed.

• *French Local Authorities (FLA) portfolio, by Basel II rating*

65% of Compagnie de Financement Foncier's outstanding loans to French local authorities are rated "favorable" (0 to 5). When "acceptable" ratings (6 and 7) are included this percentage rises to 83%. A closer look at ratings reveals that a large proportion of counterparties (45%) are rated between 0 and 2, which once again reflects the excellent quality and rigorous selection of the loan portfolio.

In the first half of 2009 there was a small decline in the proportion of FLA loans with "favorable" ratings and a substantial increase in those rated "acceptable" and "doubtful". These changes are mainly attributable to the increase in the rated proportion of the portfolio. The default/doubtful ratio is still extremely low, at less than 0.1%.

**French Public Sector portfolio broken down by Basel II rating**



Source: management data in compliance with accounting data.

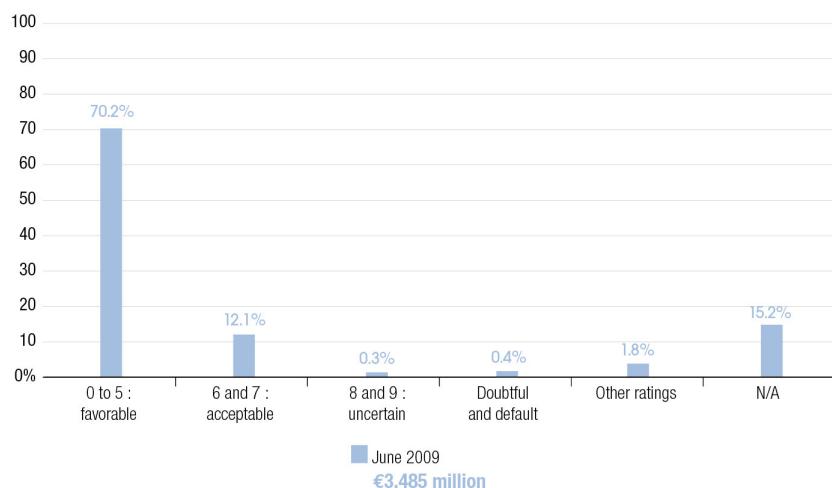
- *Social Housing Portfolio, broken down by Basel II rating*

70% of Compagnie de Financement Foncier's rated social housing loans have "favorable" ratings of 0 to 5. This percentage rises to 82% if loans rated "acceptable" (6 and 7) are included, which once again illustrates the excellent quality and rigorous selection of the loan portfolio.

The proportion of "Doubtful and Defaulted" counterparties continues to be very low, at only 0.3% and 0.4% respectively.

Non-rated loans (15%) consist for the most part of institutions that collect the "1% housing fund<sup>1</sup>" (PEEC), which are not covered by GCE's rating tools. However, each of these counterparties is carefully studied before a lending decision is made. In addition, the PEEC sector is closely regulated by the French government.

***Social Housing Portfolio, broken down by Basel II rating***




---

<sup>1</sup> The contributions that employers pay to finance construction programs (Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC). All non-agricultural companies in the private sector that have more than 20 employees (10 or more prior to 2006) are required to make contributions in favor of the construction of new housing.

#### EXPOSURES TO PUBLIC SECTOR SECURITIZATIONS, BY INTERNAL RATING

Compagnie de Financement Foncier's portfolio of public sector securitizations is comprised of three different types of debt:

- Securitzations of Dutch mortgage loans backed by an NHG guarantee (€4.050 billion). NHG is a Dutch public entity that plays a very similar role to that of the FGAS in France. This debt is thus secured by the Dutch government and is rated AAA.
- Securitzations of American FFELP student loans (€2.976 billion) that are guaranteed by the United States federal government for at least 97% of the loan principal are also rated AAA.
- Three positions involving Italian public sector debt (€0.476 billion), one of which is guaranteed by the Italian government (rated AA-). The BBB+ position is securitized healthcare debt in Italy and this rating reflects that of the local authority.

#### ***Breakdown of Public Sector securitization exposures by internal rating***

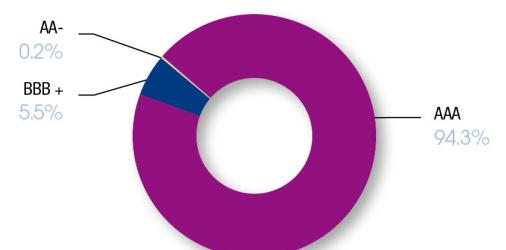
##### ***Securities backed by loans to private individuals with step 1 state guarantees***

**12/31/08**



€7,584 million

**06/30/09**

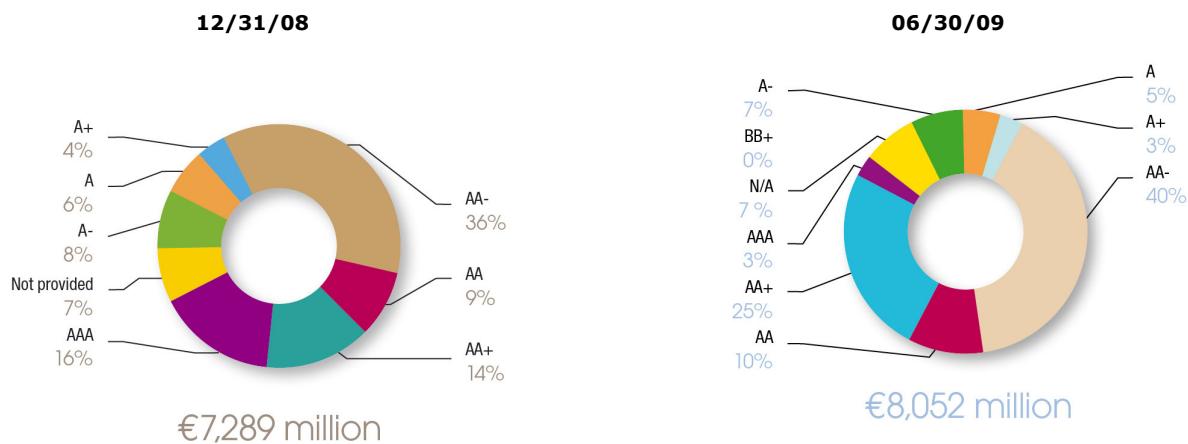


€7,502 million

EXPOSURES (\*) TO THE INTERNATIONAL PUBLIC FINANCING (IPF) SECTOR, BROKEN DOWN BY INTERNAL RATING (\*\*)

The charts show that the portfolio's holdings are concentrated in the highest rating categories. The "not provided" values (7%) correspond to a few counterparties that have not been rated internally as of yet. On an internal rating scale, the underlying assets have been rated A or better. The decrease in the percentage of AAA-rated holdings since the end of 2008, from 16% to about 3%, is mainly the result of the general decline in the credit ratings of monoline insurers. These securities have now returned to their intrinsic rating of AA and even A. In the IPF segment, the only non-investment grade holding that Compagnie de Financement Foncier has is a €15 million security that represents an indirect claim on the government of Iceland and is associated with the energy and power generation sector, and is therefore in no way connected to the banking or the financial industry.

**Breakdown of exposures(\*) to the International Public Financing sector(\*\*), by internal rating**



(\*) Balance sheet commitments (excluding off-balance sheet commitments and financial guarantees given) of overall credit risk exposure, gross figures (performing + doubtful) on a stand-alone basis in compliance with French accounting standards.

(\*\*) Local authority loans or bond issuance; breakdown by Basel counterparties

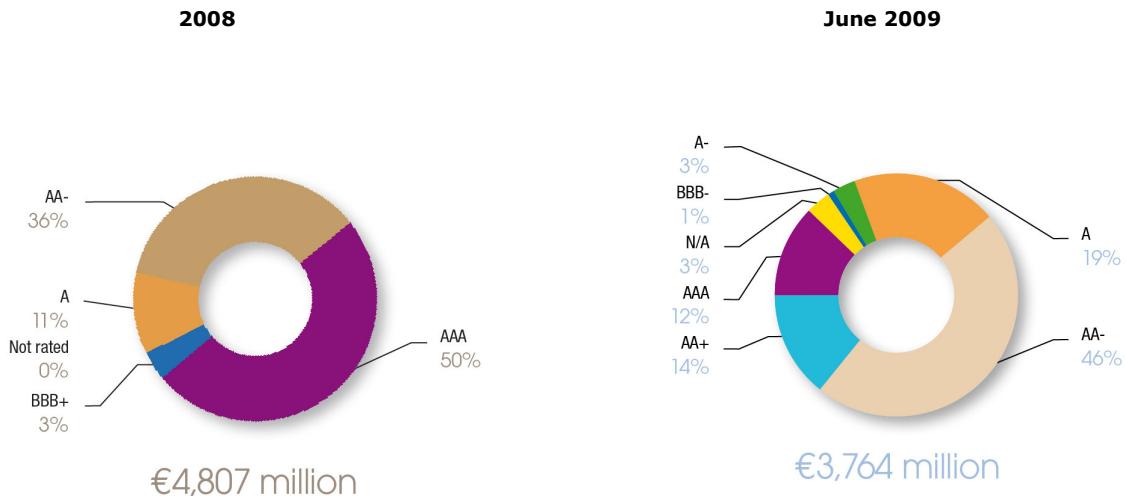
#### BREAKDOWN OF SOVEREIGN EXPOSURES BY INTERNAL RATING

The sovereign portfolio is the highest rated category, with a substantial proportion of Basel II Step 1 ratings (AA- or higher). This is the natural consequence of investment in the sovereign debt of several of the countries that came to form the core of the 15-member European Union, including France. Exposures to A and BBB categories mainly consist of government bonds issued by the European Union's more recent members.

The relative proportion of AAA-rated issues fell from 50% at end-2008, to 12% at June 30, 2009 due to:

- the downgrading of credit-enhancer FSA, which insures the portfolio's European sovereign securities, on which the ratings have been lowered from AAA to AA+.
- the reclassification of Caisse des Dépôts et Consignations outstanding loans from Sovereign (€683 million in 2008) to Bank (€645 million at June 30, 2009).

**Breakdown of SOVEREIGN exposures by internal rating**



(\*) Balance-sheet commitments (excluding off-balance sheet commitments and liabilities) representing overall exposure to credit risk, on a stand-alone basis (performing and doubtful) in accordance with French accounting standards.

#### **4.2.3.2 - Risk charge**

Compagnie de Financement Foncier's risk charge reached €3.18 million, which was the sum of the following two points:

- a cost of risk for €2.03 million
- a charge accounted for €1.15 million in Net Banking Income on provisions and losses relative to interest on doubtful loans including the regulatory provisions that stipulate that provisions must cover 100% of interest on doubtful loans.

The risk charge is composed of the following two points:

- 1) an individual risk charge of €2.87 million that includes:
  - €2.29 million of provisions net of reversals and provisioned losses (consisting mainly of provisions and reversals on private individual loans)
  - €0.58 million of losses not covered by capital net of reversals of amortized loans.
- 2) a net collective provision of €0.31 million, mainly in connection with Neiertz provisions for €0.42 million.

### **4.3 - Risk diversification and risk concentration**

Mortgage loan acquisitions represent a significant part of the major counterparty portfolio, and over 80% of the risks are concentrated in the top 50 exposures. This concentration is explained by Compagnie de Financement Foncier's strategy to acquire sizeable assets in the primary market, after examining them thoroughly. In terms of credit risk, this concentration is superficial since the underlying loans are predominantly housing loans to retail customers and therefore highly granular.

Large corporations and the French Local Authorities and Social Housing sectors have a much lower concentration, in keeping with the group's risk diversification policy.

Direct exposures to sovereign states are relatively concentrated (less than ten counterparties) since they cover only a few European countries.

The IPF portfolio however is more diversified, with the top 20 exposures accounting for 77%. The concentration of risk in this portfolio should continue to decline as Compagnie de Financement Foncier pursues its strategy to develop and diversify into this sector. Compagnie de Financement Foncier has exposures to European, Japanese and North American local authorities.

**Summary of Compagnie's major counterparty concentration at June 30, 2009**

<i>In millions of euros</i>	<b>TOP 10</b>	<b>TOP 20</b>	<b>TOP 50</b>	<b>TOP 100</b>	<b>TOTAL</b>
Private finance initiatives	n.s.				
Large corporations	n.s.				
Sovereign	3,764 [100%]	3,764 [100%]	3,764 [100%]	3,764 [100%]	3,764
Mortgage loan acquisitions	7,024 [34%]	11,031 [53%]	17,635 [84%]	20,891 [100%]	20,897
French local authorities and Social housing	4,271 [21%]	5,959 [29%]	8,891 [43%]	11,705 [57%]	20,535
IPF	4,434 [55%]	6,168 [77%]	8,005 [99%]	8,052 [100%]	8,052

(\*) Source: Management data. Commitments at the end of the period, including off-balance-sheet commitments and financial commitments given, gross loans (performing and doubtful).

(\*\*) The "French Local Authorities and Social Housing" category is as defined for the Crédit Foncier group, i.e. it includes General Government Administration.

## **4.4 – Comments on commitments at June 30, 2009**

### **4.4.1 – Private Individuals market**

The overall quality of the portfolio of loans to Private Individuals has been maintained and in particular foreign mortgage loans acquired in the form of securitizations.

#### ***Direct loans***

##### ***Direct French mortgage loans***

The portfolio of direct mortgage loans to private individuals in France has grown by 4.9% since the end of the 2008. The overall doubtful ratio for mortgage loans was 2.1% for the first half of 2009, compared to 1.8% at the end of 2008, while the doubtful ratio excluding subsidized loans was 1.9% (cf risk coverage in section 4.2.1.) This slight deterioration mainly concerns variable-rate loans.

Almost all loans (99%) are secured with guarantees that meet Basel II requirements (i.e. mortgages and various additional guarantees – see section 5.3 concerning the effect of techniques to mitigate credit risk). The assessment of risk using the Basel II Advanced Measurement Approach confirms the quality of the Crédit Foncier portfolio.

A portion of variable rate mortgages that benefit from ARM measures unilaterally offered to customers by Crédit Foncier de France through amendments to their contracts were ceded to Compagnie de Financement Foncier prior to January 1, 2008 by Crédit Foncier who continues to manage them. In accordance with the agreement between the two parties, Crédit Foncier, it should be noted, is responsible for shielding Compagnie de Financement Foncier from the financial impact of the measures it undertakes. For further information, refer to Compagnie de Financement Foncier's 2008 reference document as well as the 2008 Crédit Foncier reference document.

##### ***Compagnie de Financement Foncier's acquisition of loans to Individuals in 2009***

In the first half of 2009, Compagnie de Financement Foncier acquired an additional €1.701 billion of mortgage loans from Crédit Foncier, consisting of €1.066 billion of Home-ownership loans, €204 million of rental sector loans and €431 million of PAS and PTZ loans. The measures to promote home-ownership implemented since 2008 (doubling of the PTZ (loans with zero interest rate) program, the PASS Foncier, local PTZ loans and aid from local authorities) have not only increased demand for these loans but have also reduced risk.

##### ***Losses in the Private Individuals market in France***

Since Compagnie de Financement Foncier's loan acquisitions are made on the basis of a purchasing score that factors in Crédit Foncier's origination score, it only selects the best loans and its loss ratio (loans in arrears for more than 6 months) is inherently well below that of Credit Foncier.

#### ***Mortgage notes***

Outstanding mortgage notes were stable at €9.0 billion. They are secured by a portfolio of Crédit Foncier residential mortgage loans to private individuals.

#### ***Securitized French mortgages***

This portfolio totaled €1.519 billion at June 30, 2009. The profile risk is similar to that of the individuals portfolio.

## ***Securitization – Acquisition of European mortgage loans***

Securitization / mortgage loan acquisition is dealt with specifically in section 6 of this report.

### **4.4.2 – Comments on the French and international public financing sectors**

#### ***French local authorities***

Outstanding loans to the French public sector decreased in the first half of 2009, as new commitments were voluntarily limited and the repayment of existing loans continued.

In a global environment that is marked by budgetary restrictions and is weighing heavily on local authorities, the risk profile of Compagnie de Financement Foncier's FLA portfolio has remained very solid in the first half of 2009, with a very low and stable loan loss ratio.

#### ***Social housing***

Over this period the Social Housing portfolio was stable at €3.485 billion (vs. €3.495 billion at December 31, 2008). There was no new doubtful loan in the first half of 2009 in this segment. The stability of the default ratio at 0.4% confirms the resilience of this portfolio's risk profile.

#### ***International Public Financing – IPF***

Loan production in the first half of 2009 involved mainly Step-1 rated (AA-to AAA) and Switzerland, and to a lesser extent Spain and North America (U.S. and Canada).

#### ***Sovereign***

Loan production in the Sovereign sector was modest in the first half of 2009 and strictly limited to the E.U. Member States. Certain government securities in the portfolio secured by an FSA guarantee experienced a rating downgrade from AAA to AA+ subsequent to the credit enhancer's downgrade (see section 4.2.3 – Portfolio quality)..

## 5 - RISK MITIGATION TECHNIQUES

### 5.1 to 5.2 – Valuation methods and periodic review of property values; insurers

For more information refer to the 2008 Reference Document.

### 5.3 – Effect of credit risk mitigation techniques

In connection with COREP production at June 30, 2009, the application of credit risk mitigators (i.e. collateral received, personal guarantees and credit risk protection derivatives) has enabled Compagnie de Financement Foncier to reduce its exposure to credit risk by €28.766 billion, as follows:

- €21.165 billion in loans backed by personal guarantees that reduce the amount of required regulatory capital, which most often complete mortgage-like or equivalent guarantees.
- €7.601 billion in mortgages backed by a mortgage or equivalent (*Lender's lien* or *Privilège de Prêteur de Deniers*).

The table below shows the basic types of loans benefiting from personal guarantees (excluding mortgages) as per the Basel classification.

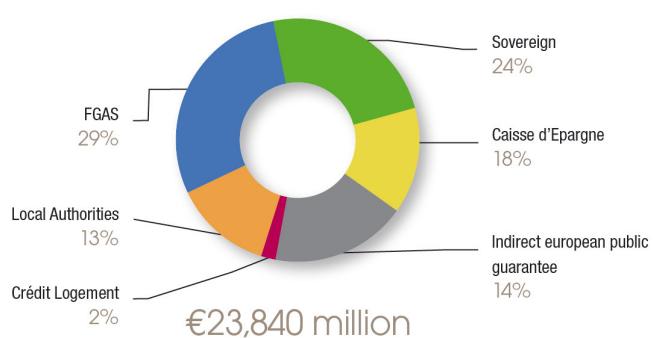
In millions of euros	LOAN INSURER (excluding mortgages)			
	National governments or central banks	Institutions*	Other insurers	Total
At June 30, 2009				
<b>Basel classifications</b>				
<b>National governments and central banks</b>	54			<b>54</b>
<b>Institutions</b>	1,534	6,475		<b>8,009</b>
<b>Companies</b>	234	1,299		<b>1,533</b>
<b>Retail clientele</b>	7,858	625	3,087	<b>11,570</b>
<b>Shares</b>				
<b>Securitization positions</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>9,679</b>	<b>8,399</b>	<b>3,087</b>	<b>21,165</b>

Source: Corep data as of June 30, 2009 (on and off balance sheet)

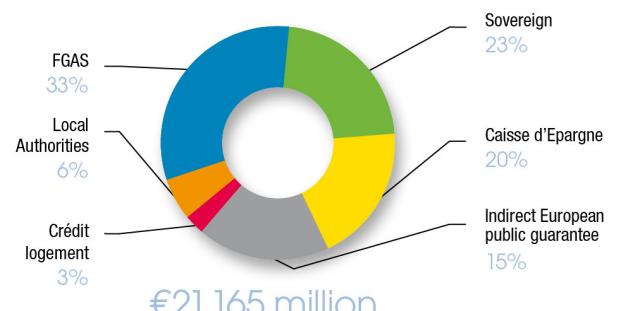
\* Credit establishments and French local authorities financing

The figures below provide a percentage breakdown of guarantees by surety provider:

**12/31/2008**



**06/30/2009**



Source Corep – December 31, 2008 and June 30, 2009 (on and off balance sheet)

The table below shows the COREP report breakdown of the various risk-mitigation measures applied to the Individuals' portfolio at December 31, 2008 and June 30, 2009.

Compagnie de Financement Foncier's outstanding direct loans to individuals (€18.306 billion as of June 30, 2009) are totally covered by mortgages or personal sureties that contribute to attenuating credit risk.

Within the Basel II framework, 99% of French outstanding loans are covered by:

- either a personal guarantee meeting Basel II requirements concerning the reduction of regulatory capital requirements (such as mortgage insurance companies or bank guarantees), which most often complete mortgage or equivalent guarantees
- or first-rank mortgages or equivalent (*lender's lien, Privilèges de Prêteur de Deniers*) 80% of the maximum loan guarantee in accordance with the application of the Basel II weighting of 35% when calculating the capital requirement.

Improving data processing methods will allow source data, in the future, to reflect the actual and complete 100% coverage of these exposures.

Risk mitigation means		Individuals	
(in millions of euros)		30/06/2009	31/12/2008
Regulated schemes	FGAS (100 % - State guarantee) Subsidized sector (State guarantee)	6,925 848	6,785 1,211
Mortgage insurance companies	CREDIT LOGEMENT (*) CRESERFI (**)	539 28	583 29
International financial bodies	Indirect European public guarantee (***)	3,173	3,320
<b>A - Loans guaranteed by a personal surety complementing mortgage or equivalent guarantee</b>		<b>11,513</b>	<b>11,928</b>
<b>B - Loans covered by 1st-rank mortgage or equivalent (PPD )</b>		<b>6,543</b>	<b>5,077</b>
<b>(A + B) SURETIES + 1st-rank mortgages</b>		<b>18,056</b>	<b>17,005</b>
<b>C - OUTSTANDING MORTGAGE LOANS France</b>		<b>18,306</b>	<b>17,441</b>
<b>Percentage of outstanding loans covered by guarantees (Basel II compliant) [ C / (A+B) ]</b>		<b>99%</b>	<b>98%</b>

Source COREP – for periods ending 12/31/2008 and 06/30/2009

(\*) Crédit Logement is a lending institution rated Aa2/AA by Moody's and AA by Standard & Poor's.

(\*\*) CRESERFI: Civil servant mortgage guarantee institution.

(\*\*\*) PROVIDE and PROVIDE 2 (KFW indirect guarantee) and GMAC

## 5.4 - Balance sheet and off-balance sheet netting

For more information refer to the 2008 Reference Document.

## 6 - Securitization

Internal securitization is not dealt with in this chapter (French securitized mortgage loans i.e. €1.519 billion as of June 30, 2009).

### 6.1 – Objectives, activities and level of involvement

For more information refer to the 2008 Reference Document.

### 6.2 – Compagnie de Financement Foncier's exposures to securitization transactions

#### 6.2.1 – Exposure to securitization units held by Compagnie de Financement Foncier

At end June 2009, Compagnie de Financement Foncier held €20.897 billion in shares in senior securitization funds that do not belong to the Crédit Foncier group.

Compagnie's exposure to "standard" securitizations at June 30, 2009 (in millions of euros)				
Type	Underlying guarantees	Total	Final risk	Total
MIXED	First-rank mortgage on mixed housing (private/commercial)	436		
RMBS	First-rank mortgage on private individual assets	12,959	Individuals	13,395
	First-rank mortgage on private individual assets + guarantee from the Dutch state	4,050		
Public Sector	Sovereign	13	Public Sector	7,502
	Local authorities	463		
FFELP Student Loans	FFELP (US federal government guarantee)	2,976		
<b>Total</b>		<b>20,897</b>		

No arrears or losses on Compagnie de Financement Foncier's securitization portfolio were recognized in the first half of 2009.

#### 6.2.2 – Retained or acquired securitization positions

Securitization positions that meet the criteria set by the Financial Stability Forum are explained in detail in Rubric 7 of this document (G7 reporting).

Outstanding positions are examined in detail in this section, by type of asset, rating, geographical region and quality and are broken down by weighting.

#### **Breakdown by rating**

Securitization positions acquired by Compagnie de Financement Foncier are broken down by exposure category and rating in the table below.

The proportion of AAA-rated securitizations fell from 98% at end-2008 to 83.5% at June 30, 2009; the 14.5% difference now has a public rating of AA, mainly as a result of Moody's downgrading of two RMBS transactions in Germany and the downgrading of several Spanish transactions, including those Crédit Foncier group had been monitoring closely since mid-2008. Positions in Spain are senior tranches of RMBS securitizations of which 56.7% (€3.948 billion) are rated AAA, 27.7% (€1.931 billion) are rated AA+, and 15.5% (€1.082 billion) are AA.

However, 98% of the portfolio still has a public Basel II Step 1 rating (i.e. AA- or better) and therefore has the same Basel II weighting.

The AA- position is public sector debt backed by the Italian government (hence the rating is that of Italy's sovereign debt). The BBB+ position is a healthcare securitization in Italy and reflects the local authority's BBB+ credit rating.

in € million		Securitization positions kept or acquired by rating					Total
FCC category	FCC type	AAA	AA+	AA	AA-	BBB+	
Residential mortgage	MIX	436					436
	RMBS	9,946	1,931	1,082			12,959
<b>Total residential mortgage</b>		<b>10,382</b>	<b>1,931</b>	<b>1,082</b>			<b>13,395</b>
Public Sector	Healthcare	50				413	463
	NHG RMBS	4,050					4,050
	Sovereign				13		13
	FFELP Student Loans	2,976					2,976
	<b>Total Public sector</b>	<b>7,076</b>			<b>13</b>	<b>413</b>	<b>7,502</b>
<b>Total</b>		<b>17,458</b>	<b>1,931</b>	<b>1,082</b>	<b>13</b>	<b>413</b>	<b>20,897</b>

MIX: Housing mortgage-backed securities (Individuals / Professionals, over 80% Individuals)

RMBS: Residential mortgage-backed securities

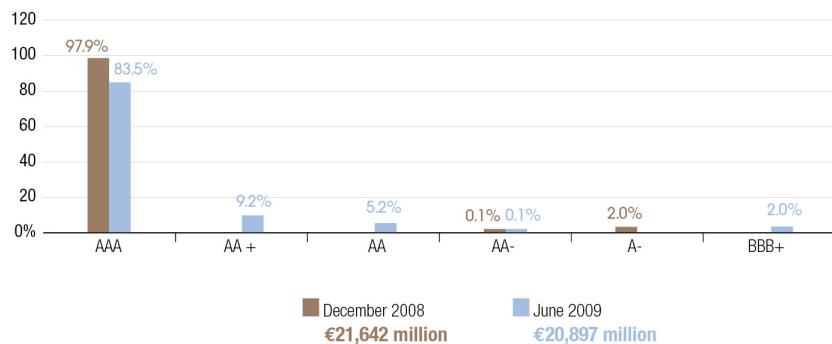
RMBS NHG: Securitizations of residential mortgages with a Dutch NHG guarantee

Sovereign: Securitizations of securities backed by an explicit Italian sovereign guarantee

Healthcare: Securitizations of healthcare loans, with the final risk secured by Italian regions

FFELP Student Loans: Securitizations of U.S. student loans, with at least 97% of the principal guaranteed by the U.S. federal government

### Securitizations by internal rating



### **Monoline-insured transactions in securitization portfolio**

Only two transactions totaling €463 million were enhanced by monoline financial guarantees. At June 30, 2009 one security (€50 million) was still enhanced, to AA+, while another security (€413 million) that was previously enhanced now has a BBB+ rating solely on the basis of its intrinsic credit quality.

### **Securitization portfolio – Breakdown by country and asset class**

The securitization portfolio is mainly exposed to Europe (RMBS in the Netherlands, Italy and Spain) and also to the United States (FFELP Student Loans)

### **Stress scenario on the RMBS portfolio**

All RMBS positions held on Compagnie de Financement Foncier's balance sheet remain step-one ( $\geq$ AA-) and hold up particularly well to stress tests supposing a spike in default rates, drastic fall in real estate prices and a marked drop in prepayments.

Only the harshest of scenarios were susceptible of provoking cash flow deficits on RMBS positions in the portfolio. These scenarios include highly improbable variables such as: an exploding default rate on European markets in 2009 that would reach 6% per year or 20% in aggregate over the lifespan of these positions; a lasting and dramatic drop of 50-60% depending on the country (45% in Germany) in current real estate prices based on the most recently published price indices; as well as a halving of prepayments.

Given a 'worst-case' scenario, a cash flow deficit could be possible at the maturity of positions, which would represent less than 2.4% of outstanding principal of the positions that were subject to the stress test. This cash flow represents a mere 0.90% in current terms as it would occur in the distant future. It is important to note that the yield after this worst-case scenario would remain higher than Euribor and higher than the cost of resources financing it.

		Securitization portfolio							
		Breakdown by country and asset class as of June 30, 2009 (in millions of euros)							
FCC category	FCC type	GERM ANY	SPAIN	USA	GREECE	ITALY	NETHERL ANDS	PORTUGAL	Total
Residential mortgage	MIX				436				436
	RMBS	304	6,961		11	3,561	992	1,129	12,959
<b>Total residential mortgage</b>		<b>304</b>	<b>6,961</b>		<b>11</b>	<b>3,997</b>	<b>992</b>	<b>1,129</b>	<b>13,395</b>
Public Sector	Healthcare				463				463
	RMBS NHG						4,050		4,050
	Sovereign					13			13
	FFELP								
	Student Loans			2,976					2 976
<b>Total Public Sector</b>				<b>2,976</b>		<b>477</b>	<b>4,050</b>		<b>7,503</b>
<b>Total</b>		<b>304</b>	<b>6,961</b>	<b>2,976</b>	<b>11</b>	<b>4,474</b>	<b>5,042</b>	<b>1,129</b>	<b>20,897</b>

#### **Breakdown by weighting**

The very high proportion of AAA and AA rated securities gives 98% of the securitization portfolio a 20% risk weighting (using the standardized approach).

Breakdown by weighting of securitization positions kept or acquired	06/30/2009		12/31/2008	
	Basel II weighting using the standardized approach	Outstanding (in millions of euros)	% of portfolio	Outstanding (in millions of euros)
20%	20,484	98%	21,211	98%
50%			432	2%
100%	413	2%		
<b>Total</b>	<b>20,897</b>	<b>100%</b>	<b>21,643</b>	<b>100%</b>

## 7 - G7 REPORTING

In accordance with the recommendations of the Financial Stability Forum (FSF), Compagnie had no exposure to the following asset classes as of June 30, 2009:

- CDO and exposures to monoline insurers and other credit enhancers
- Exposures to CMBS (Commercial mortgage-backed securities)
- Other subprime and Alt-A exposures (e.g. RMBS, loans, etc.)
- Special Purpose Entities
- Leveraged buyouts

The book value of assets benefiting from a monoline guarantee is shown in the table below.

These assets do not represent direct exposures to monoline insurers but to the credit enhancements to the portfolio assets they provide. Compagnie de Financement Foncier therefore systematically has an initial claim with a counterparty other than the monoline. All of these enhancements are on underlying assets of a public sector nature (loans or securities) that are already highly rated and either granted directly to a sovereign state, a local authority (such as the healthcare securitization transaction described in section 6.3.2) or a public institution. The overall breakdown of the rating-enhanced underlying asset portfolio at June 30, 2009 is shown in the table below.

(in millions of euros)		Intrinsic Basel II rating (before enhancement)					Total	%
Monoliner	Monoliner rating	AA+ to AA-	A+ to A-	BBB+ to BBB-	Not avail.			
AMBAC	BB-	11	220	413		645	13%	
CIFG	CC	1,000	1,240	104	82	2,426	48%	
FGIC	N/A				99	99	2%	
FSA	AA+	651	952		50	1,653	33%	
MBIA	BBB+ (1)	68			167	235	4%	
	<b>Total</b>	<b>1,729</b>	<b>2,413</b>	<b>517</b>	<b>398</b>	<b>5,057</b>	<b>100%</b>	
	%	34%	48%	10%	8%	100%		

(1) The rating of the National Public Finance Guarantee Corporation, MBIA's new entity that ensures U.S. muni issues, formally known as the MBIA Insurance Corporation of Illinois.

These enhanced commitments are all backed by financial guarantees (and not CDS) that provide additional security for the enhanced asset. These guarantees are not valued and are not recognized on Compagnie de Financement Foncier's balance sheet (only the enhancement premium is recognized as an expense when the enhancement is not settled at the same time as the security or loan).

The monoliner rating is the lowest of the two best ratings from S&P, Moody's and Fitch at June 30, 2009. The intrinsic rating of the underlying asset is its Basel II rating before enhancement at the same date.

The enhanced securities are of good intrinsic quality, since 34% of this portfolio is rated Step 1 ( $\geq$  AA-) without credit-enhancement and 82% is rated Step 2 ( $\geq$  A-).

BBB exposures consist of two distinct commitments: €104 million on the Hungarian sovereign and €413 million on an Italian region.

Exposures identified as intrinsically non-rated (8% of "Not Available") largely correspond to direct commitments on international and French public sector entities, totaling €348 million. These exposures have not been publicly rated but their credit quality has been assessed internally and they are considered Investment Grade (i.e.  $\geq$  BBB-). The remaining €50 million of exposures corresponds to International Public Financing ABS in the healthcare sector, with the final risk being on an Italian region with an A public rating.

## **8 – MARKET RISKS AND ASSET & LIABILITY MANAGEMENT RISK**

Refer to the 2008 Reference Document for more information about ALM risk and in particular about the ALM organization and risk monitoring.

### **8.1 Liquidity risk monitoring**

#### **Compagnie de Financement Foncier's refinancing process**

The bulk of Compagnie de Financement Foncier's resources come from medium- and long-term obligation foncière issues.

Its additional resources consist of a substantial securities and loan portfolio (approximately €32 billion) that can be refinanced by the ECB or through the international banking market. In the second quarter of 2009, Compagnie was thus able to refinance assets in order to obtain a €7.5 billion loan from the ECB.

#### **Monitoring liquidity risk**

Liquidity risk is the risk that Compagnie de Financement Foncier is not able to pay its short-term liabilities.

Compagnie's ALM rules ensure that its exposure to liquidity risk remains very limited. Compagnie de Financement Foncier is committed to maintaining sufficient short-term liquidity to cover its "Privileged" debt commitments for a period of one year.

In addition, some of its assets, known as "replacement securities", consist of safe and liquid investments (as required by French law for *sociétés de crédit foncier*) and are very short-term, easily tradable or eligible for refinancing with the ECB. In addition, a large part of Compagnie's investment portfolio is negotiable or directly eligible for refinancing with the ECB. At June 30, 2009, Compagnie de Financement Foncier had €8.8 billion in replacement securities, representing 9.2% of its assets, and €32 billion in securities and loans that are eligible for refinancing with central banks.

Liquidity needs are analyzed using the dual static and dynamic approach. They are managed by a system of internal limits, approved annually by Compagnie's ALM Committee.

With the static approach, the aim is to ensure that medium-term liquidity management does not concentrate liquidity needs too highly over certain periods. The main indicator used is the static liquidity gap that takes into account Compagnie de Financement Foncier's capacity to raise liquidity over the next 20 years. ALM also provides a report that explains changes to static liquidity gaps from one quarter to the next.

## **Compliance with limits**

Compagnie de Financement Foncier's current liquidity coefficient for regulatory purposes<sup>2</sup> was 851% in the first half of 2009.

Compagnie de Financement Foncier also determines the duration of its assets and liabilities to ensure that their maturities are properly matched and is committed to maintaining a mismatch of no more than two years. At June 30, 2009, this was the case since the average duration for assets and liabilities were 6.6 and 6.2 years respectively.

## **8.2 to 8.3 - Overall interest rate risk oversight, foreign exchange risk monitoring**

For more information about those subjects refer to the 2008 Reference Document.

## **9 - OPERATIONAL RISK**

Compagnie de Financement Foncier's operational risks are managed by Crédit Foncier under service agreements between the two institutions.

At June 30, 2009, 298 employees were responsible for monitoring and managing operational risks.

10 incidents concerning Compagnie de Financement Foncier were reported in the first half of 2009, representing an estimated total risk of €29,930.

To calculate its regulatory capital requirement, the Crédit Foncier group currently uses the standard Basel II method. At June 30, 2009 the capital, to allocate at the consolidated level (therefore including Compagnie de Financement Foncier), required to cover operational risk was €131 million.

Refer to the 2008 Reference Document for additional information.

## **10 - OTHER RISKS**

Refer to the 2008 Reference Document for more information concerning this subject, and in particular sections 10.3-10.5 on Settlement Risk, Non-Compliance Risk and Other Risks.

### **10-1 Legal risk**

The characteristics of Compagnie de Financement Foncier's business activities and its management rules do not expose it to major legal risks

---

<sup>2</sup> 4005 BAFI Report

## **10-2 IT risks**

Compagnie de Financement Foncier's information system makes extensive use of Crédit Foncier's human and technical resources in accordance with agreements between the two institutions. Compagnie therefore has full access to all improvements in Crédit Foncier IT system and to the various means that serve to mitigate IT risks, such as contingency arrangements, the business continuity plan and the security policy, etc.

## **4. Legal information**

The following information outlines significant changes to the legal information that occurred during the first half-year 2009. All other legal information contained in the reference document (D.09-0176) for the financial year ending December 31, 2008 remains in effect.

### **4.1 Corporate governance**

Members of the Board of Directors as of June 30, 2009 and their professional addresses

**- M. THIERRY DUFOUR**

Director since December 18, 1998

Chairman from December 18, 1998 to June 25, 1999

Chief Executive Officer from June 25, 1999 to May 16, 2001

Deputy Chief Executive Officer from May 16, 2001 (following the promulgation of the New Economic Regulations Act) to May 17, 2002

Chief Executive Officer since May 17, 2002 (following the separation of the offices of Chairman of the Board and Chief Executive)

Resignation from the office of Chief Executive on September 4, 2006

Chairman of the Board of Directors since July 31, 2007

Chairman & Chief Executive Officer since December 14, 2007

CREDIT FONCIER DE FRANCE - 4, quai de Bercy - 94220 Charenton-le-Pont

**- Ms. SANDRINE GUERIN**

Deputy Chief Executive Officer (non-director) since October 15, 2001

Director since March 25, 2002

Deputy Chief Executive Officer since May 17, 2002 (following the separation of the offices of Chairman of the Board and Chief Executive Officer)

CREDIT FONCIER DE FRANCE - 4, quai de Bercy - 94220 Charenton-le-Pont

**- Mr. PIERRE NUYS**

Director since June 16, 2008, replacing Mr. Pierre-Eric Fuzier who retired

CNCE – 50, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris

**- Mr. DIDIER PATAULT**

Director since September 26, 2008

Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire

4 Place Graslin – 44000 Nantes

**- Mr. DJAMEL SEOUDI**

Director since September 26, 2008

CREDIT FONCIER DE FRANCE - 4, quai de Bercy – 94220 Charenton-le-Pont

**- Mr. ALAIN DENIZOT**

Director since September 26, 2008

Caisse d'Epargne Picardie

2 boulevard Jules Verne – 80000 Amiens

**- MR. STEPHANE CAMINATI**

Director since December 17, 2008 replacing Mr. François Chauveau who retired  
CNCE – 50, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

**- CREDIT FONCIER DE FRANCE**

Director since June 25, 1999  
Represented by Mr. François Blancard  
4, quai de Bercy – 94220 Charenton-le-Pont

## **4.2 Information concerning the company**

**During the combined shareholders' meeting of May 18, 2009, the article 2 was modified as follows:**

**f) Corporate purpose (article 2 of the bylaws)**

**Article 2 - Purpose**

This paragraph has been modified as follows:

Notwithstanding any other provisions or stipulations to the contrary, the Company can mobilise, in accordance with Articles L. 313-23 to L. 313-34 of the French Monetary and Financial Code, all or some of the loans that it holds, regardless of the nature of such loans. The Company may also temporarily transfer its securities under the conditions set forth in Articles L.211-22 to L. 211-34 of the French Monetary and Financial Code and may mobilise them pursuant to Article L. 211-20 of said code. The loans or securities thus refinanced or transferred are not recognised pursuant to Article L. 515-20 of the abovementioned Code.

## **4.3 General information concerning the capital**

**g) Capital stock**

As of June 30, 2009, subscribed capital reached €1,008,000,000. It is divided into 63,000,000 fully paid-up shares with a par value of €16 each.

**h) Ownership of capital and voting rights**

Principal shareholders as of June 30, 2009

<i>Shareholder</i>	<i>Number of shares</i>	<i>%</i>
Crédit Foncier de France	62,999,993	100.00
Directors and other individuals	7	
<i>Total</i>	63,000,000	100.00

**d) Changes in shareholders over the last five years**

This paragraph has been modified by the addition of the following elements:

The Board of Directors, in its meeting on June 30, 2009 noted, following the dividend payment in shares, the €84,000,000 increase in capital by creating 5,250,000 new shares at a nominal value of €16 each fully subscribed to by Crédit Foncier.

## **4.4 Resolutions submitted to the shareholders' meeting**

### **Combined shareholders' meeting of May 18, 2009**

All proposed resolutions were adopted.

## **4.5 Bylaws**

**During the combined shareholders' meeting of May 18, 2009, the article 2 was modified as follows:**

### **TITLE I**

### **FORM – CORPORATE PURPOSE – CORPORATE NAME – REGISTERED OFFICE – TERM**

#### **Article 2 – Purpose**

This paragraph has been modified as follows:

Notwithstanding any other provisions or stipulations to the contrary, the Company can mobilise, in accordance with Articles L. 313-23 to L. 313-34 of the French Monetary and Financial Code, all or some of the loans that it holds, regardless of the nature of such loans. The Company may also temporarily transfer its securities under the conditions set forth in Articles L.211-22 to L. 211-34 of the French Monetary and Financial Code and may mobilise them pursuant to Article L. 211-20 of said code. The loans or securities thus refinanced or transferred are not recognised pursuant to Article L. 515-20 of the abovementioned Code.

The other elements of chapter '5. Bylaws' remain unchanged.

## **4.6 Appendix: Focus on Compagnie de Financement Foncier within BPCE**

For further details concerning this section, please refer to the update at June 30, 2009 of the 2008 Reference Document of Crédit Foncier.

## **5. Statement from the person who assumes responsibility for the updating of the reference document including a half-year financial report**

I certify, after having taken all reasonable measures to this purpose, that the information provided in the present updating is provided, to my knowledge, true to fact and that no information has been omitted that would change the interpretation of the information provided.

I certify, to my knowledge, that the condensed financial statements for the previous half-year have been established in compliance with the applicable accounting standards and accurately represent the company's assets, financial situation and its earnings and that the half-year activity management report included herein is an accurate representation of the important events that occurred in the first six months of the financial year, of their impact on the financial statements as well as a description of the primary risks and uncertainties in the remaining six months of the year.

I have received a letter from the Statutory Auditors indicating that they have completed their work which consisted of verifying the information on the financial position and the financial statements provided in this update of the reference document as well as a review of the entire document.

Signed in Charenton-le-Pont, on August 28, 2009

**Deputy Chief Executive Officer of Compagnie de Financement Foncier**

**SANDRINE GUERIN**

## **6. Outlook for Compagnie de Financement Foncier**

### **Current events**

The company did not record any current events that had a significant impact on the evaluation of its solvency.

### **Trends**

No significant deterioration has affected the outlook of the company since its last financial report was audited and published.

No known trend, uncertainty, claim, commitment or event is reasonably susceptible to influence the company's outlook.

### **Audit**

To the company's knowledge, no agreement exists whose implementation at a later date could lead to a change of its audit.

### **Material events**

No significant changes in the financial or commercial situation have occurred between August 27, 2009, the date at which the Board of Directors closed the accounts, and the filing date of this reference document.

#### **6.1.1.1.1 Complementary information**

No potential conflicts of interest exist between the duties with regard to Compagnie de Financement Foncier and the private interests and/or other duties of members of the board.

As of June 30, 2009, there were no exceptional events or legal disputes (government procedures, legal or arbitration) likely to have or to have had a material impact on Compagnie de Financement Foncier's activity, financial position or results.

Compagnie de Financement Foncier conducts itself and its corporate entities in accordance with the corporate governance framework in practice in France.

## **7. AMF Reference document cross-reference index**

Only the pages that have been modified are listed herein.

N/A: information unchanged as of June 30, 2009.

References from the diagram in annex IV of European Commission Regulation (EC) N°. 809/2004

	<b>HEADING</b>	<b>Information provided in the present document on page:</b>	<b>Information provided in Compagnie de Financement Foncier's Reference Document filed with the AMF on April 1, 2009 under the number D.09-0176 on page:</b>
<b>1.</b>	<b>PERSONS RESPONSIBLE</b>		
1.1.	Persons responsible for the information	N/A	EN 254
1.2	Declaration by those responsible for the registration document	EN 91	EN 254
<b>2.</b>	<b>STATUTORY AUDITORS</b>		
2.1	Names and addresses of the issuer's auditors	N/A	EN 256
2.2	Auditors during the period covered by the past financial information	N/A	EN 256
<b>3.</b>	<b>SELECTED FINANCIAL INFORMATION</b>		
3.1	Financial information	EN 4 to EN 6	EN 6 to EN 8
3.2	Financial information for interim periods	N/A	N/A
<b>4.</b>	<b>RISK FACTORS</b>	EN 12 to EN 17 EN 56 to EN 87	EN 40 to EN 47, EN 61 to EN 68, EN 154 to EN 215
<b>5.</b>	<b>INFORMATION ABOUT THE ISSUER</b>		
5.1.	History and development of the issuer:		
5.1.1.	Legal and commercial name of the issuer	EN 89	EN 234, EN 246
5.1.2.	Place and registration number of the issuer	N/A	EN 237
5.1.3.	Date of incorporation and length of life of the issuer	N/A	EN 235, EN 246
5.1.4.	Domicile and legal form of the issuer	N/A	EN 234 to EN 237, EN 244
5.1.5	Recent events particular to the issuer which are to a material extent relevant to the evaluation of the issuer's solvency	EN 92	EN 255
5.2.	Investments	N/A	N/A
<b>6.</b>	<b>BUSINESS OVERVIEW</b>		
6.1.	Principal activities:		
6.1.1.	Main categories of services performed	EN 3 & EN 8 EN 89	EN 3 to EN 5, EN 27 to EN 36, EN 50 to EN 51, EN 234
6.1.2.	New products and/or activities	N/A	N/A
6.2.	Principal markets	EN 10 to EN 11	EN 36 to EN 39, EN 54 to EN 56

6.3.	Competitive position	EN 5	EN 7, EN 37
<b>7.</b>	<b>ORGANISATIONAL STRUCTURE</b>		
7.1.	Description of the group and issuer's position within it	EN 90	EN 257
7.2.	Dependence upon other entities within the group	EN 90	EN 240 to EN 242
<b>8.</b>	<b>TREND INFORMATION</b>		
8.1.	Statement that there has been no material adverse change in the prospects of the issuer since the date of its last published audited financial statements	EN 92	EN 255
8.2.	Events that are reasonably likely to have a material effect on the issuer's prospects	EN 92	EN 255
<b>9.</b>	<b>PROFIT FORECASTS OR ESTIMATES</b>	N/A	N/A
<b>10.</b>	<b>ADMINISTRATIVE, MANAGEMENT, AND SUPERVISORY BODIES</b>		
10.1.	Names, business addresses and functions of the the administrative, and management bodies and principal activities performed by them outside the issuer	EN 88 & EN 89	EN 71 to EN 80, EN 228 to EN 234
10.2.	Statement that there are no conflicts of interests	EN 92	EN 255
<b>11.</b>	<b>BOARD PRACTICES</b>		
11.1.	Details relating to the issuer's audit committee	N/A	EN 218 to EN 226
	Names of committee members and terms of reference under which the committee operates	N/A	EN 218
11.2.	Corporate governance	N/A	EN 220 to EN 227
<b>12.</b>	<b>MAJOR SHAREHOLDERS</b>		
12.1.	Ownership, control	EN 89 & EN 90	EN 240 to EN 242, EN 257
12.2.	Arrangements which may result in a change in control of the issuer	N/A	N/A
<b>13.</b>	<b>FINANCIAL INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S ASSETS AND LIABILITIES, FINANCIAL POSITION AND PROFITS AND LOSSES</b>		
13.1.	Past Financial Information		
	> Balance Sheet	EN 21	EN 85 to EN 86
	> Off-Balance Sheet	EN 22	EN 87
	> Income Statement	EN 23	EN 88
	> Cash Flow Statement	EN 50 to EN 51	EN 144 to EN 145
	> Accounting Policies and Explanatory Notes	EN 25 to EN 52	EN 89 to EN 143
	> Statutory Auditors' Report	EN 53	EN 147 to EN 148
	> Past Financial Information: Reference document	Reference document 2008	Reference document 2007 (*)
	- Financial Statements	EN 21 to EN 52	EN 85 to EN 146 (*)
	- Certification of statutory auditors of the financial statements	N/A	EN 230 to EN 231 (*)
13.2.	Consolidated financial statements	N/A	N/A
13.3.	Auditing of past annual financial information		
13.3.1.	Certification of statutory auditors	N/A	EN 230 to EN 231
13.3.2.	Other information in the registration document which has been audited by the auditors	N/A	EN 188 to EN 197, EN 217 to EN 229
13.3.3.	Financial data in the registration document not extracted from audited financial statements	N/A	N/A
13.4.	Age of latest financial information		

13.4.1.	Last year of audited financial information	Reference document 2008	Reference document 2007
13.5.	Interim and other financial information		
13.5.1.	Quarterly or half yearly financial information published since the last audited financial statements	N/A	- Half year report (visa D.08-0233-A01)
13.5.2.	Interim financial information since the end of the last audited financial year	N/A	- Half year report (visa D.08-0233-A01)
13.6.	Legal and arbitration proceedings	EN 92	EN 255
13.7.	Significant change in the issuer's financial or trading position		
	- Statement	EN 92	EN 255
<b>14.</b>	<b>ADDITIONAL INFORMATION</b>		
14.1.	Share Capital		
14.1.1.	Amount of the issued capital	EN 89	EN 239 to EN 242, EN 246
14.2.	Memorandum and bylaws		
14.2.1.	Register and corporate purpose	EN 89 & EN 90	EN 234 to EN 242, EN 242 to EN 253
<b>15.</b>	<b>MATERIAL CONTRACTS</b>		
	- Regulated agreements	N/A	EN 235, EN 242 to EN 244
<b>16.</b>	<b>THIRD PARTY INFORMATION AND STATEMENT BY EXPERTS AND DECLARATIONS OF ANY INTEREST</b>		
16.1	Report attributed to a person as an expert	N/A	EN 187 to EN 197
16.2	Certification	N/A	EN 187
<b>17.</b>	<b>DOCUMENTS ON PUBLIC DISPLAY</b>		
	Place where the documents on display may be inspected, by physical or electronic means	EN 96	EN 237, EN 261

(\*) In application of article 28 of regulation no. 809-2004 on prospectuses, the corporate financial statements for the accounting period ended December 31, 2007 and the Statutory Auditors' report on the corporate financial statements, of reference document no. D.08-0233 filed with the Autorité des marchés financiers (AMF – French financial markets authority) on April 11, 2008, are incorporated by reference in 2008 reference document.

The sections of reference document no. D.08-0233 not referred to above are either of no consequence to investors or covered by another section of this reference document.

In application of the article 212-13 of the general Regulation of the AMF, the present updating includes the information of the biannual financial report mentioned in the article L.451-1-2 of the monetary and financial Code.

<b>Information required for annual financial statements</b>	<b>Information provided in the present document on page:</b>	<b>Information provided in Compagnie de Financement Foncier's Reference Document filed with the AMF on April 1, 2009 under the number D.09-0176 on page:</b>
<b>Statement from the person responsible for the document</b>	EN 91	EN 254
<b>Management report</b>	EN 8 to EN 20	EN 48 to EN 83
<b>Financial statements</b>	EN 21 to EN 52	EN 84 to EN 146
<b>Statutory auditors report</b>	EN 53	FR 147 to EN 148

## **Contacts**

### **COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER**

4, quai de Bercy  
94224 Charenton cedex  
Tel: + 33 1 57 44 92 05

Financial Information:

Vincent MICHON

Tel: + 33 1 57 44 80 21

The financial reports of the Compagnie de Financement Foncier can be downloaded at [www.foncier.fr](http://www.foncier.fr)